



Mouvement du Nid - France

Abolir le système prostitueur

Supprimer toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées, et notamment abroger le délit de racolage passif comme actif **Renforcer** la politique française de répression envers toutes les formes de proxénétisme, en veillant notamment à l'application réelle des textes (niveau des peines, confiscation des biens du proxénétisme...) Mettre en place des **campagnes de dissuasion des clients-prostitueurs** affirmant que l'achat d'un acte sexuel constitue une violence faite aux femmes **Exclure la sexualité du champ du marché** en interdisant l'achat de tout acte sexuel Mettre en place une véritable politique d'**alternative** à la prostitution afin de rendre effectif le droit de chacunE à ne pas être prostituéE **Octroyer un titre de séjour** aux victimes du proxénétisme et de la traite des êtres humains sans condition de dénonciation dans le cadre d'un partenariat entre les personnes prostituées, les associations et les pouvoirs publics **Renforcer les moyens des services publics et des associations** qui accompagnent les personnes prostituées désirant quitter l'enfermement prostitutionnel Amender l'article 706-3 du code de procédure pénale afin d'**inclure le proxénétisme dans la liste des crimes ouvrant droit à une indemnisation** Développer une politique de prévention de la prostitution, fondée sur l'**égalité entre les filles et les garçons**, une **éducation** à la sexualité sans tabous et respectueuse du **désir** de l'autre Mettre en place un groupe de travail parlementaire, afin d'élaborer une loi-cadre ou tout autre instrument législatif approprié d'**abolition du système prostitutionnel**, incluant les mesures proposées ci-dessus.

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

Rédigé à partir des rapports d'activité des Délégations et Commissions

SOMMAIRE

	PAGES
Mot du Secrétaire général	3
1. Mouvement du Nid : avec les personnes prostituées, contre le système prostitueur	5
1.1. La prostitution, la plus vieille exploitation du monde	5
1.2. Nos actions : Rencontre, accompagnement, formation, plaidoyer	5
1.3. Une organisation nationale et internationale	6
2. Mouvement du Nid : 31 délégations au service d'une même cause	7
2.1. Les forces du Mouvement	7
2.2. L'activité interne du Mouvement du Nid	7
2.3. Les temps forts de l'année 2010	9
2.4. Des partenaires au plan national	11
2.5. Le Mouvement du Nid dans les médias	12
3. Les actions en délégations	16
3.1. Les rencontres de terrain	16
3.2. Les permanences d'accueil	21
3.3. L'accompagnement en vue de la réinsertion	24
3.4. Agir en prévention auprès des jeunes et du grand public	31
↳ Envers le grand public	31
↳ Envers les jeunes	32
3.5. Agir en formation	35
3.6. Agir en partenariat	37
4. Des outils au service d'un projet ambitieux	43
4.1. La revue « Prostitution et Société »	43
4.2. Les affiches, expositions et brochures	45
4.3. Les livres et les Bandes Dessinées	47
4.4. Les films et les outils interactifs	51
4.5. Théâtre « Au bout de la nuit »	52
4.6. Internet	54
5. Revue de presse	55

« ... La prostitution et le mal qui l'accompagne,
à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution,
sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine
et mettent en danger le bien-être de l'individu, de la famille et de la communauté... »

*Préambule de la Convention du 2 décembre 1949
ratifiée par 74 pays*

L'action des délégations et du Comité national du Mouvement du Nid a fait avancer la société française

L'année 2010 a été pour le Mouvement du Nid-France une année exceptionnelle : année de transition, d'aboutissements et de nouvel élan.

Transition institutionnelle tout d'abord, avec l'élection d'un nouveau Comité national et d'un nouveau Président, ainsi que l'embauche d'une nouvelle coordinatrice nationale.

Transition générationnelle ensuite, grâce à une augmentation historique du nombre de nouveaux adhérents, et notamment de jeunes à la suite de Sessions de bases renouvelées.

Transition politique enfin, car notre Mouvement a, en 2010, retrouvé une dimension politique et médiatique qu'il n'avait plus connue depuis de nombreuses années.

Plusieurs **aboutissements** de cette année 2010 marqueront l'histoire de notre Mouvement. En premier lieu, le bilan de l'**évaluation nationale des politiques publiques en matière de prostitution, présenté à l'Assemblée Nationale le 11 février 2010** est venu consacrer deux années d'efforts en régions et en Délégations en synthétisant les résultats de 6 colloques thématiques. En rassemblant 17 associations cosignataires, plus de 200 participantEs et plusieurs éluEs autour de 10 recommandations abolitionnistes et féministes, le Mouvement du Nid-France a ouvert la voie à une révision complète des politiques françaises sur ce sujet.

C'est grâce à cette dynamique, issue de l'action de terrain, qu'une mission d'information parlementaire sur la prostitution en France a pu voir le jour en juillet 2010 sous l'impulsion de sa présidente Danielle Bousquet, que le Mouvement du Nid avait mobilisée en ouverture de son initiative de février 2010.

De même, le patient travail d'information et de communication du Mouvement du Nid, illustré notamment par sa revue Prostitution et Société, mise en ligne en 2009, et par les nombreux communiqués et prises de position de l'association, a porté ses fruits.

C'est donc animé d'un nouvel élan institutionnel et politique, ainsi que par notre volonté de vivre en délégation l'action sur le terrain à la rencontre des personnes prostituées, le dialogue avec les jeunes dans une démarche d'éducation et de prévention face aux violences sexistes et au risque prostitutionnel, la formation des acteurs sociaux... que le Mouvement du Nid apporte sa contribution à la société française pour l'abolition du système prostitueur.

Tout cela ne serait pas possible sans l'engagement permanent des membres du Mouvement. Ce rapport d'activité 2010 témoigne de la richesse de leurs initiatives personnelles et collectives.


Grégoire THÉRY
Secrétaire Général du Mouvement du Nid

1. Mouvement du Nid : avec les personnes prostituées, contre le système prostitueur

Association reconnue d'utilité publique, agréée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, association d'éducation populaire, le Mouvement du Nid est aujourd'hui implanté dans les régions (31 délégations et antennes), et se développe toujours à l'étranger.

1.1. La prostitution, la plus vieille exploitation du monde

Pour le Mouvement du Nid, la prostitution constitue une atteinte aux droits de la personne et à sa dignité. Elle n'est ni un « mal nécessaire », ni une « fatalité », ni une « liberté », ni un « métier ». Loin de se réduire à une démarche privée, elle est une organisation commerciale aux dimensions locales, nationales, internationales. Elle concerne différents acteurs : personnes prostituées, clients-prostitueurs, proxénètes, mais aussi les États et la société civile. C'est pourquoi le Mouvement du Nid parle de « système prostitueur ». On ne saurait défendre les droits de l'homme, la liberté, la démocratie et tolérer que des femmes, des hommes, des enfants soient réduits à l'esclavage de la prostitution.

La prostitution est une violence contre les femmes, les hommes et les enfants qui en sont les victimes. Cette violence découle de siècles d'inégalités : hommes/femmes, Nord/Sud, riches/pauvres. C'est pourquoi, en tant que la plus vieille forme d'exploitation du monde, elle nous concerne tous. Ainsi, le Mouvement du Nid refuse la prostitution comme on refuse la drogue, l'esclavage ou la torture. Animé par la conviction qu'une autre société est possible, il travaille à faire avancer son projet : un monde où chacun est libre de ne pas être prostitué.

1.2. Nos actions : Rencontre, accompagnement, formation, plaidoyer

➔ La rencontre permanente des personnes dans 31 départements

Le Mouvement du Nid appuie sa réflexion et sa philosophie sur la rencontre des personnes prostituées sur les lieux de prostitution (trottoirs, bois, routes) et dans les permanences d'accueil. De nouvelles formes de rencontres (forums, sms, petites annonces, bars à hôtesse) sont développées afin d'atteindre les personnes les plus isolées. Le Mouvement du Nid est présent sur les lieux de prostitution afin d'aider les personnes, qu'elles soient issues ou non de la traite, françaises ou étrangères, hommes ou femmes, travestis ou transsexuels. Plus de 6 000 personnes par an sont en lien avec le Mouvement.

Le « contact », toujours effectué par un homme et une femme, consiste à mettre la personne au centre de la rencontre, à créer un lien, un échange, une parole, à devenir repère, première étape qui peut permettre aux personnes prostituées d'envisager une autre vie.

➔ L'accompagnement en vue d'une sortie du système prostitutionnel

Le Mouvement du Nid peut alors proposer aux personnes, si elles le souhaitent, un accompagnement dans leurs démarches de réinsertion, en lien avec des partenaires spécialisés (emploi, logement, santé, juridiction etc.), un soutien psychologique, voire affectif, et un suivi durable. L'accompagnement s'inscrit dans la durée. Il suppose la réappropriation par la personne de sa propre histoire, la libération d'une parole là où la prostitution imposait le silence. Il n'existe que dans le souci de la rendre actrice de son devenir. Le Mouvement joue un rôle de relais. Dans ce cadre, il accorde une importance croissante aux partenariats avec les associations, les collectivités, les services, les administrations.

➔ La prévention auprès des jeunes et la formation des acteurs sociaux

La prévention à destination des jeunes (collégiens, lycéens) est menée dans le cadre plus global concernant les conduites à risques, les relations garçons/filles, l'apprentissage de la sexualité, l'éducation au respect... En Université, le débat est davantage axé sur l'échange sur le système prostitutionnel.

Le Mouvement du Nid revendique que les acteurs sociaux, dans le cadre de leurs études et en formation continue, puissent également être formés sur la thématique du système prostitutionnel. Pour cela plusieurs formations ont été conçues au niveau local et national.

➔ La sensibilisation du grand public et le plaidoyer

Le Mouvement du Nid milite et agit pour faire émerger une politique cohérente et globale sur le long terme. Une double action est menée pour, d'une part alerter l'opinion publique concernant la réalité d'un système violent et inhumain et, d'autre part pour changer les pratiques de l'État, des clients et des proxénètes. Ainsi, le Mouvement du Nid défend dix recommandations dont : la suppression de toute pénalisation et de toute répression policière à l'encontre des personnes prostituées, de toute mesure discriminatoire et arbitraire ; le renoncement au renvoi des étrangères vers leur pays d'origine, ce qui les condamnerait à être récupérées par les réseaux ; la multiplication de lieux d'accueil sécurisés et la régularisation des situations administratives des personnes en situation de prostitution ; la suppression de l'imposition sur les revenus de la prostitution, qui condamne les personnes à une rentabilité accrue (l'imposition fait de l'État un complice du système prostitutionnel et bafoue la Convention Internationale des Nations Unies de 1949 « pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui ») ; une véritable application des textes en matière de proxénétisme, de prévention et de réinsertion, notamment la mise en œuvre des dispositions réglementaires pour la réinsertion des personnes prostituées.

Lien vers nos dix recommandations :

<http://www.mouvementdunid.org/Colloque-du-11-fevrier-2010#recommandations>

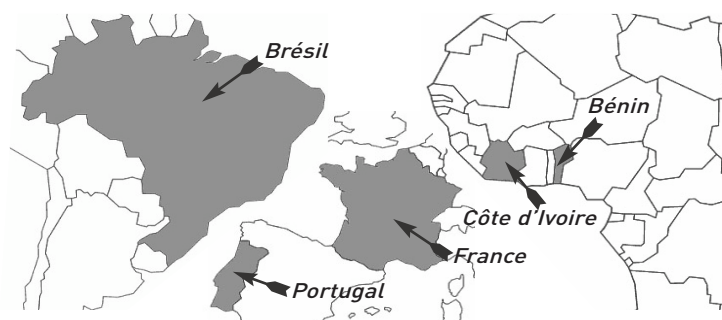
Lien vers le rapport de la mission parlementaire sur la prostitution :

<http://www.prostitutionetsociete.fr/actualites/actualites-france/30-propositions-novatrices-pour>

1.3. Une organisation nationale et internationale

Le Mouvement du Nid est présent à l'étranger : Brésil, Portugal, Bénin, Côte d'Ivoire. Il conseille de nombreuses associations au plan international : Cameroun, Hongrie, Brésil, Chine, Lituanie, Allemagne, Espagne, Belgique. Il a un statut d'ONG, Organisation Non Gouvernementale, auprès du département de l'Information de l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'action internationale est portée par un groupe de militants qui anime le réseau en relation avec le Comité national. Le Mouvement du Nid a entretenu des contacts réguliers avec une vingtaine de pays durant l'année.

Les Mouvements du Nid d'ici et d'ailleurs



Cette action internationale est complétée par les différentes actions transfrontalières notamment à Strasbourg, Lille ou Mulhouse ou par des partenariats internationaux au niveau local (Metz, Hauts-de-Seine). Le Mouvement du Nid agit également au niveau européen.



Quanto project
Marco Dugo - Italy

2. Mouvement du Nid : 31 délégations au service d'une même cause

2.1. Les forces du Mouvement

Association reconnue d'utilité publique, agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, association d'éducation populaire, le Mouvement du Nid est implanté dans les régions (31 délégations et antennes).

- 196 militants.
- 130 sympathisants.
- 1 030 abonnés à la revue « Prostitution et Société » (particuliers et organismes).
- 1 245 donateurs.
- Un partenariat de terrain estimé à plus de 1 500 structures ou "personnes ressources".
- 31 délégations (dont 2 antennes).
- L'effectif salarié au 31 décembre 2010 est composé de 12 CDI temps plein, 4 CDI temps partiel, 1 CDD temps plein, auxquels sont ajoutés 2 Contrats d'Accompagnement pour l'Emploi.

Si le Mouvement du Nid n'a pas vocation à créer des postes salariés, ceux-là s'intègrent parfaitement dans l'action des délégations. Relais au quotidien pour les bénévoles, ils participent à la réussite des projets, tissent des liens réguliers avec des partenaires extérieurs, apportent leur savoir-faire dans l'action de prévention et soulagent les militants de certains aspects administratifs.

Pour participer à l'effort de formation, les délégations et le Secrétariat national accueillent régulièrement des étudiants pour des stages allant, pour la plupart, de 1 à 6 mois. En 2011, le Mouvement du Nid espère pouvoir accueillir des Services Civiques.

➔ Quelques données

30 stagiaires accueillis dans l'année pour des stages allant de 1 à 6 mois.



2.2. L'activité interne du Mouvement du Nid

La vie nationale du Mouvement du Nid s'observe au quotidien dans la multiplicité des actions menées par les militants, des délégations et antennes, coordonnées par le Secrétariat national. Les rencontres nationales et les travaux thématiques réalisés par ses Comités et Commissions (groupes composés de militants du Mouvement du Nid de toute la France) sont un autre volet de cette dimension nationale.

➔ Quelques données

- ✓ Les délégations ont tenu plus de **320** réunions dans l'année pour préparer et mettre en place les projets, soit plus de **5 500** heures de bénévolat cumulées.
- ✓ Les militants et sympathisants ont suivi plus de **2 600** heures de formation à l'action.
- ✓ Plus de **550** heures de formation ont été suivies par les bénévoles en dehors de l'association.

❖ Se réunir pour construire l'action

L'organisation de l'association en 2010 a mobilisé un grand nombre de bénévoles sur le plan national.

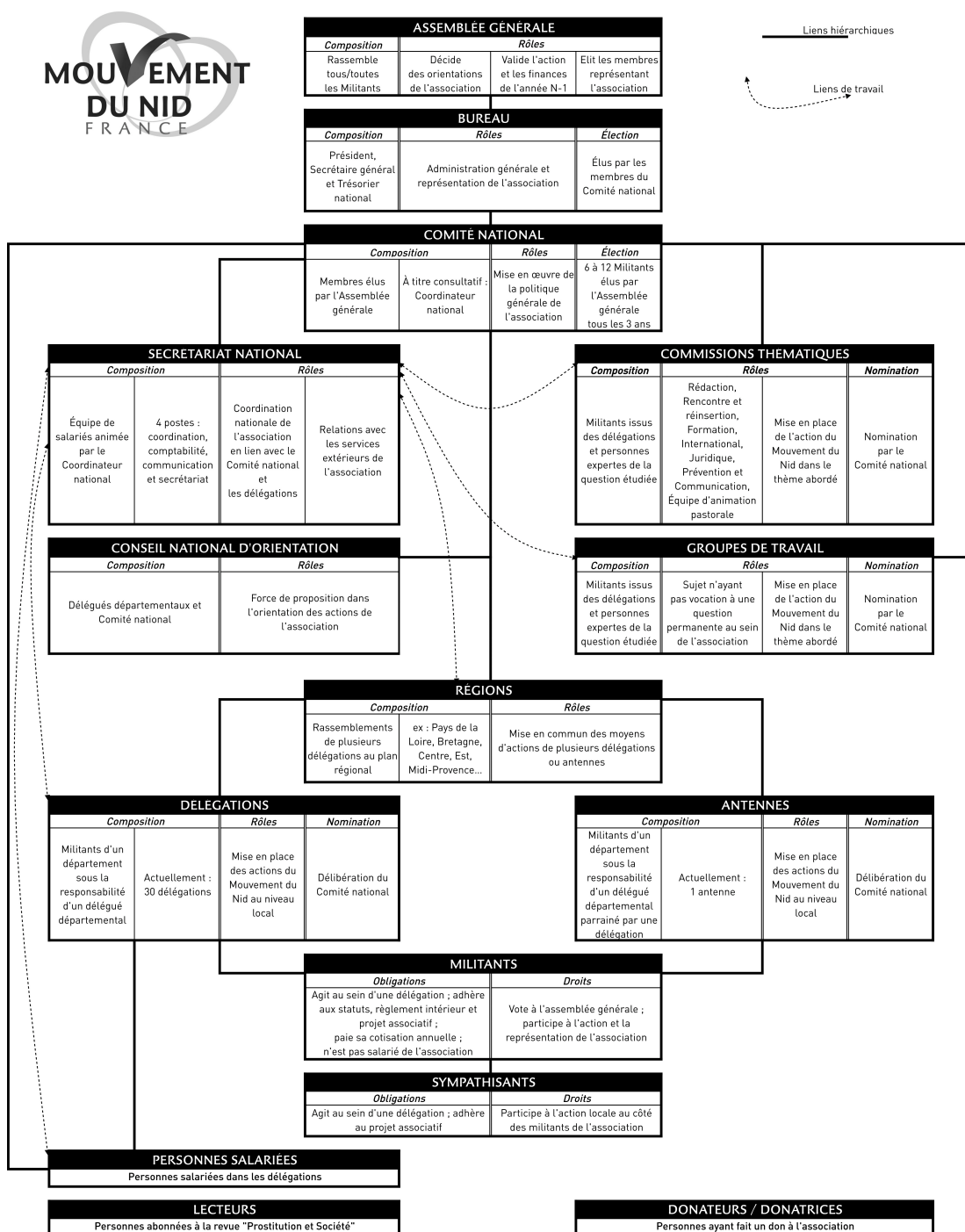
L'Assemblée générale : en 2010, 83 militants se sont réunis pour cette rencontre annuelle. Pendant 2 jours, les débats ont porté sur la vie de l'association.

Soit en 2010 : 1 328 h de bénévolat.

Le Comité national : 12 rencontres ont eu lieu en 2010 pour un travail de 1 à 2 journées par séance. Ce sont 9 personnes issues des délégations (et élues par les militants en Assemblée générale) qui ont assuré durant toute l'année la charge de l'administration et du bon fonctionnement de l'association.

Soit un total de 20 journées de 7 h en moyenne : 1 260 h de bénévolat.

Organigramme du Mouvement du Nid



Le Conseil national d'orientation : 2 rencontres de 2 jours ont mobilisé les délégués départementaux. Au programme, un travail d'échange et de réflexion afin d'aider le Comité national dans l'avancement des projets de l'association.

Soit en 2010 : 22 à 27 responsables mobilisés pour 350 h de bénévolat.

Le Comité de rédaction : 9 réunions ont permis en 2010 d'organiser et de gérer la parution de la revue « Prostitution et Société » et de son site internet. Militants, sympathisants, et 9 professionnels extérieurs ont participé au succès de cet outil d'information.

Soit un total de 9 journées de 6 h en moyenne : 486 h de bénévolat.

Les Commissions : pour faire avancer son projet, le Mouvement du Nid est organisé en commissions de travail avec des sujets précis : action internationale, prévention, rencontre, handicap, plaidoyer, communication... En 2010, l'année a été marquée par un travail important de réflexion de la part de la Commission rencontre, notamment lié aux nouvelles formes de rencontres, de la part de la Commission handicap sur l'accompagnement sexuel, de la part du Groupe de travail communication et plaidoyer politique concernant la mission parlementaire sur la prostitution et la Grande Cause nationale contre les violences faites aux femmes.

S'ajoutent à cela des actions interrégionales telles que le travail de mise en commun d'outils et de pratiques organisé pour la région Sud par Avignon réunissant les délégations de Marseille, Nîmes, Montpellier, Toulon et Avignon. D'autres régions telles que le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et la Bretagne, ont également organisé des rencontres régionales en 2010.

2.3. Les temps forts de l'année 2010

L'année 2010 a été largement marquée par la Grande Cause nationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

❖ Colloque à l'Assemblée Nationale début 2010



PROSTITUTION : UNE SEULE OPTION, L'ABOLITION

11 février 2010, Palais Bourbon à Paris

Présent auprès de milliers de personnes prostituées dans 31 villes françaises, le Mouvement du Nid-France a réalisé en 2009 une évaluation nationale des politiques publiques en matière de prostitution. S'inscrivant dans le cadre du 60^{ème} anniversaire de la Convention abolitionniste des Nations Unies du 2 décembre 1949, ratifiée par la France en 1960, six colloques décentralisés ont ainsi permis de tirer un bilan des politiques mises en place et de formuler 10 recommandations concrètes pour l'élaboration d'une politique publique abolitionniste.

Plus de 200 participant-e-s issu-e-s de l'ensemble du mouvement social ont participé ce jeudi 11 février au colloque organisé par le Mouvement du Nid avec l'engagement de 17 associations. Une volonté commune : proposer des alternatives aux politiques publiques existantes et en terminer avec la criminalisation des personnes prostituées.

❖ Grande Cause nationale contre les violences faites aux femmes

En 2010, 26 associations féministes constituées en Collectif ont exposé les enjeux de la lutte contre les violences à l'encontre des femmes, devenue Grande Cause nationale 2010. Ce label a contribué à apporter, à travers la mobilisation du Collectif pour obtenir gracieusement le concours des médias, un surcroît de visibilité aux situations des femmes victimes de violences ; notamment, celles qui affrontent habituellement un véritable déni des violences subies, telles que les femmes prostituées et les femmes en situation de handicap.

Nos associations appellent plus que jamais :

- à une prise de conscience de toute la société face aux violences à l'encontre des femmes ;
- au rejet de toute « circonstance atténuante » invoquée pour exonérer les agresseurs de leur responsabilité, tels que le prétendu consentement de la personne ou la complaisance du relativisme culturel ;
- à un soutien spécialisé auprès des victimes de violences sexistes, en vue de leurs démarches et de leur reconstruction ;

- à des actions de prévention et de sensibilisation de l'ensemble des acteurs de la société civile ;
- et en conséquence, à un ensemble de moyens cohérents, pérennes et d'envergure pour lutter contre les violences faites aux femmes. Des fonds dédiés doivent être attribués pour le maintien des associations d'aide aux femmes victimes de violences, aujourd'hui en grande difficulté.

La Grande Cause nationale 2010 a pris fin, mais nos associations continuent d'agir aux côtés des femmes victimes de violences, et à la prévention des agressions et des crimes dont elles peuvent être l'objet. En 2011, cette action garde tout son caractère d'urgence. Pourtant, chaque jour passe sans que nous recevions les garanties financières de l'État que nous réclamons ; pire, nous déplorons la disparition d'associations d'aide aux femmes, décimées par la diminution, voire la suppression des subventions nécessaires à leur fonctionnement.

La lutte contre les violences à l'encontre des femmes n'est plus « Grande Cause nationale », mais nous appelons chaque citoyen à en faire sa cause personnelle. Chacun d'entre nous peut s'engager dans ce combat, en remettant en cause les stéréotypes sexistes dans sa vie quotidienne, en sensibilisant ses proches, en se mobilisant pour obtenir des pouvoirs publics le renforcement de la politique de lutte contre les violences.

Dans le cadre de la Grande Cause nationale 2010, un spot sur les violences a été réalisé par BETC EuroRSCG. À l'occasion de la journée de la femme, le 08 mars 2010, il a été diffusé sur les antennes de France Télévisions sur les chaînes suivantes : France 2, France 3, France 4, France 5 et RFO selon les contraintes de grilles de chaque antenne. Un grand merci aux équipes de BETC EuroRSCG pour leur mobilisation et la réalisation de ce spot. Retrouvez également la vidéo sur le site de la Grande Cause nationale 2010 et sur les réseaux Youtube et Dailymotion (www.violencesfaitesauxfemmes.com).

En chiffres : 20 réunions ; 1 conférence de presse ; 6 réunions institutionnelles avec le Service droits des femmes du Ministère de la Cohésion sociale.

❖ AidantEs sexuelLEs pour les personnes handicapées, une prostitution qui ne dit pas son nom

Le Mouvement du Nid s'est mobilisé tout au long de l'année 2010 pour expliquer sa position sur l'accompagnement sexuel. En particulier, le Mouvement du Nid a écrit une lettre au premier ministre, François Fillon, qui a ensuite été relayée auprès des élus locaux grâce aux 31 délégations.

Le Mouvement du Nid a également édité une brochure que nous vous invitons à retrouver sur notre site. Un collectif s'est créé à cet effet en 2011.

❖ Nouveau président, nouvelle coordinatrice nationale

Les 19 et 20 juin 2010 les membres du Mouvement du Nid-France se sont retrouvés en Assemblée Générale à Orsay (Essonne) pour décider de ses orientations pour les trois ans à venir et pour l'élection du nouveau Conseil d'Administration (Comité national). À cette occasion, M. Jacques Hamon, 59 ans, journaliste, délégué départemental des Hauts-de-Seine a été élu Président national du Mouvement du Nid-France, succédant à M. Bernard Lemetteur arrivé en fin de mandat. L'Assemblée Générale annuelle du Mouvement du Nid-France a travaillé sur les projets de l'association, confortée par les nombreuses initiatives menées partout en France par ses 31 délégations, avec notamment les six colloques nationaux décentralisés sur le bilan des politiques publiques en matière de prostitution et le colloque final de restitution à l'Assemblée Nationale avec ses 10 recommandations soutenues par 17 associations.

Au cours de cette Assemblée Générale le nouveau Comité national a été chargé de conduire une politique ambitieuse de développement de l'association, incluant le renforcement de la présence de ses équipes sur les lieux de prostitution pour aller à la rencontre des personnes en situation de prostitution, la dynamisation des initiatives de prévention de la prostitution en direction des jeunes avec la nouvelle BD « Dérappages » produite par le Mouvement et réalisée par le dessinateur Dérib. Par ailleurs, l'Assemblée Générale a fait le point sur les nouvelles formes de prostitution et décidé la création d'un groupe de travail pour élaborer une stratégie de contact avec les personnes prostituées utilisant Internet. Enfin, les initiatives de sensibilisation des clients-prostituteurs seront poursuivies, le partenariat avec les associations et organisations abolitionnistes et féministes et de lutte contre les violences faites aux femmes sera renforcé.

L'ancien coordinateur, Samuel Prieur, après 6 ans à la coordination nationale a laissé sa place à Marjorie Blackwell. Toutefois Samuel reste dans le Mouvement du Nid puisqu'il a intégré la délégation du Nord-Pas-de-Calais en tant que coordinateur régional.

**AIDANT·E·S SEXUEL·LE·S
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES
UNE PROSTITUTION
QUI NE DIT PAS SON NOM**

<p>OUI à la levée d'un tabou, à la promotion de la sexualité des personnes handicapées Qui à l'expression de leur désir, à leur droit à l'intimité Au respect des personnes et de leur intégrité À leur accès à une vie affective, relationnelle, sexuelle À leur appropriation pleine et entière à la société</p> <p>OUI à l'éducation à la vie affective et sexuelle À des lieux de parole pour les familles À la sensibilisation et la formation des professionnel·le·s À des personnes assistantes pour faciliter l'accès à la propre sexualité des personnes handicapées. À des réponses innovantes</p>	<p>NON À une réponse marchande qui ne peut dire de la prostitution À des tiers payés pour dire les objets de cette sexualité Au déni de la responsabilité du délit À la condamnation des plus précaires à cet « emploi » au rabais.</p> <p>NON À une loi et législation À des droits qui marginalisent À une « solution » bonne conscience qui permettrait de faire l'économie de l'ouverture (département) de nos espaces sociaux aux personnes handicapées pour mieux les recevoir dans un ghetto contrôlé par une politique de « spécialité ».</p> <p style="text-align: center;"><i>Les personnes handicapées ne sont pas les seules à se plaindre d'une vie affective et sexuelle non satisfaisantes. Au-delà des spécificités liées aux situations, chacun·e a le droit de vivre sa sexualité, sans être isolé·e... ni faire autre.</i></p>
--	---

LA DEMANDE DU COLLECTIF HANDICAPS ET SEXUALITÉS

<p>Le Collectif handicap et sexualité (CHS) - ATE JRMH, Handicap International, Coordination Handicap Autonomie, Dérappé - met en place la création d'un emploi « accompagnant » ou « aidant·e sexuel·le » : accès, de formation.</p> <p>Il s'appuie sur l'affirmation de droits fondamentaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ours 1993 : « possibilité d'avoir des relations sexuelles » - France loi 2005 : « garantir l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens et offrir... le droit à la compensation » <p>CHS demande une dérogation pénale « la création de tels « services » exige une révision des textes de loi. Elle impose en effet de réduire la définition du proxénétisme, dont se rendrait coupable l'institution.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ours 2010 : garantir aux personnes handicapées la présence de « tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales » <p>Sa volonté, transformer ces droits en actes en matière d'accès à la sexualité. CHS demande ainsi : le droit à la compensation pleine et entière de toutes les conséquences liées au handicap, et dans ce cadre « garantir le droit à une sexualité épanouie »</p> <p>CHS travaille à l'élaboration de référentiels, méthodes, de compétences et de formation « et à des « propositions d'aménagements législatifs et réglementaires ».</p>
--	--

MOUVEMENT DU NID - Secrétariat national : 1 bis rue Dagobert - BP 63 - 93114 Cligny Cedex
 Tél. (01 42 70 92 48) - Fax (01 42 70 01 34) - courriel : rdirection@mouvementnid.org
www.mouvementnid.org - www.prostitutionsexuelle.fr

MOUVEMENT DU NID
 FRANCE

2.4. Des partenaires au plan national

Sous l'impulsion du Comité national et à l'image de son action en délégation, le Mouvement du Nid a mis le pied à l'étrier pour favoriser les partenariats avec des associations et des collectifs qui œuvrent dans le même domaine ou dont les actions sont complémentaires des siennes. Ces partenariats permettent de mutualiser nos pratiques et d'amplifier nos actions.

Pour 2010 les principaux partenaires nationaux sont : le Collectif Grande Cause (25 associations) ; le Collectif prostitution, handicap et dignité (10 associations) ; l'Amicale du Nid ; Ensemble contre la traite (10 associations) ; la fondation Scelles et le CCFD.

❖ Collectif contre la traite

Le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », conscient de la nécessité de travailler en réseau, a été créé pour lutter efficacement contre toutes les formes de ce fléau. Il regroupe, depuis le 28 mai 2008, 24 associations françaises, engagées de façon directe ou indirecte avec les victimes en France ou dans les pays de transit et d'origine de la traite. Déterminé à lutter contre la marchandisation de la personne, il se mobilise avec un double objectif : sensibiliser le grand public à cette question complexe et amener les décideurs politiques, français et européens, à s'engager fortement contre cette forme de criminalité.



❖ Grande Cause nationale

Le 6 mars 2009, le Premier ministre attribuait le label « Campagne d'intérêt général » aux campagnes organisées par le collectif Grande Cause nationale contre les violences faites aux femmes. Le Mouvement du Nid compte parmi les associations fondatrices de ce Collectif et peut se réjouir de l'obtention du label. Au programme, de vastes campagnes de prévention – notamment sous forme de spots télévisés – ont été produites pour servir la lutte contre les violences faites aux femmes. Parmi ces violences, la prostitution, une définition partagée sans aucune hésitation par l'ensemble de nos partenaires.



Il s'agit d'un moment historique. L'ensemble des associations féministes a su se mobiliser, ce qui a permis en 2010 de voir en France, les premiers spots télévisés sensibilisant à la violence de la prostitution.

Des actions plus ponctuelles ont également eu lieu au fil de l'actualité : une campagne de dénonciation du chanteur Orelsan, auteur d'un vidéo-clip où il interprète une chanson intitulée « Sale pute » et dont les paroles sont de véritables appels au meurtre.

Voici la liste des associations composant le Collectif et qui sont à présent nos partenaires : Association de Femmes Euro-Méditerranéenne Contre les Intégrismes (AFEMCI), Alliance des Femmes pour la Démocratie (AFD), Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes Démocrates (ASFAD), Association Européenne contre les Violences Faites aux Femmes au Travail (AVFT), Association Française des Femmes Médecins (AFFM), Commission pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles (CAMS), Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF), Centre National d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF), Collectif Féministe contre le Viol (CFCV), Conseil National des Femmes Françaises (CNFF), Élu-e-s Contre les Violences faites aux Femmes (ECVF), Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), Femmes Solidaires, Fondation Jean et Jeanne Scelles, Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles et autres pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et enfants (GAMS), Les Mariannes de la Diversité, Mouvement Jeunes Femmes, Mouvement du Nid, Mouvement Ni Putes Ni Soumises (NPNS), Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF), Regards de Femmes France, Union Européenne Féminine (UEF), Vivent les Femmes, Voix de Femmes, Zonta Clubs de France.

❖ CCFD (Comité catholique contre la Faim et pour le Développement)

Le Mouvement du Nid fait partie des membres de la collégialité du CCFD. Des associations agissant sur le thème de la prostitution en Amérique du Sud et en Chine ont été accueillies par le Mouvement du Nid.



❖ La fondation Scelles

Plusieurs rencontres ont eu lieu en 2010 avec la fondation Scelles notamment autour de la rencontre des partenaires étrangers.



2.5. Le Mouvement du Nid dans les médias

Au cours de l'année 2010, le Mouvement du Nid a fait entendre dans les médias un point de vue singulier, étayé par son travail de terrain et ses analyses. La lancinante question de la « réouverture des maisons closes », le scandale provoqué par les révélations sur le recours à la prostitution de sportifs de l'équipe de France de football, et aussi des débats de société plus profonds tels que « l'assistance sexuelle » pour les personnes handicapées et la persistance alarmante des crimes sexistes – illustrée lors du bilan de la Grande Cause nationale contre les violences faites aux femmes – furent autant d'occasions de se confronter au débat public.

26 février 2010

Délit de racolage :

7 ans de malheurs n'ont donc pas suffi ?

Le délit de racolage a donc sauvé sa peau. Comment expliquer tant d'inertie de la part de nos politiques quand tout a fait la preuve de l'échec de cette loi inique et inutile ? L'amendement (n° 76 portant sur l'article 8) présenté jeudi 25 février à l'Assemblée lors du vote du texte de loi pour la « prévention et répression des violences faites aux femmes » et destiné à le supprimer, a été retiré sans discussion.

Pour nous qui depuis 2003 dénonçons sans relâche ce « délit » qui punit les victimes, la déception est grande.

Mais nous ne désarmerons pas. Le Mouvement du Nid fera tout pour faire advenir, en France, une politique cohérente à même de donner un coup d'arrêt au système prostitutionnel. Pour y parvenir, il propose parmi les 10 recommandations qu'il a présentées lors d'un colloque au Palais Bourbon le 11 février dernier, de mettre en place un groupe de travail parlementaire afin d'élaborer une loi-cadre ou tout autre instrument législatif approprié d'abolition du système prostitutionnel.

Le Mouvement du Nid-France reste mobilisé pour que notre pays adopte une politique novatrice et ambitieuse face à ce qui demeure l'un des pires lieux de violence de nos sociétés et un archaïsme en contradiction avec toutes les politiques menées en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

25 février 2010

Le Mouvement du Nid se félicite de voir l'écho donné à l'une de ses batailles les plus chères !

Il y a deux semaines à peine, nous exigeons, aux côtés de dix sept associations féministes, et huit députés de plusieurs partis, d'en finir avec le délit de racolage, aussi catastrophique pour les personnes prostituées qu'inutile pour la lutte contre le proxénétisme.

Le 6 novembre 2009, le Mouvement du Nid l'avait même enterré, à l'issue du procès citoyen de l'abrogation du délit de racolage, symboliquement organisé à Lyon, près de 35 ans après l'occupation de l'église Saint Nizier.

Et voilà qu'aujourd'hui, même une députée UMP, du parti majoritaire qui vota la loi en 2003, ose faire le constat de son échec et de ses conséquences désastreuses, et proposer un amendement visant son abrogation.

Nous ne pouvons que nous associer à Chantal Brunel (après l'avoir critiquée vertement sur sa velléité d'ouverture de maisons closes), lorsqu'elle juge essentiel, dans le cadre de la loi sur les violences faites aux femmes, de rendre aux personnes prostituées le statut de victime qui leur a été retiré pour les transformer en coupables.

Nous appelons l'ensemble des partis à appuyer cet amendement, afin d'en finir avec la plus hypocrite des politiques actuelles sur la prostitution.

Nous souhaitons que l'abrogation de la loi sur le racolage soit la première étape d'un nouveau regard politique sur cette question.

Un regard qui considère l'ensemble du système prostitutionnel et de ses acteurs et pose la prostitution pour ce qu'elle est : une violence faite aux femmes et aux êtres humains.

22 mars 2010

“Maisons closes” : La prostitution est une violence faite aux femmes, quel que soit l'endroit où elle a lieu !

Jeudi 18 mars 2010, un grand quotidien national offre un énième boulevard à l'un des clichés favoris en matière de prostitution, la « maison close ». Au milieu d'articles donnant largement la part belle aux défenseurs des bordels trône l'inévitable sondage indiquant que plus de la moitié des français serait favorable à la « réouverture ».

C'est une pénible manière de « célébrer » le septième anniversaire de la Loi sur la sécurité intérieure, qui introduisait la conception du « racolage même passif » et aggravait ainsi le quotidien des personnes prostituées. Celles-là étaient déjà poursuivies comme des coupables, faudrait-il maintenant les enfermer dans l'espace clos du bordel ?

Oui, pour le propre bien, répondent en chœur les défenseurs des « maisons », elles y seraient prémunies contre les violences, à l'abri des intempéries et des mafieux.

Hélas, la « mafia », les proxénètes – criminels internationaux ou plus modestes profiteurs – prisent les bordels, lieux d'emprisonnement où stocker plus commodément la marchandise-femme et les dispo-

sitifs bien pratiques pour le blanchiment d'argent : rappelons cette déclaration de Karina Schaapman, conseillère municipale de la ville d'Amsterdam : « au lieu d'assainir la filière, la politique de licences accordées depuis octobre 2000 aux maisons closes a abouti à une situation incontrôlable ».

Protégées des violences, alors ? Douillettement installées dans une chambre pourvue d'ingénieux dispositifs d'alarme, les personnes prostituées pourraient être secourues au premier danger. Or le premier danger, selon les principales intéressées et sur la foi de dizaines d'enquêtes internationales, c'est le « client » prostitueur, coupable de la majorité des violences vécues par les personnes prostituées : c'est lui qui frappe, viole, refuse le préservatif.

Et quel bordel envisagerait, s'il ne veut faire faillite, de s'en prendre au « client-roi », fût-il coupable des pires violences ? Là encore, toutes les recherches prouvent que les bordels (ou salons de massage, bars montants, vitrines...) sont le théâtre d'autant de violences que le "trottoir". Et encore : comme l'expliquent les personnes prostituées, sur le "trottoir", on peut s'enfuir, appeler à l'aide, arrêter une voiture... dans un bordel, seul le proxénète vous entend.

Et comment ignorer que la toute première violence de la prostitution consiste à mépriser le désir d'autrui, de s'arroger un droit sur sa sexualité, en se dédouanant par quelques billets ? Il faut écouter, non des politiciENs ou des journalistes – qui soucieux de démagogie, qui de sensationnalisme – mais les personnes prostituées, qui sont les premières à refuser fermement le retour des bordels... et ce, d'autant plus lorsqu'elles les ont « expérimentés » en Allemagne, en Belgique ou aux Pays-Bas...

Nous affirmons que les violences faites aux femmes – parmi lesquelles nous comptons la prostitution – ont une origine sexiste et sont le produit d'un système patriarcal historique, instituant la domination des femmes par les hommes. Accepter le système prostitutionnel, encourager les hommes à acheter le corps des femmes, n'est rien d'autre que promouvoir ce système de domination : cela ne peut conduire qu'à réaffirmer qu'il serait normal que les hommes contrôlent et utilisent le corps des femmes et leur sexualité.

Ces associations soutiennent cette position :

Association de Femmes Euro-méditerranéenne Contre les Intégrismes (AFEMCI) ; Association Française des Femmes Médecins (AFFM) ; Alliance des Femmes pour la Démocratie ; Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes Démocrates (ASFAD) ; Commission pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles (CAMS) ; Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV) ; Conseil National des Femmes Françaises (CNFF) ; Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) ; ÉluEs Contre les Violences Faites aux Femmes (ECVF) ; Fédération natio-

nale Solidarité Femmes (FNSF) ; Femmes Solidaires ; Fondation Scelles ; Mouvement Jeunes Femmes ; Regards de Femmes ; Zonta Clubs de France.

22 juillet 2010

Franck Ribéry, Karim Benzema... et tous les autres ?

La mise en examen pour "sollicitation de prostituée mineure", mardi 20 juillet 2010, des footballeurs Frank Ribéry et Karim Benzema, suscite un torrent médiatique d'où les questions de fond sont absentes.

Le Mouvement du Nid rappelle qu'un grand nombre des personnes qu'il rencontre (plus de 5 000 par an dans 33 villes françaises) ont été prostituées dès avant leur majorité. La loi réprimant la "sollicitation d'une prostituée mineure" est peu appliquée : les rares "clients" prostitueurs inquiétés n'ont qu'à feindre la surprise et prétendre ignorer que leur victime n'était pas majeure, pour s'en sortir en toute impunité. À l'inverse, les jeunes filles et garçons prostituéEs sont marginaliséEs et même traitéEs en délinquantEs en application du délit de racolage.

Quel que soit le niveau de contraintes subi par la personne prostituée et l'étendue de son « consentement », de nombreuses recherches ont établi que les rapports sexuels non désirés constituent en soi une violence et entraînent des séquelles graves.

Nous demandons un signal fort des pouvoirs publics : notre pays doit affirmer que la mise à disposition du corps des femmes dans la prostitution est une violence, que la prostitution, plus encore pour des gamines, n'est ni le glamour ni l'émancipation que l'on voudrait nous servir. Et que les clients, de prostituées mineures mais aussi majeures, ne peuvent plus continuer à bénéficier de la complaisance générale. À cet effet, le Mouvement du Nid prône une vaste campagne de prévention à destination des "clients" prostitueurs, qui doivent prendre conscience de la gravité de leurs actes. À l'exemple de la Suède et de plusieurs autres pays, la France doit prendre un tournant décisif : c'est l'achat de tout acte sexuel qui doit être criminalisé.

25 novembre 2010

Prostitution, une violence sans nom

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, est l'occasion d'un double mouvement : la déploration devant l'étendue des violences sexistes, et l'exhortation à tout mettre en œuvre pour les combattre. Parce que la prostitution, violence imbriquée dans l'ensemble des violences sexistes, a – comme les années précédentes – lésé, blessé, tué des dizaines de milliers de femmes cette année, le Mouvement du Nid-France continue son combat à leur côté et appelle toutes les bonnes volontés à s'y associer.

Aux côtés des personnes prostituées pour la reconnaissance de leurs droits sociaux

Engagé auprès de milliers de personnes prostituées dans 32 villes françaises, les militantEs du Mouvement du Nid constatent jour après jour l'étendue des violences dont elles sont victimes. Viols, agressions, brutalités commises par les « clients » prostitueurs et les proxénètes, répression et brimades de la police et des pouvoirs publics, insultes des passants... nous travaillons en lien avec les autres associations de lutte contre les violences, avec les acteurs sociaux de divers secteurs, à permettre l'accès au droit pour les personnes prostituées.

Au niveau national, le Mouvement du Nid-France, avec le soutien de 17 associations, porte dix revendications incontournables, dont plusieurs visent à agir directement sur les violences infligées aux personnes prostituées. Citons parmi celles-là :

- Supprimer toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées, et notamment abroger le délit de racolage passif comme actif ;
- Octroyer un titre de séjour aux victimes du proxénétisme et de la traite des êtres humains sans condition de dénonciation dans le cadre d'un partenariat entre les personnes prostituées, les associations et les pouvoirs publics ;
- Amender l'article 706-3 du code de procédure pénale afin d'inclure le proxénétisme dans la liste des crimes ouvrant droit à une indemnisation.

Un changement de mentalité nécessaire

Parce que la première violence du système prostitueur est d'exposer ses victimes à la répétition de rapports sexuels contraints, nous revendiquons une loi-cadre d'abolition du système prostitueur, comprenant des campagnes de dissuasion des « clients », l'interdiction de l'achat de tout acte sexuel, un effort – notamment financier – de soutien pour les victimes, afin de rendre effectif le droit de chacun-e à ne pas être prostitué-e.

Le Mouvement du Nid-France publie, dans cet esprit de lutte contre les violences faites aux femmes, la brochure **Prostitution, une violence sans nom**, pour faire connaître l'étendue de la violence produite par le système prostitutionnel et montrer comment cette violence est imbriquée dans l'ensemble des violences faites aux femmes. Ces violences sont aujourd'hui une réalité de plus en plus combattue, même si beaucoup reste à faire. À l'inverse, la prostitution a la particularité d'être largement tolérée, justifiée, voir promue avec complaisance. Nous tenons avec ce document à mettre un nom sur cette violence, l'exposer en plein jour.

Nourri du travail de terrain réalisé par le Mouvement du Nid-France auprès des milliers de personnes prostituées, **Prostitution, une violence sans nom** donne aussi la parole à des acteurs sociaux

engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes, pour relayer leur expérience, leurs actions et les obstacles qu'ils rencontrent. Véritable travail d'investigation, Une violence sans nom révèle les résultats de dizaines d'enquêtes internationales menées dans le quotidien des personnes prostituées.

C'est l'occasion d'un état des lieux complet des différentes formes de violences rencontrées dans le système prostitutionnel et d'une réflexion sur leur ancrage au sein de toutes les violences sexistes. Outil pratique et tourné vers l'action, il propose des pistes pour agir dès aujourd'hui, et offre un argumentaire qui démolit quelques idées fausses encore trop répandues...

26 novembre 2010

Sexualité, intimité : ni violence, ni marché ! Lettre ouverte aux organisateurs du Colloque « Handicap, Affectivité, sexualité, dignité », à la Mairie de Paris le 26 novembre 2010

Lettre ouverte à

madame Véronique Dubarry, Adjointe au Maire de Paris en charge des personnes en situation de handicap, monsieur Ryadh Sallem, président de CQFD
copie à

monsieur Bertrand Delanoé, Maire de Paris

madame Fatima Lalle, Adjointe chargée de l'égalité femmes/hommes

monsieur Marcel Nuss, Parrain du colloque

Parler de la vie sexuelle et affective des personnes handicapées, lever un tabou... Si le colloque du 26 novembre organisé à la Mairie de Paris Handicap : Affectivité, sexualité, dignité avait vraiment cet objectif, ce que laisse entendre une partie du programme, nous ne pourrions que nous en féliciter.

Mais certaines associations de femmes handicapées, connues pour dénoncer les violences faites aux femmes, manquent à l'appel. Serait-ce que leur parole est trop dérangeante face à une entreprise dont l'objectif réel est de faire avancer, comme le prouve la seconde partie du programme, un projet porté depuis 2007 par M. Marcel Nuss, parrain de cette journée ?

L'idée est en effet d'officialiser, au prix d'un "ajustement" des lois sur le proxénétisme, un droit à la prostitution doucereusement rebaptisé services d'accompagnement sexuel (ou affectif par une savante euphémisation des termes), sur le modèle néerlandais ou suisse.

À cet égard, le choix des intervenants de l'après-midi est parlant. Parole aux 'experts' ! Notamment l'auteur du film Nationale 7, une directrice de sexshop en ligne, des militants de "l'accompagnement sexuel" en Suisse. Est-il permis de questionner cet

apport mercantile et orienté, et de regretter l'absence de contributions au plan éthique et philosophique ?

Nous, femmes, handicapées ou non, sommes convaincues, comme les organisateurs du colloque, qu'il est temps de trouver des réponses aux désirs d'affectivité, d'intimité, de sexualité des personnes handicapées. Mais nous refusons la facilité qui conduirait à prétendre les trouver dans le domaine marchand. Nous appelons donc à l'ouverture, en la matière, d'un véritable dialogue.

En attendant, nous tenons à affirmer notre opposition à un projet qui voudrait, en France, créer, sur l'exemple des pays qui ont prétendu faire de la prostitution un "métier" (Pays-Bas, Allemagne, Suisse), des "emplois" de nature sexuelle, emplois qui, il faut le rappeler, sont dans ces pays clairement répertoriés dans la même catégorie légale que la prostitution.

Créer ces "services" serait officialiser les rapports sexuels tarifés, définition même de la prostitution qui, en cette année Grande Cause 2010, est pourtant clairement intégrée aux violences faites aux femmes.

Ce serait en outre stigmatiser les personnes handicapées en créant une loi à part, une loi indigne. Ce serait occulter leurs vraies demandes, leur véritable aspiration à une vie citoyenne, à l'intimité, à la rencontre (y compris sexuelle), en organisant un service marchand qui serait la négation d'exigences fondamentales : réciprocité du désir, respect de l'autre. Ce serait consacrer la prostitution, désormais assortie de formations, au titre de "service à la personne".

La sexualité n'est ni un métier, ni une marchandise, ni un service para médical, ni un droit. S'il existe un droit à la sexualité, il ne peut qu'être universel et ne saurait être réservé aux seules personnes handicapées.

On n'achète pas le corps d'autrui. Cette exigence, votée dans des pays tels que la Suède (1999) et la Norvège (2008) – pays par ailleurs exemplaire en matière de politiques sur le handicap, est la seule voie responsable face à la marchandisation croissante de la sexualité, porteuse de conséquences destructrices pour les plus exclu-e-s et les plus vulnérables. Des femmes en immense majorité.

Un lendemain de 25 novembre, journée nationale sur les violences faites aux femmes, nous tenons à rappeler que nous refusons toute banalisation de la prostitution (même rebaptisée d'un nom consensuel), contradictoire avec la lutte contre les violences et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

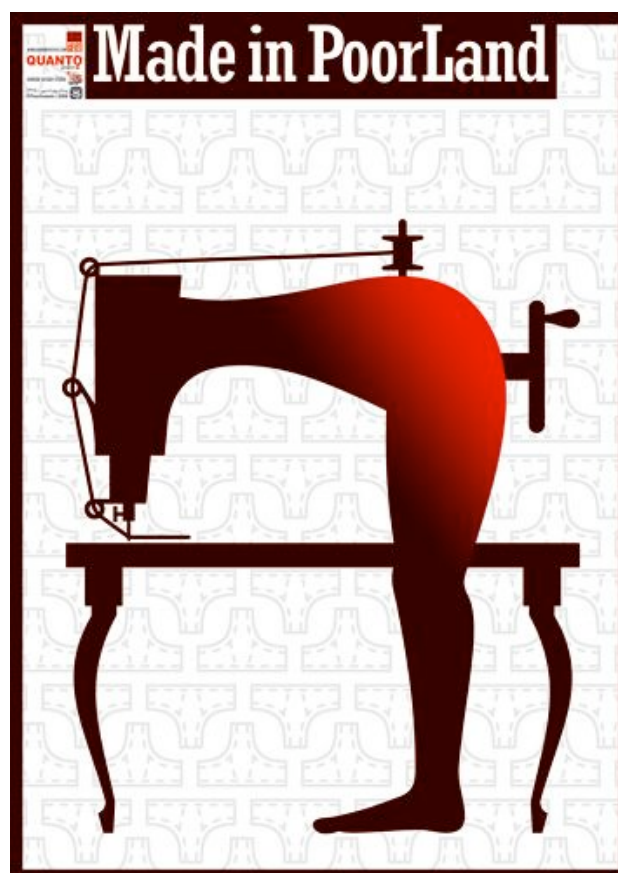
Signatures

Femmes pour le dire, femmes pour agir (FDFA)*
Association européenne contre les violences faites

aux femmes au travail (AVFT)*
Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF)*
Collectif féministe contre le viol (CFCV)*
Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)*
Coordination française de la Marche Mondiale Des Femmes
Encore féministes
Espace Simone de Beauvoir (Nantes)
Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF)*
Femmes libres (Radio Libertaire)
Femmes Solidaires*
Fondation Scelles*
La Maison des Femmes de Paris
Mémoire Traumatique et victimologie
Mouvement Jeunes Femmes*
Mouvement du Nid*
Sos Sexisme

(*) Associations membres du Collectif Grande Cause nationale 2010

Et plus d'une centaine d'autres signataires politiques, associatifs, acteurs sociaux dont vous retrouverez la liste sur notre site internet.



Quanto project : Peyman Pourhosein - Iran

3. Les actions en délégations

3.1. Les rencontres de terrain

« L'objectif d'une rencontre directe avec les personnes en situation de prostitution est de nous garder en prise avec le terrain, avec la réalité concrète de la prostitution. C'est à partir de ces rencontres que nous pouvons vérifier la précarité et la violence auxquelles sont confrontées ces personnes. » militante du Calvados

Ainsi depuis 70 ans le Mouvement du Nid appuie sa réflexion et sa philosophie sur la rencontre avec les personnes prostituées sur les lieux de prostitution (trottoirs, bois, routes). Le « contact » toujours effectué par deux – homme et femme – constitue une rencontre essentielle, à mains nues : il consiste à aller vers les personnes en toute gratuité, dans une démarche qui n'est ni celle d'un voyeur, ni celle d'un sauveur ; à créer un lien, un échange, une parole, à devenir repère, première étape qui peut permettre aux personnes prostituées d'envisager une sortie du système prostitutionnel.

➔ Quelques données

- ✓ Près de **685** sorties en journée et en soirée ont été réalisées pour rencontrer les personnes prostituées pour un temps global de plus de **5 300** heures.
- ✓ **6 500** prises de contact ont eu lieu en 2010 sur les lieux de prostitution.

➔ Les actions liées au contact

❖ Plus d'agressions, plus jeunes, plus isolés (34 - Hérault)

En 2010, nous sommes parvenus à maintenir une fréquence régulière de nos sorties. Nous avons pu constater que le nombre de personnes qui se prostituent sur les routes est en diminution depuis quelques années. Cependant, il est évident que le nombre de personnes en situation de prostitution n'a pas diminué dans notre département. « La prostitution de rue » a laissé la place à de nouvelles formes de prostitution, « plus modernes », qui se développent, notamment via Internet mais aussi dans les salons de massage, les bars à hôtesse, les bars américains ou australiens, les cabarets ou les agences d'escortes. Ces établissements illégaux, gérés par des proxénètes, sont des lieux très fermés où il nous est impossible de pénétrer afin d'entrer en contact avec les personnes qui s'y prostituent.

De plus, les personnes que nous rencontrons sur le terrain et celles que nous accueillons dans notre local expriment souvent leur crainte de la police et ce, depuis le vote de la Loi de Sécurité Intérieure sur le racolage. Les personnes étrangères, en situation irrégulière ont elles aussi tendance à se cacher par peur d'être arrêtées lors d'un contrôle d'identité, puis expulsées. Ces personnes-là sont alors susceptibles de se tourner vers les nouvelles formes de prostitution (citées ci-dessus) où elles seront mieux cachées de la police mais où elles perdront leur « liberté » et demeureront sous l'emprise de proxénètes.

Outre la peur de la police, les personnes évoquent régulièrement le fait qu'elles ne se sentent pas en

sécurité sur les routes, surtout en centre-ville où elles se font régulièrement insulter ou agresser par les clients et les passants. Ces derniers mois, nous avons constaté une augmentation des agressions envers les personnes prostituées, certaines entraînant même des hospitalisations. Pour éviter cela, certaines s'éloignent de plus en plus du centre-ville et préfèrent les petites routes et les bois en périphérie de Montpellier, où nous avons beaucoup plus de mal à les rencontrer.

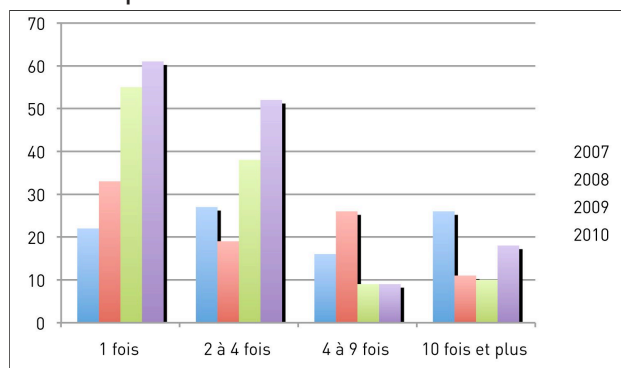
Nous rencontrons également de nouveaux profils de personnes qui se prostituent de manière occasionnelle. Par exemple, de jeunes étudiantes qui ne parviennent pas à financer leurs études, ou encore des mères de famille qui disent se prostituer afin de « boucler les fins de mois ».

❖ Des mafias habiles à déplacer les personnes fréquemment et tirer les ficelles discrètement (14 - Calvados)

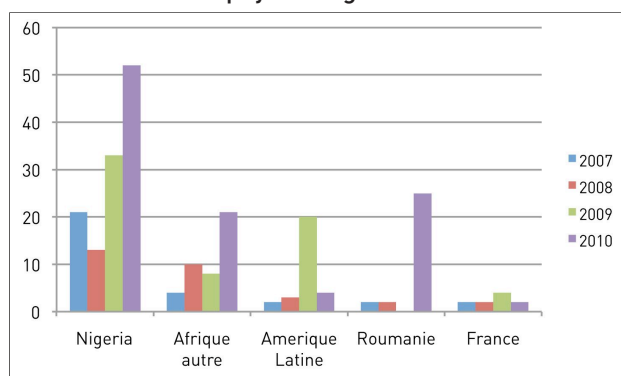
Nous avons totalisé 524 rencontres en 2010. Ce chiffre recouvre les personnes que nous avons pu identifier, qui ont accepté de parler avec nous et nous ont donné un nom (pas toujours le même, ce qui complique l'identification !). Ce chiffre prend aussi en compte le nombre de fois où nous avons rencontré chacune. Nous avons identifié environ 140 personnes. La comparaison sur trois-quatre ans permet de mesurer l'augmentation du nombre de personnes présentes dans la rue, même en tenant compte du fait que nous ne faisons pas le tour complet des personnes présentes à chacune de nos sorties. En effet, avec la même fréquence de visite et les mêmes lieux de rencontres nous avons rencontrés

478 personnes en 2008, 389 en 2009 et 524 en 2010. Le constat de mobilité ne fait que se confirmer au fil des années, à travers l'augmentation du nombre de personnes rencontrées seulement une ou deux fois. De plus, nous avons remarqué près de 90 personnes nouvelles par rapport à 2009.

Graph 1 : Évolution du nombre de fois qu'une personne est rencontrée à Caen



Graph 2 : Répartition des personnes rencontrées selon le pays d'origine à Caen



Face à la violence dont est victime un certain nombre d'entre elles, notre présence représente un soutien. Courant 2010, nous avons constaté une recrudescence de violences à leur égard : une personne transsexuelle agressée au mois d'août ; une camionnette incendiée également en août ; des vitres brisées à diverses reprises.

Il faut poser sérieusement la question des clients prostitueurs : si « l'offre » augmente dans de telles proportions, n'est-ce pas que la « demande » explose encore davantage ? Mais nous constatons combien ce sujet reste difficile à aborder. Les réseaux de proxénètes, quant à eux, sont de plus en plus organisés, avec des ramifications multiples, dont nous ne percevons sur le terrain que quelques aspects « seconds », même s'ils ont leur importance : organisation du réseau des camionnettes, en location ou sous-location ; sans doute des filières d'hébergement. Les réseaux de passeurs, dans les pays d'origine et pendant le transit vers la France, souvent par l'Espagne ou l'Italie pour les Africaines et par d'autres filières pour les Roumaines n'apparaît qu'à travers quelques bribes de récits qui nous parviennent.

En 2010, nous avons eu quelques échos plus concrets de la violence des réseaux de proxénétisme, tant Africains que d'Europe de l'Est : les menaces à l'encontre de deux Africaines au moins ; des échos de coups reçus par des femmes Roumaines... À chaque fois, nous en avons parlé à la police sans résultat.

❖ Travail en partenariat pour agir sur la prostitution cachée (37 - Indre-et-Loire)

Au vu des constats lors des rencontres, la prostitution change de visage et devient de plus en plus cachée avec les nouvelles technologies. Un groupe de 7 personnes s'est donc constitué au sein de la délégation pour observer et comprendre dans le but d'agir. Ce groupe de travail intitulé « prostitution cachée » est actuellement dans une période d'observation en des endroits excentrés par rapport aux lieux « historiques » du centre-ville de Tours pour aller sur des lieux moins connus, supposés attirer les acteurs de la prostitution. Ce travail demande également d'éplucher les petites annonces de prostitution des journaux gratuits. Internet n'est pas oublié dans ces investigations. Cette phase de réflexion est nécessaire pour créer des actions (ex. : formation pour les membres de la délégation sur l'accueil téléphonique, mise en place de permanences téléphoniques et/ou d'accueil physique).

Ce groupe interne agit en parallèle et en complémentarité de celui constitué en 2008 avec des acteurs de terrain sous l'égide de la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité, Madame Nadine Lorin. Le travail mené dans ce groupe sera repris dans la partie « prévention ». Le groupe de pilotage « prostitution cachée », animé par Madame Nadine Lorin, Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité, s'est constitué fin 2008 suite aux travaux menés par des étudiantes en Master 2 « Prévention Éducation et Promotion de la Santé ». Le public étudiant ciblé au départ a été élargi au fur et à mesure de l'avancement du projet vers les jeunes âgés de 18 à 26 ans. Plusieurs structures font partie du groupe de pilotage : l'Espace Santé Jeunes (ESJ), la Médecine Préventive Universitaire, le CLOUS (Service Social et Service Culturel), la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN), La Mutuelle Des Étudiants (LMDE), le CIDFF, le Bureau Information Jeunesse (BIJ). La Mission Locale reste un intermédiaire pour la formation auprès des conseillers d'insertion et pour la diffusion des supports en direction des jeunes.

Dans le cadre du groupe de pilotage « prostitution cachée », deux jours de formation ont été programmés en octobre 2010. Ces deux jours étaient destinés aux acteurs de terrain œuvrant principalement dans l'accueil et l'accompagnement du public jeune. Les intervenants étaient des membres de la délégation

37 du Mouvement du Nid. 18 personnes étaient présentes, la plupart confrontées à des jeunes femmes en situation de prostitution, notamment en bars à hôtesse, qui ne posent pas le mot prostitution sur leur activité soit parce qu'elles ne reconnaissent pas leur pratique comme telle soit parce qu'elles ont honte. Une évaluation a été réalisée (questionnaire diffusé à l'issue de la dernière journée). 100 % des personnes sont satisfaites des 2 journées.

Ce travail a été partagé avec les 2 autres délégations ayant mené des projets pilotes sur les nouvelles formes de rencontres afin de présenter nos conclusions et recommandations à l'Assemblée générale 2011.

❖ **Violence, isolement, volonté de s'en sortir (94 - Val-de-Marne)**

Nous rencontrons toujours des difficultés à entrer en contact avec ces femmes qui, pourchassées par la police sont pour la plupart très isolées et éparpillées dans le bois de Vincennes. Plusieurs d'entre elles ont été déplacées vers les nationales et changent régulièrement de « lieu de travail ». Nous maintenons néanmoins des contacts avec plusieurs d'entre elles. Cette situation est pour nous un réel problème, d'une part, nous sommes dans l'obligation d'élargir notre champ de contact. D'autre part l'isolement qu'elles vivent les fragilise, la peur de certains clients (il nous semble qu'ils sont plus nombreux), les dettes qui écrasent certaines d'entre elles, la pression qu'elles subissent pour rapporter de l'argent. Tout cela, malgré le désir exprimé par la majorité d'entre elles de chercher autre chose, d'en finir avec cette vie qui « les dégoûte » (selon leurs mots), rend un accompagnement vers la réinsertion plus complexe et nous oblige à garder des liens réguliers avec ces femmes qui pour la majorité, expriment et gardent le rêve de vivre dans des conditions meilleures et plus dignes.

❖ **Metz, une ville transit des réseaux des pays d'Europe de l'Est (57 - Moselle)**

Nous contactons en moyenne une quinzaine de personnes par sortie, hommes et femmes, concernées par la prostitution de rue. De nationalité française ou originaires du Maghreb, de la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, de l'Albanie ou de la Grèce. La plupart manifestent un réel souhait à nous rencontrer. Mais nous continuons aussi à percevoir les sentiments de peur ou de méfiance au premier abord, qui se dissipent lorsque nous déclinons notre identité et échangeons en toute simplicité avec elles. Ces personnes, femmes et hommes craignent souvent d'être attaquées ou même violentées.

Nous rencontrons des femmes et des hommes de tous les âges : de 20 à 80 ans ! Certaines, notamment les plus jeunes, ont un état de santé très précaire :

l'alcool, le tabac, la drogue et les médicaments ont fait malheureusement leurs ravages et les rendent souvent dépendantes. Leur nombre ne diminue pas. La plupart des personnes rencontrées expriment le désir de s'en sortir ; ce qui renforce notre détermination à les aider, en œuvrant non pas à leur place, mais avec elles. Nous rencontrons toujours des femmes qui nous signalent qu'elles ont un, ou plusieurs enfants à charge. Souvent c'est une source de motivation pour vouloir s'en sortir.

Mais nous sommes souvent démunis devant les personnes prostituées provenant des pays d'Europe Centrale et Orientale et qui sont en transit dans la ville de Metz. La plupart, pour ne pas dire toutes, sont sous la coupe de réseaux mafieux ou de proxénètes. Leur approche est doublement difficile en raison du handicap de la langue et aussi de leur séjour trop court, voulu par les réseaux, pour éviter d'être repérées ou localisées par les associations ou la Police. D'où l'importance pour nous de travailler en collaboration avec les instances policières municipales ou nationales.

❖ **Des dispositifs d'aides inexistantes pour celles âgées qui souhaitent s'en sortir (31 - Haute-Garonne)**

Au moins une fois par mois nous allons à la rencontre des plus anciennes que nous suivons depuis plus de 20 ou 30 ans dans ce quartier. Nous en contactons une douzaine régulièrement et gardons un contact téléphonique entre deux. Nous écoutons leurs problèmes de santé, leurs soucis d'avenir par rapport à une retraite hypothétique ! Les problèmes de famille sont aussi souvent abordés et parfois les problèmes sentimentaux.

Les rencontres se font soit dans la rue, au bar, au restaurant ou dans les studios. Sans solution à leur désir de « quitter » nous leur restons fidèlement attentives et présentes en toute amitié.

Des démarches en collaboration avec l'Amicale du Nid ont eu lieu cette année pour aider une personne (ne pouvant plus se suffire) à accepter de rentrer dans un foyer logement. Cette collaboration s'est révélée très positive. Nous gardons le contact.

❖ **Mulhouse à l'avant-garde dans les nouvelles formes de rencontres (68 - Haut-Rhin)**

En 2010, nous avons rencontré 108 personnes différentes dans la rue, et nous avons contacté 114 personnes via Internet et le téléphone, cela a représenté un nombre total de 519 contacts.

Les militants et la salariée de la délégation vont à la rencontre des personnes qui sont prostituées dans les rues de Mulhouse tous les vendredis soirs et certains après-midi. Ces sorties se font toujours à deux, si possible une femme et un homme, les mains vides.

Il s'agit de parler, de créer un lien. Depuis presque 30 ans de régularité dans cette démarche, la délégation assure par ces sorties une présence reconnue et attendue sur les principaux lieux de prostitution de rue à Mulhouse. Une certaine confiance s'est établie au cours de ces rencontres, une présence respectueuse qui tranche avec le mépris que manifestent beaucoup d'individus autour d'elles. Des paroles anodines ou lourdes de souffrance peuvent être échangées à ces moments. Une démarche d'accompagnement voire un projet de changement peut commencer là.

Toutefois, depuis quelques années, nous constatons que la prostitution de rue diminue, même s'il s'agit d'une réalité encore bien présente. La prostitution ne disparaît pas pour autant, mais elle se déplace et se diversifie. C'est pourquoi nous avons développé depuis 2009 de nouveaux modes de contact : l'Internet et le téléphone. En effet, depuis 2008 la délégation réfléchit sur le projet de présence du Mouvement du Nid sur internet. En 2009, l'équipe s'est formée à l'écoute par téléphone et a commencé à envoyer des SMS et des courriers électroniques tout en tenant une permanence téléphonique. En 2010, tout en continuant cette action, nous avons accueilli une stagiaire, étudiante en économie sociale et solidaire, pour développer une présence de notre association sur les forums.

Ainsi, dotés d'une longue expérience de rencontre des personnes en situation de prostitution sur le trottoir, nous sommes néanmoins conscients et sensibles au fait qu'une proportion très importante de personnes en situation de prostitution ne sont pas visibles dans la rue. Le développement d'Internet est notamment un autre chemin que prennent l'offre et la demande de pratiques sexuelles monnayées. L'invisibilité explique, entre autres causes, que les personnes, clients et proxénètes optent pour cette alternative à la rue. De plus Internet n'a pas de frontières, c'est pourquoi l'expansion du phénomène sur Internet s'est généralisée.

Ainsi en 2010, tous les 1^{er} et 3^{ème} vendredis de chaque mois pendant 1 heure, deux personnes ont envoyé un SMS et/ou mail à des escorts relatif aux annonces émises sur internet. Nous ne nous intéresserons qu'aux annonces pour le Haut-Rhin et notamment Mulhouse pour permettre un suivi si besoin. Suite à un premier SMS et/ou mail, un second sera envoyé au bout de 1 à 3 mois puis un troisième au bout de 6 mois. 114 personnes ont été contactées cette année. Le nombre de réponses obtenues n'est pas significatif.

Plusieurs éléments peuvent expliquer ce constat : Les escorts réalisent cette activité dans le cadre de réseaux et ne reçoivent pas les SMS et/ou mail directement. Ainsi, une censure peut être la cause du peu de réponses obtenues. Ils/elles n'ont pas envie d'être

contacté(e)s : les personnes ne font ça que de manière occasionnelle, ils/elles ne se considèrent pas comme prostitué(e)s, ils/elles souhaitent continuer cette activité. Les escorts ont un sentiment d'intrusion. Une mauvaise représentation du Mouvement du Nid peut aussi en être la cause. Il a déjà été constaté que la réputation du Mouvement du Nid ne correspond pas toujours à son identité actuelle et cela peut être à l'origine d'un frein dans le cadre de contact avec des personnes en situation de prostitution.

C'est pourquoi un autre projet a été lancé suite à la présence de la stagiaire. Il s'agit d'avoir une présence sur les forums internet ayant comme thème la prostitution. Les résultats sont beaucoup plus significatifs. Les objectifs sont au nombre de cinq :

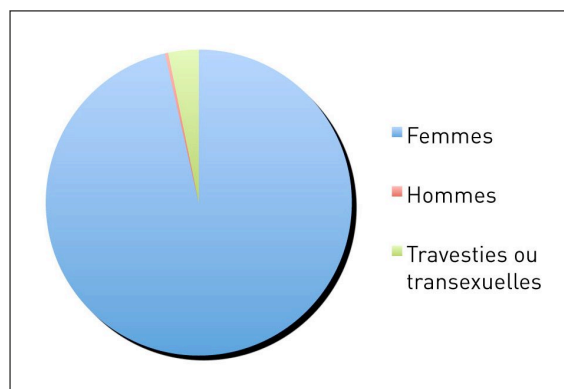
- Avoir une présence sur les forums.
- Maintenir le contact auprès des personnes prostituées via le net.
- Sensibiliser/ faire de la prévention auprès des personnes sur le système prostitueur.
- Faire connaître l'association : il s'agit dans ce cas de préciser la réalité de l'association concernant sa philosophie et ses actions.
- Se tenir au courant des « tendances » concernant la prostitution : vision de la prostitution, les centres d'intérêts des personnes concernant ce sujet.

Fin 2010, nous étions dans une phase d'observation et d'analyse de ces forums pour comprendre leur fonctionnement et réaliser un plan d'intervention. En 2011 nous travaillons avec plusieurs délégations pour partager nos expériences et nous sommes prêts à proposer de l'étendre au niveau national lors de la prochaine Assemblée générale.

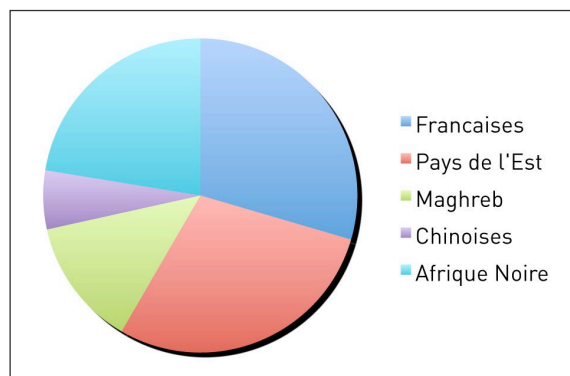
❖ La rencontre dans la Capitale (75 - Paris)

11 bénévoles ont participé aux rencontres en 2010. Au cours des 26 sorties effectuées cette année, dont 22 en soirée, nous avons parcouru plus de 550 kilomètres, fait 388 rencontres (332 en 2009, + 17 %), rencontré 281 personnes (254 en 2009, + 10,6 %) :

Graph 3 : Répartition, des personnes rencontrées, selon le genre, à Paris



Graph 4 : Pays d'origine des personnes rencontrées à Paris

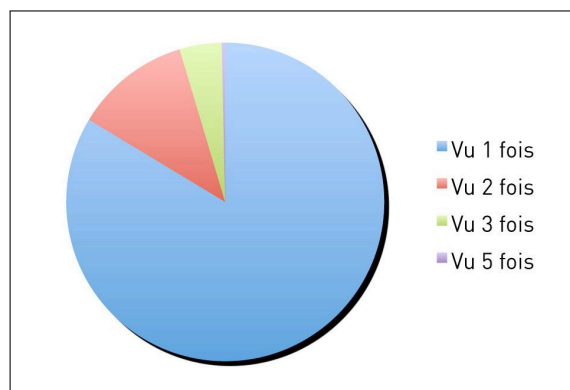


Les personnes d'origine française sont peut-être sur-représentées du fait qu'il est parfois plus difficile d'entrer en contact avec les femmes ne parlant pas du tout français ou anglais.

Les secteurs dans lesquels nous sommes intervenus sont les boulevards des Maréchaux, de la Porte de la Villette à la porte Dauphine la rue Doudeauville, l'avenue Foch, le quartier de l'Étoile, le quartier de la rue St Denis, dans lequel nous sommes revenus après plusieurs années d'absence, le boulevard de Belleville, le quartier porte de Vincennes - porte Dorée.

À chaque sortie, nous rencontrons une majorité de personnes pour la 1^{ère} fois, du fait de l'afflux permanent de personnes prostituées étrangères à Paris. Il y en a peu que nous revoyons plusieurs fois.

Graph 5 : Nombre de fois qu'une personne est rencontrée, sur le trottoir, à Paris en 2010



Le constat est que les réseaux d'Europe de l'Est et d'Afrique de l'Ouest se maintiennent à l'Étoile et réinvestissent massivement les boulevards des Maréchaux Nord (17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} arrondissements) abandonnés depuis 2003/2004, certainement suite à l'application de la LSI (loi sur la Sécurité Intérieure) et du durcissement de la répression du délit de racolage.

Il y a encore quelques mois, en une soirée, nous pouvions couvrir le secteur de la porte de la Villette à la porte Dauphine ainsi que les 2 côtés de l'avenue

Foch et l'Étoile. Souvent, ce n'est plus possible en une seule fois, du fait du nombre de personnes rencontrées. Nous devons donc nous résoudre à ne couvrir qu'une partie de ce secteur à chaque fois ou à ne pas aller voir toutes les personnes présentes si nous voulons en faire le tour.

La porte Dauphine reste déserte également. Seul un jeune homme y a été rencontré en 2010. Il nous a confirmé que la prostitution des garçons et des hommes s'était déplacée dans le bois de Boulogne ou réorganisée sur internet. Il nous a par ailleurs déconseillé d'aller dans le bois de Boulogne la nuit, du fait du risque encouru d'agressions par des bandes violentes.

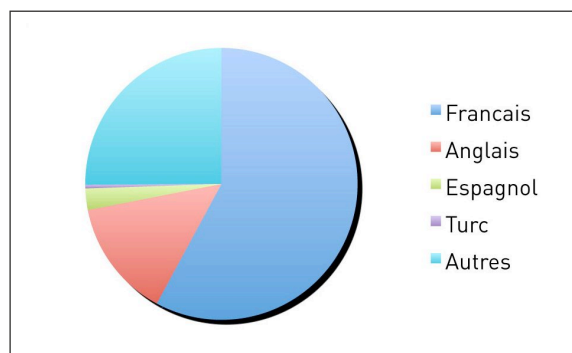
Les personnes travesties et transsexuelles rencontrées continuent de se plaindre de l'inefficacité des associations dans l'ensemble. Car pour eux sortir de la prostitution est souvent très difficile en raison du stigmate social.

Le quartier rue Doudeauville / boulevard Barbès a connu une explosion de la prostitution. Toutes les femmes sont originaires d'Afrique noire (Nigéria, Sierra Leone, Ghana...), certaines paraissent très jeunes. Elles racolent par vingtaines dans toutes les rues du quartier. À chacune de nos rencontres, nous n'abordons qu'une toute petite partie des femmes. Il est difficile de communiquer librement dans ce quartier, beaucoup d'hommes sont présents et surveillent la rue.

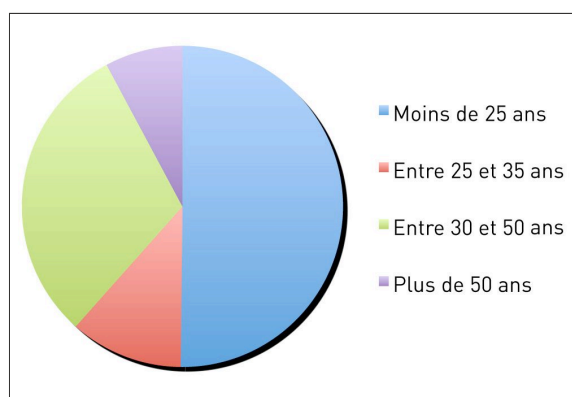
Les boulevards du secteur porte de Vincennes - porte Dorée ont également été désertés au cours de l'année. Les femmes chinoises arrivées en nombre en 2009 sont parties. Le boulevard de Belleville et le boulevard St Denis sont 2 sites où la prostitution de femmes chinoises perdure. Boulevard de Belleville, ces femmes se sont plaintes d'actes de violence de la part de certains hommes du quartier. Contrairement aux autres femmes étrangères, ces femmes semblent majoritairement âgées d'une quarantaine d'années. À noter que Médecins du Monde dispose d'un programme mobile destiné aux « femmes chinoises se prostituant à Paris » : le Lotus Bus. Une orientation vers cette équipe spécialisée est possible.

Parmi les 281 personnes rencontrées, seules 136 parlent français, à des niveaux différents. Nous avons pu échanger en anglais avec 33 personnes (32 africaines et 1 bulgare) et, avec les autres personnes d'Europe de l'Est, nos échanges se sont souvent limités à la distribution de nos cartes traduites en roumain et en bulgare, celles-là ne parlant que leur langue maternelle ou les langues des autres pays où elles ont séjourné (espagnol (6 femmes), italien (3 femmes), turc (1 femme)). Plusieurs jeunes femmes Rom sont apparemment illettrées. Leurs consœurs leur ont lu à haute voix les cartes de visite du Mouvement du Nid que nous leur avons données.

Graph 6 : Répartition du nombre de personnes rencontrées à Paris, selon la langue parlée (notion linguistique)



Graph 7 : Répartition selon l'âge des personnes rencontrées à Paris



La moitié des personnes rencontrées a 25 ans. A priori, nous n'avons pas rencontré de mineures. Un doute subsiste sur quelques jeunes africaines. Plusieurs Roumaines semblent avoir moins de 20 ans, alors que certaines ont déjà transité par plusieurs autres pays d'Europe (Espagne et Italie principale-

ment). Elles ont donc très probablement quitté leur pays mineures.

La moitié des femmes françaises sont âgées de plus de 45 ans. La plus âgée d'entre elles a environ 70 ans.

18 femmes nous ont parlé de leurs enfants, mais le nombre de mères est certainement beaucoup plus élevé.

Nous n'avons rencontré que 6 femmes toxicomanes, aux abords de la Porte de la Villette ou de la Porte de la Chapelle.

Si les réseaux de traite des femmes sont revenus sur les boulevards, les personnes toxicomanes, elles, n'ont pas réinvesti ces territoires. Des informations sur un transfert de la prostitution des toxicomanes sur Saint-Denis et la Plaine Saint Denis nous sont parvenues. Nous n'avons pas encore situé ces lieux.

18 femmes ont été rencontrées dans un véhicule, dont 8 sont en camping-cars ou en camionnettes aménagés pour les passes. Il s'agit majoritairement de femmes plus âgées que la moyenne.

Fin 2010, 3 équipes de rencontre tournaient régulièrement sur Paris, une dizaine de bénévoles se relayant en fonction de leurs disponibilités.

Sur les secteurs que nous couvrons, passent aussi plusieurs bus d'autres associations. Nous avons pu échanger avec des travailleurs sociaux de l'Antenne Mobile de l'Association Charonne et d'Intermède de l'Amicale du Nid. Nous avons croisé, sans les rencontrer, les bus des Amis du Bus des Femmes, du PASTT (dédié aux personnes travesties ou transsexuelles) et de Gaïa (Bus Méthadone, soutenu par Médecins du Monde). Les personnes prostituées se plaignent assez massivement de l'absence de régularité des bus. Elles restent parfois plusieurs semaines sans les voir.

3.2. Les permanences d'accueil

Dès sa création, le Mouvement du Nid s'est fixé, parmi ses objectifs, d'aller à la rencontre des personnes dans les différents lieux de prostitution. Pour poursuivre ce « contact », le Mouvement du Nid ouvre, régulièrement et dans toutes ses délégations, une permanence d'accueil accueillant principalement des personnes prostituées. Ces échanges permettent aux personnes de se confier, de se reconstruire une identité socialement positive, et de pouvoir compter sur le Mouvement du Nid pour les soutenir dans toutes leurs démarches. Notamment, si elles le souhaitent, la sortie de la prostitution, qui est pour beaucoup un vrai parcours du combattant.

➔ Quelques données

- ✓ Près de **950** permanences ont été tenues en 2010 à travers la France.
- ✓ Pour cette action, les militants ont donné près de **9 300** heures de leur temps.
- ✓ Près de **4 400** personnes ont pu y rencontrer les bénévoles.
- ✓ Plus de **2 400** contacts téléphoniques ont été enregistrés à ces occasions.

➔ Les actions liées aux permanences

❖ Lieu de sociabilité, suivi personnalisé par des bénévoles et des professionnels (67 - Bas-Rhin)

Deux types d'accueil ont lieu tout au long de la semaine. D'une part, l'association avec l'équipe de bénévoles assure deux après-midi de permanence les lundis et jeudis de 15 h à 18 h. Cette présence de bénévoles permet d'assurer un cadre de convivialité, de gratuité avec des échanges autour d'une petite collation. Elle est aussi l'occasion de permettre aux personnes qui le souhaitent de bénéficier d'un accompagnement individuel pour une démarche. Cela peut aussi être un moment pour des échanges plus personnels en fonction d'une préoccupation et du lien d'amitié qui lie la personne accueillie au bénévole rencontré.

À cet accueil gratuit et convivial s'ajoute la possibilité d'être reçu et accompagné dans un cadre plus professionnel assuré par les deux salariés en charge de ce suivi social et professionnel, la coordinatrice locale et le moniteur d'atelier. Ces rencontres au cours des permanences sont aussi l'occasion de définir des projets qui par la suite débouchent sur d'autres entretiens et actions planifiées tout au long de la semaine.

En 2010 cela représente 7 130 passages pour 229 personnes rencontrées qui ont débouché sur 91 personnes accompagnées tout au long de l'année.

❖ Travailler en partenariat s'avère parfois difficile (72 - La Sarthe)

Aujourd'hui 4 personnes font la démarche de venir régulièrement au local (après 7 années de rencontres sur le terrain) avant tout pour des dossiers administratifs, mais cela entraîne d'autres demandes de l'ordre du quotidien et aussi des conseils par rapport à leurs enfants comme trouver des établissements scolaires pour leur permettre de poursuivre des études dans un domaine précis. Suite à cet accompagnement, à cette présence régulière, aux appels téléphoniques, une personne s'est retrouvée dans une première phase d'un cheminement vers l'insertion, puis dans un second où elle a décidé de quitter définitivement cette activité après 20 ans. Depuis 2006, nous l'accompagnons dans cette démarche qui n'est pas toujours évidente pour elle, car d'une part elle a du mal à trouver un emploi stable et d'autre part le passage dans la prostitution laisse des traces psychologiques.

Au cours de l'année nous sommes en contact avec une vingtaine de personnes, principalement des femmes de 20 à 60 ans. Une grande majorité est d'origine camerounaise, d'autres sont originaires de notre département (certaines mariées ou mères de famille...). Notre champ d'intervention, au cours de

l'année 2010 reste principalement la périphérie du Mans et le département.

Face à notre inquiétude de voir sur le terrain l'arrivée de nouvelles personnes d'origine africaine (notamment Camerounaises), nous avons contacté certains partenaires pour favoriser un travail de réflexion et un suivi en commun, au bénéfice de celles qui ont sollicité une prise en charge ; mais il est très difficile de travailler en partenariat car chaque association veut garder le monopole de l'accompagnement alors que nous pourrions intervenir en complémentarité dans ce domaine. Aussi, par rapport à ce phénomène, nous avons programmé pour 2009 une journée d'étude autour de la prostitution africaine et de la traite à la Préfecture à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la convention de 1949 et du lancement de la BD de prévention par la délégation des Hauts-de-Seine en direction de l'Afrique. À la demande des participants à cette journée, nous avons le projet d'en refaire une seconde mais faute de subvention, elle n'a pu se mettre en place.

Les bars à hôtesses proposent hebdomadairement des offres d'emploi et ce depuis de nombreuses années (chaque semaine sur les journaux locaux sont diffusées les mêmes petites annonces). Des jeunes filles prennent régulièrement le train vers Paris pour aller se prostituer. Par ailleurs on nous signale que la prostitution se pratique aussi en appartement ; on la rencontre également en milieu rural. Nous essayons de contacter le milieu universitaire notamment pour faire de l'information par le biais d'exposition, d'interventions. À une époque nous avons rencontré des jeunes étudiantes sur le trottoir en centre-ville mais depuis il est difficile de faire un constat concernant cette catégorie de population dans la mesure où elles utilisent internet.

Nous accompagnons plus particulièrement et régulièrement dans un travail d'écoute, de soutien personnel : une vingtaine de personnes que nous rencontrons régulièrement sur les lieux prostitutionnels ; 2 personnes que nous accompagnons qui ne sont plus dans le milieu prostitutionnel, mais qui sont marquées psychologiquement avec des séjours réguliers en centre hospitalier spécialisé ; 1 dans une démarche de réinsertion sociale et professionnelle qu'il faut soutenir ; 1 dans une écoute et un accompagnement avec des interventions en urgence ; 2 venant des réseaux internationaux qui souhaitent s'en sortir.

Depuis notre journée à la préfecture du 10 novembre 2009, nous voyons maintenant la CAO nous faire appel : cette démarche est relativement récente et est aussi la marque d'une certaine reconnaissance.

Cette structure nous demande un hébergement et un suivi, pour des personnes ciblées et identifiées venant des réseaux internationaux. Si nous répondons ponctuellement à cette demande nous devons

réorganiser notre fonctionnement au sein de notre équipe. En effet ce type d'accompagnement imprévu réclame de la part de l'équipe une grande disponibilité et un travail réel avec les partenaires. Bien qu'étant bénévoles, la baisse de nos subventions ne permet pas à la délégation de supporter les charges qu'entraînent une telle prise en charge.

Au total ce sont 26 personnes qui sont suivies, âgées de 18 et 58 ans.

Dans l'ensemble, elles ne font pas la démarche de nous contacter directement ou de venir à nos permanences ; c'est à nous d'aller sur les lieux de prostitution et de tisser un lien social avec elles. De plus en plus, les personnes qui nous connaissent n'hésitent pas à nous solliciter, voyant une "collègue" en difficulté, afin qu'on intervienne. Si notre équipe n'allait pas sur les lieux de prostitution, ces personnes ne feraient aucune démarche vers les services sociaux. Certaines ont changé de secteurs et nous sommes allés à leur recherche. Des nouvelles sont arrivées sur les lieux. Depuis l'application de la Loi sur la Sécurité Intérieure, nous avons de plus en plus de mal à les repérer, pour les aider et de ce fait elles vont se retrouver dans la détresse et l'exclusion faute de pouvoir aller vers elles. Face à la présence de personnes d'origine africaine à la périphérie mancelle et en centre-ville, nous avons développé un partenariat et une sensibilisation auprès d'associations concernées plus particulièrement par l'accueil des sans-papiers.

Au cours de réunions ou lors de rencontres informelles, certains propos exprimés nous laissent penser que des professionnels de structures spécialisées ainsi que des bénévoles associatifs, dans le cadre de leurs activités, sont amenés à accueillir des personnes en grande précarité, vivant des situations à risque voire ayant connu la prostitution ; mais nous faisons le constat que ces associations et structures socio-médico-éducatives, n'ont pas le réflexe de solliciter notre association ; il semblerait que leur souci premier ne soit pas la prise en compte du risque prostitutionnel. Les associations avec lesquelles nous pourrions créer des liens ont chacune leur identité, leurs objectifs bien définis, des intérêts parfois divergents, certaines ignorent même l'existence du Mouvement du Nid sur la Sarthe. Toutes ces particularités sont un frein à un réel partenariat et rendent difficile la réalisation d'un recensement de la problématique prostitutionnelle en Sarthe. C'est dans le sens de l'amélioration du travail en partenariat que nous allons travailler cette année.

❖ **Accueil et accompagnement lors de nos permanences à Metz (57 - Moselle)**

Une fois par semaine, les permanences sont assurées les jeudis par deux ou trois bénévoles, de 15 h à 17 h 30 au local de la délégation à Metz. Ces

échanges passionnants permettent aux personnes de se déculpabiliser de leur prostitution, de ne pas interpréter leurs problèmes du quotidien à travers le prisme prostitutionnel, mais comme une simple personne. Ces heures partagées, ensemble, leur permettent de se reconstruire une identité socialement positive et de se projeter dans une vie en dehors de la prostitution. L'accompagnement vers la réinsertion peut alors commencer.

Une femme de nationalité nord-africaine, de plus de 60 ans, vient nous voir depuis deux ans de façon régulière. Nous l'avons aidée matériellement et moralement. Sous tutelle jusque fin février 2010, elle est maintenant suivie par l'assistante sociale du quartier où elle habite, et avec laquelle nous avons des liens réguliers, pour coordonner nos actions conjointement pour qu'elle retrouve une vie sociale. Malade, elle a été hospitalisée en urgence, à plusieurs reprises, ces derniers mois. Récemment elle a fait un séjour plus long dans un hôpital messin, où la prise en charge a été suivie par l'Interne et la diététicienne du service, lui permettant une meilleure prise en compte de sa maladie, non acceptée comme telle, durant toutes ces dernières années. Des rendez-vous médicaux sont en cours pour prévenir les suites de cet état de santé fragilisé par l'errance, l'ignorance et la pauvreté. Nous avons contacté des membres de sa famille qui sont éloignés de la France, pour les prévenir de cet état de santé précaire. Aussi des liens se recréent peu à peu avec le milieu familial.

Nous avons aussi accueilli une femme de 43 ans, mère de trois enfants et conjointe d'un homme en détention car violent à son égard. Cette femme s'alcoolise depuis de nombreuses années et n'accepte pas la situation de retrait assigné par le juge des enfants pour le placement en foyer et famille d'accueil de ses enfants. La misère sociale et la solitude de cette femme la rendent vulnérable et elle a subi de nombreuses violences de la part de clients de la prostitution.

Puis nous avons rencontré une jeune femme de 22 ans, qui s'affiche comme une escort-girl. Venue à la permanence pour parler de son activité prostitutionnelle qu'elle gère par annonce sur Internet, elle nous paraît très fragilisée sur le plan psychique et nous ne pouvons que la mettre en garde contre le danger de l'appât de l'argent rapidement gagné. Nous lui avons signifié que notre porte lui reste ouverte.

Nous avons accueilli également la mère de cette jeune femme, venue nous trouver pour parler de ce comportement anormal et qu'elle déplore chez sa fille. L'occasion pour nous de signifier à cette femme que sa fille est en profonde souffrance pour recourir à ce genre d'activité et qu'il est urgent de l'aider en proposant une aide d'ordre psychologique, entre

autres. Nous l'avons invitée à revenir nous voir si elle le souhaite.

Enfin, ces jours-ci est venue une femme de 48 ans, qui a quatre enfants de 17 à 27 ans. S'étant prostituée à l'âge de 22 ans, elle en est encore marquée : « un seul acte prostitutionnel vous marque à tout jamais », nous confiait-elle, lors de la permanence ce 8 juillet 2010. Dans cette situation encore, la solitude, l'incapacité de parler et d'être entendue, ont enfermé cette personne dans un marasme et une profonde déprime qu'elle surmonte à peine, aidée par un psychiatre d'un établissement proche de Metz.

Il y aurait encore à parler de cette autre personne, transsexuelle, que nous avons accompagnée à Caritas dans une démarche pour retrouver un emploi rémunéré et digne de ce nom, car elle n'en pouvait plus de la prostitution qu'elle subit depuis 20 ans...

Ce que nous constatons, c'est que dès lors que des liens sont renoués avec un ou des membres de la famille, une réelle chance de sortir de cet enfer est possible.

Le travail d'écoute et d'attention à la personne nécessite de notre part de la discrétion et du discer-

nement face aux diverses situations rencontrées ; il est le gage de la confiance qui se mérite, et il est la base de notre action.

La permanence est également le lieu où nous recevons les personnes intéressées par notre action ; régulièrement viennent frapper à notre porte des jeunes ou des adultes, à qui nous présentons nos projets et notre travail, en vue d'une collaboration ou d'une simple information : Nous avons accueilli 8 étudiantes en Soins Infirmiers et de l'Institut Régional des Travailleurs Sociaux, 1 responsable du personnel d'une maison d'accueil, 1 journaliste, 1 autre personne, cadre, dans une maison de retraite.

C'est aussi l'occasion pour nous de remettre des revues et des livres, ou une bande dessinée à tous ceux qui viennent nous voir pour diverses raisons. Ces outils sont d'excellents moyens de prévention et nous ne ratons pas une occasion pour les proposer. Ces ouvrages traitent le sujet souvent tabou du monde de la prostitution, afin de mieux faire connaître les rouages de ce milieu, de les prévenir, et si possible de les éviter.

3.3. L'accompagnement en vue de la réinsertion

Le Mouvement du Nid peut proposer aux personnes rencontrées, si elles le souhaitent, un accompagnement dans leurs démarches de réinsertion, en lien avec des partenaires spécialisés (emploi, formation, santé, logement), un soutien psychologique, voire affectif, et un suivi durable. L'accompagnement s'inscrit dans la durée.

Il suppose la réappropriation par la personne de sa propre histoire, la libération d'une parole là où la prostitution imposait le silence. Il n'existe que dans le souci de la rendre actrice de son devenir. Le Mouvement du Nid joue un rôle de relais.

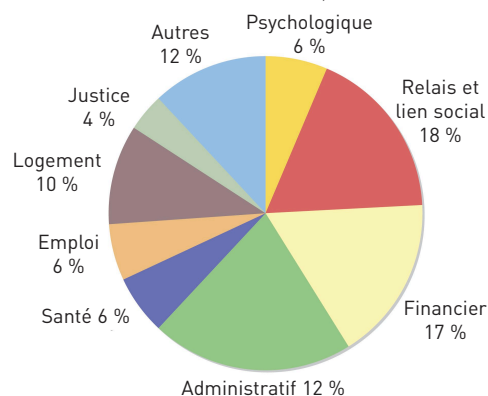
Il accorde une importance croissante au partenariat avec les associations, collectivités, services, administrations... Un partenariat fondé sur la spécificité des structures, la reconnaissance de leurs compétences et la cohérence des démarches, dans l'intérêt des personnes.

Pour de très nombreuses démarches, accompagner la personne « physiquement » est très important. Cela demande du temps, cela implique un coût et une grande disponibilité. Mais, en même temps, nous constatons l'importance de cette démarche et son efficacité. En accompagnant la personne dans les services, elle ose la démarche, repère les lieux et les manières de faire, reprend confiance en elle-même et dans les différents services rencontrés, et peut alors à son tour entreprendre ces démarches seule.

➔ Quelques données

- ✓ Ayant exprimé leur besoin d'accompagnement, plus de **600** personnes ont fait l'objet d'un suivi régulier.
- ✓ Le Mouvement du Nid a effectué plus de **1 720** démarches d'accompagnement et de soutien.

Graph 8 : Type d'accompagnement au niveau national, en 2010



➔ Les actions liées à l'accompagnement

❖ Mieux comprendre l'origine des filières de traite pour mieux agir (14 - Calvados)

Pour mieux comprendre les personnes prostituées Nigériennes en particulier, nous avons fait appel à une personne originaire elle-même du Nigeria. Cette personne vit en France, mais garde un lien fort avec la réalité de son pays. Elle nous a permis de mieux connaître le Nigeria, et de mieux comprendre ce qui s'y passe au niveau des réseaux de recrutement pour la prostitution. À l'image des projets menés dans la délégation des Hauts-de-Seine, nous souhaiterions développer un projet local dans un pays où les filières de traite sont présentes.

❖ Un parcours long et complexe pour sortir de la prostitution (94 - Val-de-Marne)

Le Mouvement du Nid, joue un rôle de relais. Il accorde une importance croissante au partenariat avec les associations, services administratifs, services de réinsertion.

C'est ainsi que nous avons accompagné l'année passée une femme en recherche de travail et envisageant de quitter la prostitution. Nous lui avons procuré des informations pour qu'elle puisse faire des démarches dans la localité où elle réside cela pour qu'elle puisse bénéficier de remise à niveau, de formations qui l'orientent vers une profession de proximité. Ce temps de formation lui a également permis de revivre au même rythme que tout le monde, de se resocialiser et cela est important...

Cette personne a obtenu un diplôme lui permettant de travailler quelques heures par semaine près de personnes âgées. Ce travail pour le moment, ne lui permet pas de quitter complètement la prostitution mais d'y venir moins régulièrement. Tout ceci reste bien sûr très fragile et demande de notre part beaucoup de patience, de présence, de disponibilité. Mais nous sommes convaincus que cela vaut le coup !

❖ Être pleinement relais (83 - Var)

En accompagnant la personne dans les services, elle ose la démarche, repère les lieux et les manières de faire, reprend confiance en elle-même et dans les différents services rencontrés et peut alors à son tour entreprendre ces démarches seule.

Ainsi deux personnes en réinsertion, dont l'une est mariée et mère de famille, nous ont fait travailler avec des hôpitaux, des médecins, des infirmières, des assistantes sociales, des éducateurs, diverses associations travaillant sur la précarité, le pôle emploi, la Mission locale, la C.A.F, l'ASSEDIC, la Préfecture, un centre de désintoxication et la police.

Ces personnes ont une réelle volonté de changer de vie mais l'alcool, la drogue, la solitude sont autant

de freins à leur réinsertion. D'où l'importance de notre présence, de notre patience, chaque fois que nécessaire. Nous croyons, malgré des passages difficiles, qu'on ne peut jamais désespérer d'une personne.

❖ Drogue, compagnon violent, des obstacles difficiles à surmonter (76 - Seine-Maritime)

En février, c'est l'accompagnement d'une jeune femme droguée et battue par son concubin. Venue se réfugier chez Françoise, ancienne du trottoir, celle-ci nous l'amène à la permanence pour que nous lui trouvions un lieu d'hébergement. Prise de contact avec le carrefour des solidarités, accompagnement vers l'ARSAID où elle est restée 3 jours avec un suivi. Ayant souhaité se faire désintoxiquer, le manque a été plus fort et elle est repartie vers celui qui lui fournit sa drogue ! Nous avons son numéro de téléphone portable et restons en contact.

❖ Un accompagnement dans toutes les démarches (25 - Doubs)

Que ce soit lors de nos sorties dans la rue ou lors de nos rencontres à la permanence un accompagnement est proposé à toutes celles qui le souhaitent. Cette action se traduit le plus souvent par :

- Un accès aux soins en accompagnant les personnes à la Permanence d'Accès aux Soins et Santé (consultations médicales, demande d'aide médicale d'État ou de CMU), au Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit, à France Humanitaire (soins dentaires), au service des urgences... Avec l'aide d'une plaquette d'information regroupant tous les services de santé nous avons essayé de rendre les personnes autonomes vis-à-vis de leurs démarches de soins. Cependant nous avons remarqué que certaines personnes, étrangères la plupart du temps, nous sollicitent régulièrement pour les accompagner lors de ces rendez-vous car elles maîtrisent mal le français.

- Un soutien dans les démarches administratives (demande d'Allocation Temporaire d'Attente aux ASSEDIC, démarches auprès du CIDFF, du CIBC...).

- Soutien dans les demandes d'asile politique auprès de l'Office de l'Immigration, de la Commission des Recours, des services de la Préfecture et des services de l'État (Accompagnement au tribunal...).

Nous avons également aménagé notre permanence pour disposer d'un endroit convivial plus spacieux qui permette également aux personnes de pouvoir se détendre plus longtemps en échangeant autour d'une tasse de café afin de rompre leur isolement et leur marginalisation.

Nous avons maintenu les cours de français afin de rendre les personnes plus autonomes vis-à-vis des réseaux à l'origine de leur venue dans notre pays et leur donner les moyens de se réinsérer.

Nous accompagnons depuis quelques années des personnes en réinsertion. Ce sont souvent des personnes très isolées, en rupture avec leur famille et la société et nous leur proposons de les accompagner dans leurs différentes démarches de réinsertion si elles le souhaitent.

Nous travaillons régulièrement en lien avec des partenaires spécialisés en matière d'emploi, de formation, de santé et de logement (CMS, CIDFF, Intermed, Espaces Solidaires du CCAS, SAAS, CHRS le Roseau, Pôle Emploi).

Au cours de l'année 2010 nous avons accompagné 2 personnes qui ont quitté la prostitution depuis plusieurs années ou plusieurs mois.

Notre investissement auprès des personnes est différent en fonction du vécu de la personne et des dommages physiques et psychologiques subis lors des années passées dans le monde de la prostitution. Les personnes qui viennent de quitter la prostitution nous contactent très régulièrement. Nous essayons le plus possible de mener cet accompagnement en lien avec les travailleurs sociaux. Nous accompagnons en général les personnes lors de leur première démarche dans les centres médico-sociaux ou au CCAS pour faciliter le lien avec les travailleurs sociaux.

Ces personnes ont en effet souvent beaucoup d'appréhension à solliciter un service social, pensant ne pas pouvoir trouver de solution. S'il est parfois nécessaire d'accompagner les personnes aux premiers entretiens auprès des travailleurs sociaux, le but de notre démarche est de rendre la personne autonome.

Les personnes qui viennent de quitter un réseau de proxénétisme sont souvent dans un état post-traumatique c'est pourquoi nous les soutenons par des visites régulières, des contacts téléphoniques ou des rencontres dans nos locaux, afin de pouvoir les soulager dans les moments d'anxiété qu'elles ressentent.

Adhérent au réseau de la Banque Alimentaire du Doubs nous proposons également des colis alimentaires aux personnes en réinsertion. Nous avons pris la décision de livrer les colis à domicile afin de pouvoir partager un moment convivial chez elles. Elles s'y sentent plus en confiance.

Cette année aura particulièrement été marquée par le décès d'une personne que nous accompagnions dans la réinsertion. Cette personne qui avait quitté la prostitution depuis de nombreuses années n'a jamais pu se réinsérer, ni socialement, ni professionnellement. Tout au long de cet accompagnement, nous avons pu constater quelles conséquences dramatiques la prostitution avait sur les personnes notamment les troubles psychologiques, la somatisation, la situation de rupture avec la famille et la

société, le grand isolement. Cette dame nous a quittés et nous avons eu la chance de pouvoir l'accompagner jusqu'à son dernier souffle. Là nous avons vraiment perçu tout le sens de notre investissement auprès des personnes. La mort de quelqu'un est toujours un fait attristant mais dans ce cas particulier, nous savons que cette personne est désormais apaisée.

Depuis septembre 2010, nous avons également mis en place un atelier d'écriture. Celui-ci a lieu toutes les trois semaines à notre permanence. L'atelier permet un rapport plus concret et parfois plus ludique à la langue, à l'écrit. C'est un lieu d'expression, de confiance et de convivialité.

Pour chacune d'elles, notre action ne se substitue en aucun cas au travail des différents travailleurs sociaux. Elle se situe sur un registre plus informel et ne trouve son sens qu'à travers les liens qui peuvent se créer par notre intermédiaire pour aider la personne à trouver une place dans la société.

❖ L'atelier de redynamisation M.I.M.O.S.A. pour un accompagnement vers des projets de formation et un retour à l'emploi (67 - Bas-Rhin)

Financé dans le cadre de Fonds Européens qui viennent en appui à des financements locaux de la ville de Strasbourg et du Conseil Général du Bas-Rhin, l'atelier



de redynamisation MIMOSA est un soutien spécifique pour les personnes dans une démarche active de recherche d'emploi et de formation. Animé par le moniteur d'atelier, en 2010, il a permis à 30 personnes d'être accompagnées dans leurs démarches. C'est une démarche qui s'inscrit dans la durée et qui a intégré 8 nouvelles personnes dans l'accompagnement engagé au cours de l'année précédente soit : 26 femmes, et 4 hommes.

Témoignage d'une jeune précaire (67 - Bas-Rhin)

E. a 20 ans, elle nous a contactés par téléphone avec comme demande de l'aider à « créer une association à Strasbourg pour les victimes de violences sexuelles car il n'y a rien ». En prolongeant la conversation, elle précise que c'est une question qui la concerne personnellement. Rendez-vous est pris car au-delà de cette demande de création d'association, se cache certainement une grande souffrance. Après deux heures de rencontre elle partage son histoire de placement suite à des violences sexuelles qui n'ont pas été reconnues. Au moment de nous quitter, à la question « *mais en fait, comment nous avez-vous connus ?* », l'objet de son appel au Mouvement du Nid semble se préciser : « *Je vous ai rencontré, quand j'avais 16 ans, au lycée, vous avez fait une intervention*

et à l'époque, je trouvais que tout ce que vous disiez sur la prostitution était juste, c'est ce que je vivais !... » Elle est prête à partir. Je réagis : « *et aujourd'hui, tu le vis encore ?* ». « *Oui, comment voulez-vous que je me débrouille, je n'ai plus l'aide du Conseil Général, mon contrat jeune majeur se termine et je dois payer ma chambre et me débrouiller.* »

Un nouveau rendez-vous est fixé. La question de la prostitution est là, enfouie, difficile à nommer, banalisée, justifiée par le manque d'argent. Au fil des rendez-vous, E. se livre. Elle crie sa révolte face à des institutions qui n'ont pas su entendre sa souffrance. Elle n'a pas été reconnue dans son statut de victime. Dans sa tête, son histoire est confuse, tellement les placements ont été nombreux, dans diverses régions de France. Pour reconstituer son histoire et avoir accès à son dossier, c'est à 5 administrations différentes qu'elle doit s'adresser pour reconstituer son vécu qu'elle tente d'oublier et qui néanmoins, reste présent. Elle ne pourra pas oublier. Elle devra vivre avec...

C'est tout ce travail d'appropriation de son histoire, de restauration de sa personne qui est à entreprendre au fil des jours, des semaines et des mois. Un soutien avec un groupe de parole au Planning Familial a été trouvé. Elle est heureuse d'avoir enfin pu trouver un lieu où elle peut être entendue, reconnue, soutenue. En parallèle, elle a mené des démarches pour trouver une solution d'emploi – c'est un service civique qu'elle choisit de faire. Elle veut se sentir utile.

❖ Un logement pour s'en sortir (91 - Essonne)

En 2010, 14 personnes ont été accompagnées dans leur démarche d'insertion (10 en 2009). À l'exception d'une femme française, toutes ces personnes sont de nationalité étrangère, soit bulgares, soit nigérianes.

Deux situations se présentent :

- certaines personnes rencontrées en forêt, et donc encore en activité de prostitution, sollicitent une aide ponctuelle,
- des personnes ayant quitté la prostitution ont un « parcours » long et complexe pour reconstruire leur vie.

Accompagnements ponctuels de personnes rencontrées en forêt : 4 personnes sont aidées ponctuellement, notamment pour les accès aux soins, pour elles ou pour leur entourage proche (enfants...).

Accompagnements pour des personnes en réinsertion : 7 personnes ont été accompagnées tout au long de l'année 2010. Il s'agit de jeunes africaines, accompagnées au départ de leur insertion par la délégation de Paris. Lorsqu'elles trouvent un hébergement en Essonne la délégation de l'Essonne prend

le relais, pour des aides de nature différentes : régularisation en Préfecture et surtout renouvellements des Autorisations Provisoires de Séjour ou Titres de Séjour, conseils et accompagnements pour les démarches administratives (Sécurité Sociale pour AME ou CMU, Pôle Emploi, demande de RSA, gestion de comptes bancaires...) voire judiciaires (Juges d'Application des Peines...).

Aide financière pour des besoins ponctuels exceptionnels ou urgents. Les aides financières accordées peuvent concerner : les frais pour les dossiers de régularisation (obtention des attestations en Afrique, renouvellement de passeports, frais de timbres fiscaux...), le paiement des frais de transport pour pouvoir effectuer les démarches administratives, l'accès aux soins, les cours de français... des aides ponctuelles pour des personnes qui n'ont pas d'autorisation de travail et aucun revenu, une participation aux frais d'inscription pour des cycles de formation professionnelle.

Le local de la délégation permet toujours d'assurer un hébergement de transition pour certaines personnes accompagnées. Deux personnes accompagnées ont bénéficié de ce dispositif, la jeune malienne qui était déjà hébergée en 2009 a quitté le local de l'association en avril 2010 ; son travail en CDI lui a permis de prendre un logement à son compte, et ainsi d'acquiescer son indépendance complète. Elle continue cependant l'accompagnement d'autres jeunes africaines, en tant que bénévole pour l'association. Une jeune nigériane est hébergée depuis mars 2010, du fait que la famille dans laquelle elle était à Grigny ne pouvait plus l'héberger. Fin 2010 nous avons entrepris la recherche d'un hébergement en centre d'insertion (type Amicale du Nid) pour qu'elle puisse bénéficier d'un accompagnement plus structuré. Notre organisation, basée sur la présence d'une bénévole qui n'a pas les compétences d'un travailleur social, ne nous permet donc que d'assurer des hébergements temporaires.

Les renouvellements de titres de séjour sont toujours longs et laborieux. Les démarches conduisent à l'obtention de récépissés (pour 3 mois), ou d'Attestations Provisoires de séjour (6 mois). L'obtention d'un titre de séjour d'une année est plus difficile à obtenir, alors qu'il conditionne souvent l'obtention d'un contrat de travail en CDI, d'aides type RSA, ou d'accueil en centre d'hébergement de moyenne durée.

De très nombreux contacts téléphoniques permettent aussi un suivi régulier de chaque personne accompagnée, et cela pendant de nombreuses années, même si elles ont quitté le département de l'Essonne.

Les cours d'apprentissage du français n'ont pas été réactivés en 2010, aucune personne accompagnée n'étant en besoin ou ayant la possibilité d'y participer.

L'ensemble des activités « d'accompagnement » représente 780 h de bénévolat en 2010.

❖ Une action globale auprès des personnes et du public (68 - Haut-Rhin)

Depuis plusieurs années, nous jouons un rôle de relais en vue d'insertion dans des situations très diversifiées. Cette année plus précisément :

- premier accueil et demande de prise en charge pour des soins urgents pour les personnes puis accompagnement,
- intervention ponctuelle d'ordre administratif pour des personnes depuis de longues années dans la prostitution (demande de retraite, déclaration de revenus, CMU, CMU-C, RSA),
- soutien à une personne qui poursuit une démarche de transformation sexuelle,
- maintien d'un lien avec des personnes à la retraite,
- aide régulière, morale, administrative et financière auprès d'une ancienne victime de la traite, souffrant de troubles psychologiques,
- sas de réflexion et démarches de régularisation pour des personnes victimes de la traite des êtres humains,
- aide morale et financière régulière,
- encouragement à poursuivre des démarches d'insertion pour des personnes que nous rencontrons depuis plusieurs années,
- encouragements et apprentissage à l'autonomie.

Quelques données

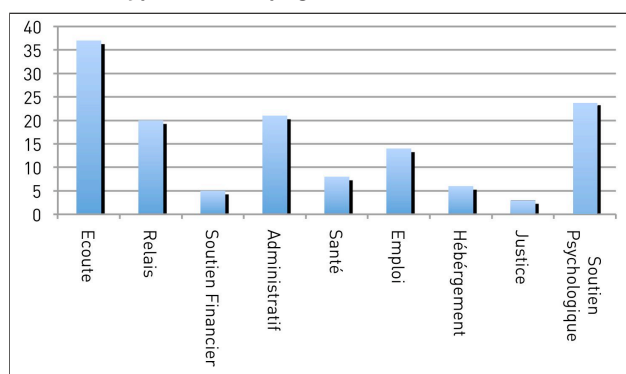
Le nombre de personnes accompagnées reste stable par rapport à l'année 2009. Le nombre de nouvelles situations s'élève à 11. Celles-ci sont plus complexes.

Notre accompagnement porte sur différents types d'actions.

Enseignement

Nous continuons à proposer des cours. Ces moments d'étude favorisent un lien régulier avec

Graph 9 : Nombre de personnes suivies pour chaque type d'accompagnement à Mulhouse



l'association et encouragent les femmes vers un avenir qui se situe ailleurs que dans le monde prostitutionnel. Ils renforcent leur estime d'elles-mêmes alors qu'elles doutent tellement de leurs capacités et leur permettent de se préparer éventuellement à une réinsertion active (formation, examen). 44 cours ont été dispensés à 7 personnes : des cours de français, d'informatique et/ou de calcul.

Partenariat et travail en réseau

Des rencontres significatives pour l'élaboration de liens partenariaux ont eu lieu : Journée Internationale Des Femmes ; Asso Terrestre ; Rencontres Interclub ; Rencontres CCFD ; Mairie de Mulhouse Service Social ; Réunion Bilan UHA ; SOS Racisme/Ni Putes Ni Soumises ; KIRK ; PRAPS.

Différentes associations ou services nous ont sollicités pour des conseils « techniques » concernant l'accompagnement de personnes en situation de prostitution : Équipe de prévention spécialisée, Drouot-Barbanègre - AADA - SurSo...

La journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre 2010 est organisée par « l'Observatoire des violences intrafamiliales et faites aux femmes ». Cette manifestation est pilotée par la ville de Mulhouse avec les partenaires médicaux et sociaux. Le projet retenu a été la création d'un spectacle théâtral. Cette représentation est conçue à partir de textes écrits puis joués par des femmes victimes de violences. À partir du mois de juillet, des femmes, avec quelques partenaires, se sont retrouvées régulièrement au foyer Espoir rue de Soultz à Bourtzwiller, pour un atelier d'écriture animé par Mireille Masson. Le metteur en scène du théâtre de la *Carambole*, Renato Sperra, était aussi présent.

À partir des textes écrits, le groupe s'est entraîné au jeu théâtral. Puis le metteur en scène, avec les propositions de tous, a construit les différentes parties du spectacle : de l'amour-dépendance à l'espoir... de se reconstruire. Deux comédiennes ont aussi joué avec le groupe. Beaucoup de moments d'émotion ont été vécus, aussi bien dans l'atelier d'écriture que pendant les répétitions théâtrales.

Nous avons proposé à plusieurs femmes prostituées d'y participer. Une personne est venue accompagnée par une militante du Mouvement du Nid à la première séance. Bien que les thèmes de l'atelier d'écriture aient été très ouverts et ludiques, elle a voulu évoquer immédiatement la prostitution puis n'est plus venue car cela la touchait de trop. Par contre, notre bénévole a continué et joué dans la pièce. Ce sont donc essentiellement des femmes suivies par le foyer Espoir qui se sont engagées. Le 25 novembre, la représentation a eu lieu au centre socioculturel du Pax à Bourtzwiller. Si les thèmes abordés concernaient plus les violences familiales, une femme a rappelé que la prostitution était une

violence faite aux femmes. Il n'est pas toujours facile de faire comprendre la violence vécue par les femmes dans la prostitution. Cinq femmes du Mouvement du Nid ont assisté à la représentation et ont exprimé combien elles avaient été touchées. Avec l'Observatoire des violences, un nouveau projet est en train de voir le jour pour la journée du 25 novembre 2011.

Nous continuons à participer à différentes instances :

- Mission Départementale aux Droits des Femmes (Commission Départementale de la lutte contre les violences faites aux femmes) ;

- Semaine de la solidarité en partenariat avec le Conseil Local de la Solidarité et la Ville de Mulhouse. Deux bénévoles et la salariée ont assuré le lien et ont assisté à 8 réunions ;

- Nous nous sommes engagés activement dans l'organisation du Réveillon de la solidarité le 24 décembre à la gare de Mulhouse. Plusieurs bénévoles ont participé à la fête avec des personnes que nous suivons au courant de l'année.

Lieu d'Accueil et d'Écoute des Auteurs de Violences : Commission violences ; Plateforme des violences intrafamiliales et faites aux femmes – Observatoire.

Collaborations transfrontalières

De par la situation frontalière de notre département, nous sommes amenés à collaborer avec des structures de conseil et d'aide aux personnes prostituées dans le Land de Bade en Allemagne et dans le canton de Bâle-Ville en Suisse. Nous entretenons des liens réguliers en particulier avec :

- *FreJa*, service d'aide aux victimes de la prostitution forcée de la Diaconie de l'église protestante du Bade, en particulier à Freiburg im Brisgau ;

- *Aliena*, structure d'accueil et de conseil aux femmes prostituées sur les cantons de Bâle ;

- *Mitternachtsmission – Basel*, Projekt Rahab, organisation confessionnelle de soutien humain et spirituel aux femmes dans la prostitution. Cette année nous avons organisé plusieurs rencontres pour mieux nous connaître afin de pouvoir mieux collaborer.

Ces rencontres transfrontalières, particulièrement nombreuses cette année, nous ont permis de collaborer dans l'accompagnement de deux personnes qui avaient besoin d'aide de part et d'autre de la frontière.

Nous avons aussi pu échanger sur les différences du système prostitueur dans nos pays respectifs, ainsi que sur les difficultés ou possibilités propres à nos différentes organisations pour l'accompagnement des personnes dans la prostitution. Nous avons décidé de pérenniser ces rencontres tous les six mois.

❖ 172 personnes accompagnées (59 - Nord-Pas-de-Calais)

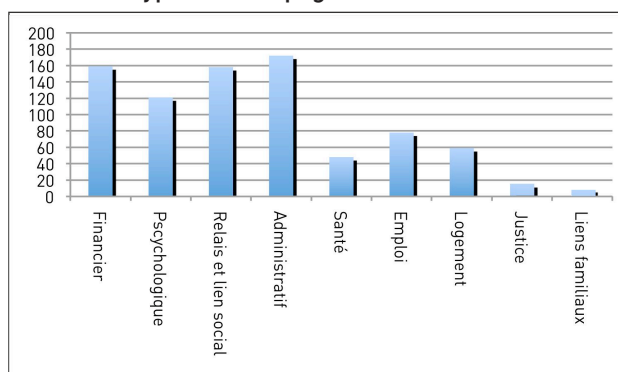
En 2010, le Mouvement du Nid a accompagné, dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 172 personnes. Parmi elles, 159 ont bénéficié d'aides matérielles pour un montant total de 53 847 euros.

Les démarches d'accompagnement sont complexes. Les militants, assistés par les salariés et les stagiaires, partent du principe que l'accompagnement s'inscrit dans la durée. Il suppose la réappropriation par la personne de sa propre histoire, la libération d'une parole là où la prostitution imposait le silence. Il n'existe que dans le souci de la rendre actrice de son devenir.

Le Mouvement du Nid joue un rôle de relais. Il accorde une importance croissante au partenariat avec les associations, collectivités, services, administrations... Un partenariat fondé sur la spécificité des structures, la reconnaissance de leurs compétences et la cohérence des démarches dans l'intérêt des personnes.

Pour de très nombreuses démarches, accompagner la personne « physiquement » est très important. Cela demande du temps, cela implique un coût et une grande disponibilité. Mais en même temps nous constatons l'importance de cette démarche et son efficacité. En accompagnant la personne dans les services, elle ose la démarche, repère les lieux et les manières de faire, reprend confiance en elle-même et dans les différents services rencontrés et peut alors à son tour entreprendre ces démarches seule.

Graph 10 : Nombre de personnes suivies pour chaque type d'accompagnement à Lille



❖ Une approche globale de la personne (75 - Paris)

La Délégation du Mouvement du Nid de Paris est en capacité de proposer aux personnes rencontrées, si elles le souhaitent, un accompagnement dans leur démarche de réinsertion, en lien avec des partenaires spécialisés emploi, formation, santé, logement, un soutien psychologique, et un suivi durable.

En 2010, cet accompagnement a été au cœur de l'activité de la Délégation avec comme objectif de

permettre aux personnes de se construire ou de se reconstruire, de devenir ce qu'elles sont réellement, de développer les potentialités qui sont en elles, dans leur globalité.

Le Mouvement du Nid remplit ici son rôle de relais. En 2010 nous avons accordé une importance croissante au partenariat avec les associations, collectivités, services, administrations... Un partenariat fondé sur la spécificité des structures, la reconnaissance de leurs compétences et la cohérence des démarches, dans l'intérêt des personnes prostituées.

Accompagner la personne permet de faire connaître notre action auprès des différentes structures et de veiller à la bienveillance des professionnels sollicités à l'égard d'une problématique qui leur est bien souvent méconnue.

Les militants ont sur ce point de nombreuses expériences à raconter.

Ainsi, en 2010, comme les années passées, la démarche d'accompagnement des personnes s'est concrétisée principalement par :

- un accès aux droits sociaux et de santé,
- une assistance juridique,
- une recherche de logement ou d'hébergement temporaire,
- l'accès et l'aide aux transports,
- l'assistance à la régularisation administrative pour les personnes étrangères,
- l'aide dans la définition d'un projet personnel et global,
- l'accès au point internet pour faciliter les démarches de réinsertion (accès emploi, rédaction de CV etc.).

Plus que jamais, nous avons mesuré que tout cela passe par une meilleure connaissance du tissu administratif et associatif parisien. Cet accompagnement passe aussi par des aides financières ponctuelles et ciblées pour favoriser la prise en charge des personnes.

Un pôle langues et culture

En 2009 avaient été initiées des séances de « langues et culture » à destination des personnes d'origine étrangères volontaires pour développer leur connaissance de notre environnement français par le biais d'ateliers d'expression. Cette initiative est pour nous une première étape avant que les personnes soient orientées vers des structures spécialisées dans l'alphabétisation et le français langue étrangère. En 2010 nous avons créé un second groupe de cinq personnes permettant de mieux harmoniser les niveaux. Ces séances portent sur des exercices proprement linguistiques, et s'inscrivent toujours dans le cadre de pratiques quotidiennes dans les commerces, les administrations, les transports, au cinéma même.

Cette activité de la délégation est importante car nous savons par expérience que la langue joue un rôle de stabilisation sociale, notamment dans les premiers temps d'un parcours de réinsertion. Une véritable maîtrise de la langue française est indispensable également pour permettre une évolution professionnelle après la période initiale de régularisation administrative. D'ailleurs, cette maîtrise de la langue est la condition affichée de plus en plus comme prioritaire par les pouvoirs publics en vue d'une éventuelle régularisation administrative. La délégation se sent donc très concernée par l'efficacité de ce pôle langues et culture. Mais cette année encore nous sommes restés tributaires de la disponibilité des bénévoles. Nous relayons quoi qu'il en soit les personnes vers d'autres ateliers tenus par nos partenaires, notamment ceux animés par le Bus des femmes et *Aux Captifs la libération*.

Récapitulation des indicateurs chiffrés

- Nombre de permanences tenues dans l'année : 50
- Nombre de personnes accueillies pendant les permanences : 350
- Nombre d'accueils et de soutiens téléphoniques dans l'année : 25
- Nombre d'entretiens individuels : 770
- Nombre d'accompagnements de régularisation : 10 (nouvelles personnes sans les renouvellements)
- Nombre d'accompagnements par type (logement (20), santé (40), administratif (100), psychologique (5), financier (170), emploi/formation (30), justice (20).

Suivi de personnes ayant trouvé une alternative durable à la prostitution

L'action du Mouvement du Nid envers celles qui ont trouvé une alternative durable après la prostitution ne s'arrête pas là. Après la « sortie » du trottoir, que font ces personnes ? Où s'insèrent-elles ? Comment vont-elles ?

Pour la délégation de Paris, le suivi d'un certain nombre de ces femmes continue d'être une préoccupation. Plusieurs militantes participent au pôle solidarité en gardant des liens avec une vingtaine de personnes réinsérées. Pour Monique par exemple, au Mouvement du Nid depuis de nombreuses années, cette relation avec ces personnes se concrétise par des rendez-vous pour des démarches administratives difficiles, des repas partagés, de longues conversations au téléphone simplement pour « écouter », des demandes d'aides diverses ainsi que le partage d'événements qui traversent leur vie. Le suivi de personnes ayant trouvé une alternative durable à la prostitution est une spécificité du Mouvement du Nid.

3.4. Agir en prévention auprès des jeunes et du grand public

➔ Envers le grand public

Le Mouvement du Nid est soucieux de faire émerger un vrai débat sur la prostitution, au-delà du sensationnel ou du racoleur, afin de permettre une réflexion en profondeur et une prise de conscience de ce qu'est réellement la prostitution. Face aux nombreux clichés qui parasitent ce sujet, le Mouvement du Nid s'attache à valoriser la parole de milliers de personnes prostituées ou anciennes prostituées. Il fait valoir ses arguments auprès des pouvoirs publics, des administrations, des élus locaux ou nationaux, afin de peser dans l'orientation des politiques mises en œuvre. Il milite pour une politique sociale globale qui cesserait d'ignorer les personnes prostituées.

➔ Quelques données

- ✓ Le Mouvement du Nid a rencontré **3 863** adultes sur environ **75** journées de prévention.
- ✓ Les militants ont consacré à cette action près de **1 530** heures de leur temps.

❖ Théâtre (90 - Territoire de Belfort)

Organisation, en partenariat avec la ville de Belfort et la Ligue des Droits de l'Homme, dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme, d'une lecture retraçant le parcours d'une jeune prostituée étrangère, au théâtre Granit de Belfort, d'après un texte de Christophe Fourvel écrit suite aux rencontres avec les membres de la délégation : 350 personnes assistent à cette lecture.

❖ Traite et santé, deux sujets abordés dans le Nord (59 - Nord-Pas-de-Calais)

Traite des êtres humains : 7 octobre 2010 à Lille

La traite des êtres humains est le mal qui malheureusement accompagne trop souvent la prostitution. À l'occasion d'une journée organisée conjointement par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), les experts de la question ont pu s'exprimer.

Accueillis dans les locaux de la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l'Université de Lille II par Jean-Michel Berard, Préfet de région Nord-Pas-de-Calais, plusieurs experts de la question de la traite des être humains ont pu présenter au public l'état des lieux du phénomène de la traite des êtres humains sur le plan mondial, européen et français. Les informations ne manquant pas, les différents intervenants ont rappelé la définition de la traite, son cadre juridique, et l'ensemble des dispositifs actuels dans l'identification et la prise en charge des personnes victimes de ces trafics.

Le Mouvement du Nid a eu l'occasion de s'exprimer par la voix de son délégué régional, Bernard Lemettre. L'association a eu à cœur de faire passer un témoignage des rencontres faites au quotidien dans la région. Cet apport concret et humaniste a permis à l'assemblée de sortir du champ des théories et de comprendre ce que sont les conséquences réelles de la traite dans notre région. Le processus

d'asservissement des personnes est bien connu du Mouvement du Nid, il a pu être décrit de manière tangible à cette occasion.

Lille, 28 mai : Une journée pour la santé des femmes

Dans le cadre de la journée d'action internationale pour la santé des femmes, des échanges, des ateliers et des animations pour évoquer la pratique sportive, l'alimentation, le soin... Mais aussi les sectes, le harcèlement et le proxénétisme. Avec la participation de la délégation du Mouvement du Nid Nord-Pas-de-Calais.

Lors de cette journée, le Mouvement du Nid, représenté par Bernard Lemettre a pu participer à la table ronde durant l'après-midi. Le thème abordé était : Le proxénétisme : Comment accompagner, prévenir et réduire les risques sur la santé des femmes ?

Accompagné à la table de Lyla Itoumaine et Vincent Dubaele, de GPAL L'Entr'Actes, et du Dr Muriel Salmona, psychiatre-psychothérapeute et psychotraumatologue, responsable de l'antenne 92 de l'Institut de Victimologie, le Mouvement du Nid a pu apporter aux participants son analyse du système prostitutionnel, et dénoncer la violence intrinsèque à la prostitution, que l'association côtoie au quotidien dans son action auprès des femmes quittant la prostitution.

La journée a permis aussi de rappeler que la prostitution demeure un obstacle à la santé des femmes. Le Mouvement du Nid a pu rappeler que la seule alternative pour une meilleure santé est la sortie de la prostitution.

❖ Sensibilisation au tourisme sexuel (29 - Finistère)

Action avec des élèves du Lycée Laennec de Pont-L'Abbé

En septembre 2008 nous avons été contactés par une élève en 1^{ère} année de BTS vente et production

touristique, Sandra, qui a choisi d'effectuer une de ses actions professionnelles en lien avec une association qui lutte contre le tourisme sexuel. Au fil des échanges, le projet s'est affiné et s'est mis en route au dernier trimestre 2009 : il consiste essentiellement en la sensibilisation dans le Finistère des professionnels du voyage et de leurs clients sur le thème du tourisme sexuel, et plus particulièrement le tourisme sexuel impliquant des enfants. 3 autres étudiants ont rejoint Sandra pour cette action et l'équipe se compose ainsi de 2 filles et 2 garçons. Création / diffusion du dépliant : certaines agences de voyages et les deux aéroports du Finistère = 5 000 exemplaires diffusés entre juin et décembre 2010 sur un total de 6 000 imprimés. L'an prochain nous souhaiterions travailler avec la délégation du Doubs qui a également mené un projet similaire pour essaimer le projet au niveau national et avec l'association ECPAT (mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants).

➔ Envers les jeunes

En amont, la démarche de prévention menée par le Mouvement du Nid s'attache à combattre le risque prostitutionnel, en particulier chez les jeunes, dans une optique large : comment éviter de devenir personne prostituée, mais aussi client-prostituteur ou proxénète. Les actions de prévention ont également pour but de faire évoluer les discours, les mentalités : un progrès qui est le facteur déterminant de la prévention.

➔ Quelques données

- ✓ **265** actions ou journées de prévention ont été destinées au public jeune.
- ✓ **1 739** heures ont été consacrées à cette action.
- ✓ Près de **15 200** jeunes ont été sensibilisés à la réalité du phénomène prostitutionnel en 2010.

❖ Enquête jeune (34 - Hérault)

Échantillon : 348 personnes interrogées (209 filles, 132 garçons, 7 personnes n'ont pas renseigné la variable « sexe »), dont la moyenne d'âge est de 14 ans. L'enquête du Mouvement du Nid 2004, auprès de 60 000 personnes établit à 12,7 % le pourcentage d'hommes disant être « clients », pour 0,6 % pour les femmes. 18 % des hommes « clients » commence avant 18 ans, l'âge moyen étant entre 21 et 24 ans. Ce que nous constatons sur l'Hérault certainement encouragé par la proximité des bordels Catalans, c'est un rajeunissement du clientélisme ou du moins une forte pression et un désir de la part de ces adolescents d'aller dans ces lieux !

❖ Donner une autre image que celle promue dans les médias (37 - Indre-et-Loire)

La plupart des actions avec le public ont lieu à l'occasion de manifestations auxquelles le Mouvement du Nid est invité comme partenaire. Cependant, en 2010, la délégation a pris l'initiative d'aller à la rencontre du public pour l'inviter à réfléchir sur la réalité prostitutionnelle autrement que vue par les médias et les défenseurs de la légalisation.

La démarche a été de lancer un appel à des groupes ou associations pour proposer un débat sur l'opportunité de rouvrir ou non les maisons closes, suite à une déclaration allant dans ce sens prônée par une parlementaire en début d'année. Six invitations ont donné lieu à débat et d'autres sont à venir.

La communication par les médias est une autre façon de se faire connaître : interventions à la télévision et dans les radios locales, articles dans le quotidien régional.



Ciné-débat avec des jeunes toulonnais

Échantillon : 390 personnes interrogées (122 filles, 241 garçons, 27 personnes n'ont pas renseigné la variable « sexe ») dont la moyenne d'âge est de 18 ans. Les résultats sont les suivants :

Dans le domaine de la sexualité

Pour 94 % des étudiants, parler de sexualité est important ! Pourtant dans un même temps 84 % des filles et 90 % des garçons n'ont pas de questions. Seuls 33 % savent en cas de besoin où s'adresser pour poser des questions sur la sexualité. Nous constatons que savoir où poser des questions ne veut pas dire qu'ils ou qu'elles iront en parler !

Pour les lycéens, l'amour reste comme pour les collégiens la principale raison d'avoir des relations

sexuelles, 96 % des filles et 88 % des garçons ; le désir aussi arrive en deuxième position pour 87 % des filles et 77 % des garçons ; 61 % des garçons le ferait pour faire plaisir à leur partenaire, pour 39 % des filles.

27 % des garçons pensent que pour un garçon la pornographie est la réalité d'une sexualité épanouissante, seulement 13 % pensent la même chose pour les filles ! Pour les filles, 17 % d'entre elles pensent que la pornographie est la réalité d'une sexualité épanouissante pour les garçons, mais seulement 1 % que c'est la même chose pour les filles !

Nous pouvons nous étonner du pourcentage très élevé des garçons qui disent que l'amour est la principale raison d'avoir des relations sexuelles lorsque l'on constate la fréquentation très importante par les jeunes des bordels catalans. Nous pouvons aussi constater que la dichotomie entre sexualité féminine et masculine est toujours aussi prégnante depuis des millénaires ! Nous pouvons légitimement nous interroger sur le rôle que peut jouer la pornographie dans cette perception de la sexualité, surtout que face à la pornographie il n'y a aucun apprentissage de la sexualité aujourd'hui !

La prostitution

Ce qui mène à la prostitution sont : le désespoir pour 84 % des filles et 62 % des garçons et l'argent facile pour 54 % des filles et 68 % des garçons. 11 % des garçons pensent que c'est aussi pour le plaisir !

Pour les clients, c'est à leur avis pour obtenir certaines pratiques sexuelles, ceci pour 57 % des filles et 49 % des garçons, pour lutter contre la solitude pour 45 % des filles et 33 % des garçons, pour 37 % des filles et 44 % des garçons c'est pour la recherche du plaisir !

Contrairement aux collégiens, les lycéens savent du moins pour 45 % d'entre eux que la prostitution est tolérée en France. Tout de même 26 % pensent qu'elle est interdite et 26 % pensent qu'elle est réglementée ! Par contre pour 36 % des garçons et 19 % des filles c'est un métier ! Pour 31 % des garçons et 18 % des filles c'est un échange de service ! 50 % des garçons et 34 % des filles pensent que c'est une liberté individuelle ! Pourtant pour 88 % des filles et 77 % des garçons cela reste une exploitation de l'être humain !

Pour 80 % des étudiants la prostitution s'appuie sur le trafic d'êtres humains, 80 % disent qu'ils sont exploités et 86 % qu'ils ont des vies dangereuses et seulement 7 % pensent qu'ils sont riches. Étonnamment, 21 % des garçons pensent que cela freine les agressions sexuelles, contre 11 % des filles.

Bilan

80 % n'ont pas changé d'avis sur les rapports garçons/filles, 42 % ont changé d'avis sur la prostitution,

36 % ont changé d'avis sur le clientélisme, 32 % ont changé d'avis sur le proxénétisme.

❖ Des jeunes confrontés de plus en plus tôt au fait prostitutionnel (25 - Doubs)

Les jeunes semblent confrontés de plus en plus tôt au fait prostitutionnel en tant qu'acteurs ou spectateurs ou semblent avoir des pratiques à risques, c'est pourquoi nous consacrons une partie de notre temps de travail à animer des séances de prévention auprès de groupes de jeunes en établissements scolaires, maisons familiales, centres de formation, foyers, etc... Notre objectif est d'expliquer ce qu'est vraiment la prostitution. Il est important de faire prendre conscience aux jeunes des risques qu'ils encourent en étant prostitués ou proxénètes mais aussi aux jeunes garçons (pouvant être des clients potentiels) qu'ils portent atteinte à la dignité de l'autre et qu'ils encouragent et favorisent le développement des réseaux mafieux spécialisés dans le trafic d'êtres humains. D'une manière plus générale, nous venons leur rappeler qu'il est essentiel de respecter l'autre et soi-même et qu'il est important de ne pas céder sous les différentes pressions.

❖ Précarité des jeunes et prostitution (69 - Rhône)

Bien que beaucoup moins voyante, la prostitution dans la population étudiante existe et semble progresser. Le Mouvement du Nid se sent concerné par le phénomène envers lequel il souhaite une action de prévention. Nous avons poursuivi l'action commencée en 2009 à l'Université Lyon II, à Bron. Le groupe de travail mis en place alors (professionnels du monde universitaire, étudiants, Mouvement du Nid) a pu mettre sur pied deux rencontres-débat proposées aux étudiants dans l'enceinte de l'université. La première, en mars 2010, a réuni 150 étudiants. Elle a proposé un documentaire réalisé à Montpellier sur la prostitution étudiante, suivi d'un débat.

❖ Au lycée, à la fac, ils disent non à la plus vieille forme d'exploitation et oui à l'égalité femmes/hommes (56 - Morbihan)

« Si on ne nous informe pas, nous les jeunes, on peut trouver ça normal » 2^{de}

« Je déteste l'irrespect et la violence envers les femmes. Vous inquiétez pas, on va gérer en tant que parents » Bac Pro

Au cours de l'année nous avons rencontré plus de 1 500 jeunes à travers 25 établissements scolaires du département (collèges, lycées publics & privés, agricoles, professionnels, technologiques...).

Nous sommes également intervenus dans le milieu universitaire. En effet, dans le cadre de la journée des Femmes, le 8 mars 2010, nous avons travaillé

avec le CROUS de Lorient et des jeunes étudiantes en MASTER, avec pour thème « sexualité, prostitution, discrimination ». L'objectif était de sensibiliser les étudiants sur différentes thématiques relatives aux relations Homme/Femme, par la communication et le partage d'informations, d'expériences... mais aussi et surtout de les intéresser et de retenir leur attention sur ce sujet dont on parle peu. Pour cela l'exposition « les clients en question » a été installée au Restaurant Universitaire de Lorient. Les jeunes étudiants ont pu « libérer » leurs paroles sur un mur d'expressions. Les jeunes ont également été invités à remplir un questionnaire sur cette thématique de la prostitution. Plus d'une centaine d'étudiants ont répondu. Enfin, dans la soirée, et en partenariat avec la Maison des Étudiants de Lorient, nous avons projeté le film « Les clients ». Une vingtaine de personnes avaient répondu à l'invitation et ont pu échanger sur ce documentaire qui évoque toute l'ambiguïté du discours des clients de la prostitution.

❖ 5 forums santé citoyenneté Giga la Vie (92 - Hauts-de-Seine)

La Délégation du Mouvement du Nid a assuré en 2010 sa participation aux 5 Forums Santé citoyenneté organisés par l'institut des Hauts-de-Seine (Saint-Cloud, Clamart, Puteaux, Vanves, Chatenay-Malabry). 666 jeunes ont débattu avec les deux bénévoles qui tiennent le stand et accueillent les jeunes. Le dernier forum de 2010 à Chatenay-Malabry représentait ainsi notre 75^{ème} participation à Giga la vie, manifestant ainsi tout l'intérêt que nous portons depuis plus de 10 ans à cette initiative de prévention dans le département.

Une sensibilisation ludique, des témoignages qui parlent aux jeunes

Nous utilisons plusieurs outils issus de l'espace jeunes du site Internet du Mouvement du Nid. Cette démarche de prévention, plus ludique, permet de confronter les collégiens à des témoignages qui illustrent les réponses au questionnaire que nous leur proposons, en les reliant au vécu de personnes qui ont été prostituées.

Quelques observations

À la question « quelle est votre définition de la prostitution ? » de rares élèves répondent qu'il s'agit d'hommes qui paient pour avoir des rapports sexuels. Mais nous constatons néanmoins une certaine évolution sur cette question. Dans les discussions le plus souvent les filles, mais aussi certains garçons estiment que payer un rapport sexuel c'est l'imposer.

Les échanges avec les jeunes sur les forums Giga sont généralement de bonne qualité bien que très courts. Nous n'observons aucune gêne des jeunes à parler de prostitution, des difficultés relationnelles

qui existent parfois entre les garçons et les filles. Certains jeunes attendent même leur tour pour parler sur le stand avec nous. Nous constatons aussi que des jeunes ont eu l'occasion de lire au CDI notre BD « Pour toi Sandra ». Les questions relatives à l'interdiction de la prostitution et du proxénétisme sont toujours l'objet de confusion.

La réponse à la question relative au plaisir éprouvé par les clients des personnes prostituées est systématiquement surévaluée à l'écrit mais très vite relativisée par les jeunes dans les discussions.

En revanche, les filles comme les garçons repèrent très spontanément les conséquences traumatiques liées à l'activité prostitutionnelle. Quelques uns font le lien avec les difficultés rencontrées pour sortir de la prostitution. Mais la plupart identifient le proxénète comme le 1^{er} obstacle à la sortie de la prostitution.

Le bilan de notre présence est donc très positif. Il s'agit bien sûr d'une première démarche de sensibilisation que nous aimerions poursuivre par des animations dans les collèges.

❖ Une enquête pour améliorer les interventions (91 - Essonne)

Afin de partager les expériences acquises par les délégations du Mouvement du Nid dans leurs actions d'information/prévention en milieu universitaire (enseignement supérieur), un questionnaire a été diffusé auprès des 31 délégations, en mars 2010. Ce document de synthèse donne les éléments principaux qui sortent du dépouillement des 14 questionnaires retournés début juin 2010 (45 % de répondants). Il n'est qu'un reflet partiel des expériences vécues, mais permet d'avoir une visibilité des actions menées ou en cours, et de dégager des tendances à partir des leçons apprises. 4 délégations indiquent ne pas avoir mené d'action vis-à-vis du milieu universitaire. 10 délégations ont mené ou vont mener une action d'information / prévention en milieu universitaire.

1. Type d'actions menées. Sur les 10 délégations qui ont mené une action en milieu universitaire : 7 ont surtout mené une action d'information, 3 ont surtout axé leur action sur la prévention, de plus, 1 délégation a mené une enquête sous forme de questionnaire.

2. Répartition des types d'action : Stands (2 délégations), Expositions (3 délégations), Films/débats (3 délégations), Théâtre/débats (2 délégations), Rencontre d'étudiants ou de professionnels (4 délégations), Sensibilisation par tracts (1 délégation), Formation de professionnels (1 délégation), Remise de documentation (1 délégation).

3. Partenaires pour les actions menées. Les interlocuteurs qui ont permis d'engager et de mener les

actions ont été : l'équipe médico-sociale de l'université (8 délégations), des étudiants (4 délégations), d'autres personnes de l'université (administration, enseignants...) (4 délégations).

4. Points positifs et difficultés. Les aspects positifs portent surtout sur des cas : de forte implication d'étudiants (réalisation de tracts, d'affiches, d'un film...), de groupes de travail qui permettent une réflexion en profondeur, et une bonne préparation des actions. Les difficultés rencontrées concernent surtout : la mobilisation des étudiants, la motivation de certains professionnels pour engager des actions de lutte contre le système prostitueur. Dans certains cas ce sont les démarches pour obtenir l'autorisation d'intervenir, ou alors le financement des actions qui posent problème.

5. Leçons apprises : les formules décevantes : Les stands tenus lors de journées « collectives » (8 mars, 25 novembre...) : très peu de passages et de contacts établis. Les expositions sans présence ou sans animation de la part des délégations : peu de personnes intéressées et peu d'impact. Les soirées/films/théâtres + débat : public difficile à faire venir, même si les échanges avec ceux qui viennent sont intéressants...

6. Leçons apprises. Les formules qui marchent : Distributions de tracts aux Restaurants Universitaires, par des étudiants : permettent de toucher un grand nombre d'étudiants et d'avoir des échanges intéressants. Les expositions si elles sont bien placées, avec présence de membres de la délégation pour assurer les échanges avec les personnes qui passent. Campagne d'affichage préparée et réalisée par des étudiants.

7. Recommandations et bilan. Il faut de la patience et un travail de longue haleine pour établir les contacts, convaincre les professionnels, préparer les actions. Les étudiants sont difficiles à intéresser ; il faut bien choisir les moyens, lieux, moments pour mener les actions. Les tracts sont plus efficaces que les affiches pour inviter à participer à une animation. L'implication d'étudiants lors de la préparation et le

déroulement des actions est un gage certain de réussite. Il faut adapter les messages au public universitaire (données chiffrées, argumentation des messages...). Par rapport aux interventions en collèges ou lycées (avec un public « captif ») les actions en milieu universitaire sont beaucoup plus aléatoires, et nécessitent un investissement important, dans la durée. La participation active d'étudiants pour préparer et mener les actions est une condition indispensable pour réussir.

❖ 3 387 jeunes ont débattu sur la prostitution (59 - Nord-Pas-de-Calais)

Le Mouvement du Nid encourage toute action d'éducation auprès des jeunes dans les lieux où ils se rencontrent et se rassemblent. Cette démarche entraîne nécessairement un partenariat avec les organismes responsables de l'éducation et de l'accueil des jeunes, ainsi que des acteurs sociaux de terrain.

De nombreux outils pédagogiques ont été utilisés cette année :

- L'exposition « Ne pas être client de la prostitution ».
- L'exposition « Coup d'œil sur une ombre ».
- Le DVD « Le client ».
- L'espace jeune.
- La pièce de théâtre « Au bout de la nuit ».



3.5. Agir en formation

Face à l'ignorance qui entoure le système prostitutionnel, l'information est une urgence. Les acteurs sociaux (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, personnels infirmiers, police, justice...) ont un rôle essentiel à jouer.

Le Mouvement du Nid organise à leur intention, dans chaque région, des cycles de formation (de 7 à 9 jours) et des journées d'information.

Il s'agit d'aborder la prostitution dans sa globalité, de travailler sur ses représentations, de comprendre l'ensemble du système d'exploitation de la personne que la prostitution induit. Sont donc traités les sujets suivants : la prostitution comme fait social, non comme simple problème de la personne qui se prostitue, le repérage des situations de prostitution chez les personnes rencontrées, la connaissance des risques qui peuvent entraîner à se prostituer, l'élaboration, avec la personne, d'un parcours de réinsertion, la prévention de la prostitution, du clientélisme et du proxénétisme.

➔ Quelques données

✓ **68** journées de formation ont été organisées en 2010 pour les acteurs sociaux, les étudiants en carrière sociale, les élèves policiers et autres.

✓ En tout ce sont plus de **1 700** personnes qui ont suivi ces temps de formation.

❖ Formation des acteurs sociaux (69 - Rhône)

En 2010, notre délégation a poursuivi son action en direction des actrices et acteurs sociaux : assistants, animateurs d'associations ou de services (MdR, CHRS, par exemple), éducateurs, conseillers conjugaux ou familiaux, etc. Toutes ces personnes rencontrent et prennent en charge du public en grande difficulté qui peut être concerné à des degrés divers par la prostitution. Or celle-là est rarement avouée, alors qu'elle est une des clés importantes de la situation. Les acteurs sociaux ont grand intérêt à être mieux avertis de cette réalité, de ses multiples facettes et effets, afin de mieux y répondre chez les personnes qui s'adressent à eux.

C'est le but des sessions de formation que nous organisons depuis plusieurs années, en 5 jours (répartis sur deux périodes). On y donne une information première sur les aspects essentiels du phénomène : acteurs, causes (individuelles et socio-culturelles), conséquences, symptômes, sortie et réinsertion, histoire, encadrement juridique, etc... Les objectifs globaux de la session sont les suivants :

- aborder la prostitution dans sa globalité (fait social et problématiques individuelles) ;
- agir sur le discours ambiant ; aborder la prostitution avec les personnes concernées ;
- identifier l'existence d'un comportement prostitutionnel ou d'une situation de risque ;
- contribuer à une dynamique d'accompagnement vers la réinsertion ou à la prévention de la prostitution.

Les présentations, faites par des personnes expérimentées et coordonnées par un animateur lui-même expert de la prostitution, allient apport théorique, témoignages pratiques, écoute et échanges, sur un total de 35 heures.

La session de 2010 a réuni 11 personnes. Un chiffre insuffisant si on le rapporte à l'objectif visé : 18 à 20 personnes. Pourtant, elle a été annoncée très en amont, fin 2009, dans de très nombreux services ou structures. Il est quasiment certain que le coût demandé pour la participation, 250 euros, (une exigence émanant de la structure d'État qui finance la moitié de la session), constitue un frein important. Mais peut-être pas le seul. Il faut aussi présumer que l'intérêt porté à la prostitution, comme problème individuel et social, n'est pas encore suffisant pour motiver les responsables dans le dégagement de temps et de crédits à consacrer à une telle formation au bénéfice de leurs collaborateurs.

Toutefois le bilan fait à la fin de la session, par questionnaire remis aux stagiaires est très positif. Elle est décrite comme très utile et de qualité. La diversité des intervenants et la richesse des interventions ; la dynamique de groupe et des échanges entre participants, le rythme de formation adopté et la qualité de l'animation et de la coordination générale sont fortement appréciés.

Les stagiaires se sentent mieux armés à l'issue de la formation : les dix capacités visées sont mieux maîtrisées à l'issue de la formation. Les capacités les mieux maîtrisées sont : préciser quels sont les causes ou facteurs susceptibles de favoriser l'entrée dans la prostitution, agir sur le discours ambiant concernant la prostitution, identifier les différents acteurs sociaux susceptibles d'intervenir dans l'accompagnement d'une personne prostituée, aborder la prostitution dans sa globalité, contribuer à la mise en place d'actions de prévention de la prostitution.

Les participants ont le sentiment que de nombreux points abordés sont transférables dans leur action de tous les jours, notamment la connaissance des facteurs de risque prostitutionnel et indicateurs de prostitution, ou les outils et capacités permettant de nommer la prostitution ou de l'aborder avec les personnes concernées.

Enfin la formation a des effets non négligeables en termes de modification des représentations et des attitudes vis-à-vis de la prostitution : les participants se montrent plus réalistes vis-à-vis du système prostitutionnel, des personnes prostituées, des proxénètes et des clients ; plus enclins à prendre en compte la dimension psychologique et la fragilité des personnes en situation de prostitution, et en même temps plus distants vis-à-vis des clients, des proxénètes et des personnes prostituées elles-mêmes ; ils se situent de façon beaucoup plus affirmée dans une logique abolitionniste.

Tout semble se passer, en fait, comme si des participants découvrant la complexité du phénomène prostitutionnel passaient d'une position de « spectateurs » neutres ou bienveillants à celle « d'acteurs engagés ».

Cette conclusion à elle seule justifie notre action de formation des acteurs sociaux : la prise en charge de la prostitution comme symptôme et facteur de déséquilibre et de mal-être, tant individuels que sociaux, ne peut rester réduite à celle de quelques rares associations. Les acteurs sociaux doivent s'en faire les relais par un engagement semblable, pour

une efficacité accrue du rétablissement de vie au bénéfice des demandeurs.

L'organisation de cette session par la délégation a demandé 80 heures de bénévolat.

❖ Formation des acteurs sociaux (92 - Hauts-de-Seine)

Actions auprès des acteurs sociaux, 129 professionnels rencontrés :

- Journées de formation « Connaître et reconnaître la prostitution des jeunes » et « Promouvoir les compétences sociales pour la prévention de l'exploitation sexuelle » (54 professionnels)

- Journée de formation « Relations femmes/hommes - relations filles/garçons », prévention des violences sexistes, 05 octobre, organisée à Villeneuve la Garenne par le Service cap santé - PMI/PE - pôle solidarités - Conseil général des Hauts-de-Seine (15 professionnels)

- Forums GIGA : 15 professeurs rencontrés

- Divers rencontres et RDV : 25 professionnels

- Rencontres dans différents colloques et manifestations : 20 professionnels.

❖ Plus de 300 acteurs sociaux formés (33 - Gironde)

Deux journées de formation ont été organisées.

1. « Filles /garçons, construire l'égalité. Comprendre et prévenir les attitudes sexistes chez les jeunes », le 21 janvier 2010 : 196 participants.

Intervenante : Madame Claire Quidet, journaliste. Bénévole au Mouvement du Nid. Membre du Conseil d'Administration de la Fondation Scelles. 8 bénévoles pendant 6 heures soit 48 heures de bénévolat. 224 ouvrages distribués.

2. « Immigration, rupture identitaire et trajectoires prostitutionnelles »

Intervenant : Monsieur Saïd Bouamama, le 4 Juin 2010 - 102 participants. Sociologue. Directeur de Recherche à l'IFAR de Lille. Auteur d'enquêtes pour le Mouvement du Nid. 8 bénévoles pendant 6 heures soit 48 heures. 150 ouvrages distribués.

Sur ces deux journées 374 revues, bandes dessinées, rapports, livrets ont été distribués. Pour ces deux journées de formations un total de 96 heures de bénévolat.

❖ L'accompagnement sexuel est-il compatible avec la dignité des personnes et l'égalité femmes-hommes ? (30 - Gard)

Le 5 mars, une conférence-débat sur le thème « handicap et prostitution » animée par Marcelle Provost, déléguée départementale du Loiret réunissait 45 personnes, travailleurs sociaux et membres des délégations voisines. Cette rencontre a été particulièrement riche tant par la qualité des apports de l'intervenante que par les questions posées par les participants. La présence de plusieurs éducateurs confrontés à l'accompagnement d'adultes handicapés a aussi enrichi la confrontation des points de vue. Nous retenons tout particulièrement la grande solitude de ces éducateurs face à la demande des personnes accompagnées. Nous nous interrogeons sur la pertinence de formations sur le thème handicap et sexualité. Pour étoffer notre recherche que nous poursuivons par ailleurs, nous y avons réfléchi avec des responsables d'établissements.

3.6. Agir en partenariat

Le Mouvement du Nid, mouvement relais, s'inscrit depuis son origine et dans chacune de ses actions dans une dimension partenariale. Il développe un travail en réseau au niveau local et au niveau national, interpelle les pouvoirs publics, les élus locaux et nationaux, les administrations, les syndicats, les organismes familiaux et sociaux, les médias, les instances religieuses afin de mettre en œuvre ses projets de prévention, de sensibilisation et de réinsertion.

➔ Quelques données

✓ Les militants du Mouvement du Nid ont réalisé plus de **220 actions avec des partenaires.**

❖ Agir avec les professionnels de la santé (14 - Calvados)

Nous travaillons à élargir la collaboration avec d'autres organismes et associations. Dans ce but, des contacts ont été pris en 2010, pour nous faire connaître et mieux comprendre nos complémentarités. C'est ainsi que nous avons rencontré le CPMI (Centre de Prévention des Maladies Infectieuses), la CPAM, l'Inspection Académique et le Rectorat, un

groupe de Foyers de Jeunes Travailleurs, les acteurs du dispositif Espoir. Nous avons participé aux manifestations organisées par le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) et par le Planning Familial à l'occasion de la Journée internationale des Femmes (8 mars).

Nous participons également à d'autres associations de solidarité (Comité catholique contre la faim et pour le développement, Comité diocésain de soli-

darité). Le Mouvement du Nid rencontre les personnes et passe le relais : nous sommes une équipe de bénévoles, et même si nous donnons beaucoup de notre temps, nous avons besoin de la compétence d'autres associations. Nous leur faisons appel pour fournir aux personnes prostituées les soutiens dont elles ont besoin : alphabétisation ; suivi administratif pour la régularisation des personnes étrangères ; aide alimentaire ; suivi sanitaire ; avancée vers une insertion professionnelle, etc. Nous mettons les personnes prostituées en lien avec ces associations, et restons disponibles dans la mesure où cela peut être une aide.

❖ **L'Amicale du Nid un partenaire privilégié (69 - Rhône)**

2010 a confirmé notre volonté et notre besoin d'agir en partenariat avec bien d'autres acteurs – associations, institutions – nous apportant leur compétence spécifique pour la résolution des problèmes des personnes accompagnées. L'Amicale du Nid a une place particulière dans ce partenariat : elle a le même objectif et la même approche des situations que notre association. Elle est pour nous un partenaire privilégié. À côté d'elle, la CIMADE, Forum Réfugiés, le Secours Catholique, l'ALPIL, sont parmi les plus contactées.

❖ **Jeunes et prostitution, attention dérapages ! Quelle prévention ? (56 - Morbihan)**

Journée de formation le jeudi 27 mai 2010 au théâtre municipal de Pontivy. À l'occasion du lancement de la Bande Dessinée éditée par le Mouvement : « Dérapages » pour construire des relations garçons/filles qui ne se monnaient pas ».

Thème : À l'adolescence, l'opinion des copains, l'influence du groupe sont importantes. Par peur du jugement et du rejet, certains jeunes n'osent pas s'affirmer et se laissent entraîner dans des situations à risques. Face à une banalisation de certaines pratiques sexuelles avec contrepartie, les jeunes ne les identifient pas pour ce qu'elles sont : de la prostitution. Or, la prostitution est tout sauf banale et ses conséquences peuvent être destructrices.

Objectifs : À partir de divers outils pédagogiques, comprendre comment des jeunes peuvent être conduits vers le système prostitutionnel et les modes de prévention à mettre en œuvre. Une centaine de professionnels d'organismes et de disciplines différentes ont suivi cette journée de formation : travailleurs sociaux – infirmières et assistantes sociales de l'Éducation nationale – référents VIF de la Gendarmerie etc. Des débats très intéressants ont été instaurés entre les intervenants et les participants. Plus de 160 professionnels et associatifs ont pu bénéficier des apports de qualité des intervenants lors de la Table ronde sur les violences intra-familiales.

L'après-midi était consacrée à une réflexion sur : « La prostitution : une violence sans nom » ; Les nouveaux visages de la prostitution dans le Morbihan : internet... petites annonces etc. (enquête de Mme Bannier, journaliste - Mensuel du Golfe du Morbihan) ; Présentation du film « Pas à vendre » de Marie Vermerein ; Témoignages de survivantes de la prostitution et d'associations internationales ; « La décorporalisation dans la prostitution » (Mme Trinquart, médecin légiste et victimologue).

Journée de sensibilisation des étudiants le 8 mars 2010 sur le sexisme, la prostitution, les relations homme/femme. À l'initiative et en partenariat avec 3 étudiantes en Master à l'IRTS et avec le CROUS de Lorient ».

❖ **Échanger avec les associations communautaires (30 - Gard)**

Les contacts avec les autorités locales (Préfecture, Conseil Général, Mairie...) et avec d'autres associations (Maison de la Solidarité, CIMADE, APTI Femmes immigrées...) sont en train de se nouer, renouer ou de se pérenniser. La délégation participe régulièrement à des réunions organisées par le réseau « Regard 30 », le CIDFF, le comité de quartier Gambetta, le pôle promotion santé, « l'Olivier », Habitat et Humanisme.

Nous avons rencontré, à notre initiative, ARAP-Rubis, association qui mène un travail de réflexion, d'action et de prévention communautaire auprès des personnes prostituées sur Nîmes, pour échanger sur nos philosophies d'action.

❖ **Les jeunes aussi s'engagent avec leurs cités (95 - Val d'Oise)**

Avec les équipes d'Unis-Cité...

Les jeunes (18 - 25 ans) de l'association Unis-Cité sont recrutés en service civil volontaire pour agir dans leur département, dans le secteur associatif notamment. Le Mouvement du Nid a participé à l'action commune menée avec Unis-Cité et l'Amicale du Nid pour développer dans le Val d'Oise une action de prévention originale basée sur les représentations entre garçons et filles. Le Mouvement du Nid a assuré conjointement avec l'Amicale du Nid la formation de l'équipe de 8 jeunes (6 filles et 2 garçons).

Le Mouvement du Nid a, en 2010, participé à la création de l'action de prévention des jeunes d'Unis-Cité. L'expertise du Mouvement du Nid dans la création d'outils a été bénéfique pour les jeunes qui ont pu en moins de 6 mois créer de toutes pièces un outil à utiliser auprès des jeunes.

Une équipe de 8 volontaires du Val d'Oise s'est donc mobilisée sur un vaste projet de promotion de l'égalité femmes/hommes auprès des adolescents et jeunes adultes.

Un partenariat lie en effet Unis-Cité Ile-de-France avec le Mouvement du Nid, l'Amicale du Nid et l'Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs, pour développer la prévention face aux violences faites aux femmes.

Objectif du projet : aller à la rencontre des jeunes du département pour les faire réagir sur la réalité des relations hommes-femmes, via des animations interactives.

Les 8 volontaires ont débuté leur mission par une formation théorique solide – rencontre d'associations, de professionnels et spécialistes (rapports femmes/hommes, violence sexuelle...) –, suivie d'une formation aux techniques d'animation.

Ils ont ensuite conçu des outils de communication et d'animation : un quizz, un « Jeu du photo langage » qu'ils ont fabriqué de toutes pièces, etc. Puis ils ont organisé une campagne de communication auprès des structures accueillant des jeunes et, enfin, animé des séances d'information / prévention.

80 jeunes ont pu être rencontrés, dans 8 structures telles qu'un Centre socioculturel à Gonesse ou la Fondation d'Auteuil à Eaubonne. Pour ces animations, les volontaires ont toujours été accompagnés d'un professionnel.

Les volontaires se disent « très fiers d'avoir pu mener à bien ce projet, qui n'était pas facile ! ».

Référent du projet, M. Prieur, du Mouvement du Nid, confirme : « *c'est un résultat intéressant, notamment compte tenu du temps de démarchage très court dont l'équipe a disposé. Ce projet demande beaucoup d'investissement, mais l'animation par les jeunes lui donne sa richesse* ». Le coordinateur de l'équipe « *salue l'implication des volontaires et remercie les partenaires qui ont permis cette réussite* ».

❖ Le Comité de pilotage de lutte contre la prostitution (60 - Oise)

La journée départementale destinée aux acteurs sociaux du département a été reconduite pour la 3^{ème} fois. La santé a été choisie comme thème principal de la journée.

Titre : Parcours prostitutionnels : quelles conséquences pour la santé ?

Public invité : Les intervenants sociaux et médico-sociaux (secteur public et associatif), des représentants des services de police, gendarmerie, l'Éducation nationale, la justice.

86 personnes ont répondu présentes, issues de différents secteurs d'activités et géographiques du département : Assistantes sociales et infirmière scolaires, enseignants, agents territoriaux, bénévoles du monde associatif, éducateurs spécialisés...

Le programme de la journée : Projection du film "Not for sale/Pas à vendre" de Marie Vermeiren, cinéaste : Documentaire réalisé sous le parrainage du Lobby Européen des Femmes et de la Coalition contre le trafic des femmes (CATW).

Traumatismes et carences précoces : liens avec la prostitution. Christian Besnard, psychologue hospitalier expert près la Cour d'Appel de Rennes, chargé de cours à l'université de Rennes. Beaucoup de personnes prostituées ont intériorisé durant leur enfance des violences psychologiques. Le déni de la violence subie peut être à l'origine de conduites destructrices.

Les hommes violents peuvent-ils changer de comportement ? Aurélie Cassarin-Grand, sociologue. À partir de son expérience sur la prise en charge des auteurs de violences et sur la prostitution, il s'agira de montrer l'importance de rétablir la notion d'égalité dans les rapports entre les hommes et les femmes, de remettre en cause la domination masculine en amenant les auteurs de violences à se questionner sur les rôles prédéterminés attribués aux femmes et aux hommes.

La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins. Judith Trinquart, médecin légiste de la santé publique. Le phénomène de la décorporalisation représentant l'obstacle majeur dans l'accès aux soins doit nous intéresser en premier lieu en ce qui concerne la santé des personnes prostituées.

Du soin à l'accompagnement social des personnes prostituées. Un intervenant sanitaire et social du Bus Intermède Amicale du Nid 75. L'équipe pluridisciplinaire de ce service va au contact des personnes prostituées avec comme première intention de faire de la prophylaxie des IST. Une première rencontre qui peut déboucher vers un accompagnement socio-éducatif.

À travers ces différents thèmes, c'est l'axe « santé physique et psychologique » qui a été développé au cours de ce troisième colloque départemental. Pour mémoire, le colloque du 1^{er} avril 2008 abordait l'aspect législatif, les représentations et clichés, les caractéristiques du client, les facteurs de risque prostitutionnel. Il faisait notamment part dans ses conclusions des besoins de prévention des risques prostitutionnels chez les jeunes. Quant au colloque de 2009, il abordait plus précisément la question de la prévention envers les jeunes.

On soulignera la forte demande d'information sur la réalité de la prostitution dans le département et sur la connaissance des chemins vers la réinsertion. En résumé : comment mettre en œuvre dans le département de l'Oise une cohésion des structures pour favoriser la sortie de la prostitution ?

❖ Le Mouvement du Nid poursuit son partenariat avec les associations allemandes (67 - Bas-Rhin)

« *Nous voulons être au plus près de la réalité des prostituées afin de faciliter leur rencontre avec les partenaires associatifs et mieux les aider à s'en sortir*, explique Isabelle Collot, la coordinatrice du Mouvement du Nid à Strasbourg. *Et pour ce faire, il nous faut développer le partenariat transfrontalier.* »

En vue de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains qui se déroule lundi, l'association strasbourgeoise a fait le point, hier, sur son travail engagé depuis 2002 avec ses partenaires allemands. Un enjeu devenu essentiel ces dernières années.

1/3 des personnes habite en Allemagne. En effet, lors des rencontres sur le terrain, les bénévoles du Mouvement du Nid « *ont constaté que plus d'un tiers des personnes prostituées, bulgares pour la plupart, disent loger dans des hôtels, des pensions ou des appartements à Kehl ou à Offenburg* », précise Isabelle Collot.

Les raisons ? Avec l'arrivée des différents réseaux, notamment africains il y a 4-5 ans, la prostitution s'est rapprochée de la frontière. « *Certaines femmes sont route du Rhin, avenue des Alpes alors que traditionnellement, elles étaient toutes à la gare et avenue des Vosges* » indique Isabelle Collot. Mais surtout, en Allemagne, le proxénétisme est légal depuis 2002 avec la loi sur la réglementation des droits des personnes prostituées.

Contrairement à la France, l'Allemagne n'a pas signé la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. "C'est un métier comme un autre". Seule la prostitution forcée est interdite. Pour accompagner ces femmes au quotidien, les associations allemandes Freija et Diakonie tiennent une permanence une fois par mois dans un local à Kehl (Friedhostrasse 1).

Depuis cette année, Judith, salariée à Freija, accompagne les bénévoles du Mouvement du Nid dans leurs sorties, deux fois par mois. « *Il est important de se faire connaître. Une quarantaine de prostituées l'an dernier se sont rendues aux permanences de Kehl et Fribourg. Un chiffre encore trop faible* », précise-t-elle. En 2009, le Mouvement du Nid a rencontré 305 femmes et 27 hommes, 157 personnes ont été reçues à leur permanence. Des actions communes de sensibilisation envers les jeunes des deux pays seront prochainement menées par les associations ainsi qu'une enquête sur leurs représentations de la prostitution.

❖ L'Île-de-France, un dynamisme régional (92 - Hauts-de-Seine)

Centre Hubertine Auclert, Paris, 16 novembre et 17 décembre 2010

Le Mouvement du Nid adhère au centre Hubertine Auclert, centre d'information sur les droits des femmes et plateforme de travail en réseau des associations féministes. La délégation a participé à l'étude du centre de relevés des besoins des associations, à la demi-journée de restitution des résultats de l'étude et, dans ce cadre, à l'atelier de réflexion sur les actions en milieu scolaire.

Les délégations des Hauts-de-Seine et de Paris continueront de participer aux groupes de réflexion et aux actions qui vont se mettre en place à partir du centre pour la défense et la promotion des droits des femmes.

Lancement du comité de liaison interassociatif sur les risques prostitutionnels et la prostitution, 13 octobre, 22 novembre 2010.

Les associations l'Amicale du Nid 92, Aux Captifs la libération et la délégation du Mouvement du Nid des Hauts-de-Seine ont proposé à diverses associations concernées par la prostitution de participer à un comité de liaison dont les principaux objectifs seront :

- De réaliser un état des lieux des interventions des associations.
- D'échanger des informations et d'évaluer la situation du terrain, d'échanger sur les nouveaux publics, les nouvelles pratiques prostitutionnelles.
- De coordonner nos actions de terrain en IDF, de concevoir des actions communes concernant la prévention, la formation et l'accompagnement du public et des professionnels.
- De participer à des manifestations sur des thèmes prostitution/violences faites aux femmes.
- De réaliser un rapport annuel par un travail de compilation des études et recherches.
- De représenter une force de propositions vis-à-vis des pouvoirs publics en fonction de nos expertises.

Ce comité de liaison, qui pourra s'enrichir de nouveaux membres, se réunira au moins 3 fois par an et échangera entre ces rencontres via un site internet ou blog, dans le but de produire un rapport annuel rendant compte d'un état des lieux précis et documenté servant de base à l'élaboration de recommandations qui seront présentées aux pouvoirs publics au plan local et régional (voire national).

Différents partenaires ont déjà manifesté leur intérêt pour participer à ce Comité de liaison : Hors la rue, LAO Croix-rouge, Amicale du Nid IDF, Le Refuge, Aux captifs la libération, ANRS-SIJ et le Mouvement du Nid (75, 91, 92, 94).

Le Mouvement du Nid des Hauts-de-Seine fortement impliqué

La délégation de l'Essonne du Mouvement du Nid, dont les bénévoles font des tournées en forêt de Sénart, de Ferrière, de Fontainebleau, constate la

présence en nombre de femmes roumaines ou bulgares turcophones. Certaines sont très jeunes, probablement mineures, d'autres peuvent avoir jusqu'à 60 ans.

Elle souhaite mutualiser les constats et pratiques dans le cadre d'un groupe de travail dédié et constate que des territoires comme la forêt de Fontainebleau sont très peu couverts par les associations ou autres services spécialisés (le Bus des femmes est présent à Fontainebleau).

Nous avons souhaité que la rigueur méthodologique guide le travail du groupe dans le but de proposer un rapport annuel fiable et crédible. Cela nécessitera de prendre le temps de réfléchir et de sélectionner les outils de recueil d'informations et de pratiques les mieux adaptés.

❖ Participation à la commission préfectorale sur les violences du 25 novembre (72 - La Sarthe)

Alors que l'année 2010 est déclarée Grande Cause nationale sur les violences faites aux femmes (dont la prostitution) à notre grand étonnement, ce fait social et sociétal n'a pas été inscrit à l'ordre du jour de cette

commission ; en fin de séance la déléguée départementale a demandé la parole pour annoncer la parution de la brochure réalisée par le Mouvement du Nid-France et sortie à l'occasion de cette Grande Cause. Nous n'osons croire qu'il y ait eu une volonté manifeste de ne pas voir aborder cette facette des violences faites aux femmes, quoi qu'il en soit, nous sommes amenés à faire le constat du peu d'intérêt pour cette problématique et le manque évident de considération à l'égard des personnes qui vivent cette violence au quotidien ! Nous estimons qu'il y a encore un très grand travail à faire de sensibilisation, d'information, au niveau des institutions de notre département, pour que cette problématique soit prise en compte et par la même occasion toutes les actions que nous menons depuis de nombreuses années.

Grande Cause nationale 2010 : La prostitution, une violence réaffirmée !

Exposition de silhouettes sur la place de la Préfecture, chaque participant est allé mettre une rose à une silhouette et des phrases de femmes victimes étaient affichées, nos phrases des personnes prostituées ont été retenues.



Une BD contre la prostitution, ici et en Afrique

Extrait de l'article du journal Ouest-France du samedi 3 juillet 2010

Le Mouvement du Nid qui lutte contre la prostitution et une association camerounaise unissent leurs efforts. Une bande dessinée leur sert de support pour informer.

« À Nantes, on retrouve surtout des femmes en provenance du Nigeria, du Cameroun ou de Roumanie... » Porte-parole du Mouvement du Nid, Anne-Marie Ledebt fait un autre constat : « Les jeunes Nigériennes sont de plus en plus nombreuses à débarquer, le flot ne tarit pas... »

Qui sont ces femmes qui se prostituent dans les rues nantaises, parcourues inlassablement par la quinzaine de bénévoles du Nid ? « Souvent, des personnes d'une trentaine d'années, installées en France, avec un travail précaire. Elles subissent la pression d'un mari ou de la famille pour envoyer de l'argent au pays... »

Sur les sites de rencontres

Constat identique de Florence Hodan, responsable du Mouvement du Nid en Ile-de-France et Georgina Sam, animatrice de l'Association de solidarité du Cameroun.

La Franco-Camerounaise Georgina qui fait la navette entre ses deux pays, voit des jeunes femmes – 20 ans en moyenne – piégées par les sites de rencontres. « Là-bas, les cybercafés explosent. Les filles mettent leurs photos, souvent



De gauche à droite : Anne-Marie Ledebt, présidente à Nantes du Mouvement du Nid et Georgina Sam qui est intervenue au 4^e forum des Droits de l'Homme à Nantes.

dénudées, sur le net. Elles consultent aussi les annonces pour trouver un travail en France ou un mari. » Confrontée à des situations humaines terribles, Georgina a pris le problème de la prostitution à bras-le-corps. Elle a créé l'association Solidarité du Cameroun, tournée en priorité vers les jeunes filles et les familles.

« Nous avons participé à des campagnes d'information, dans plusieurs villes (Douala, Yaoundé...), en essayant chaque fois de sensibiliser les autorités locales. »

❖ Rencontre des sympathisants (68 - Haut-Rhin)

Le 28 novembre, la délégation a organisé une rencontre de ses sympathisants afin de faire mieux connaître le Mouvement du Nid et ses actions, et leur proposer de rejoindre son équipe de bénévoles actifs (militants).

Cette rencontre a eu lieu dans une magnifique salle mise à disposition par notre partenaire Philippe Burgy, curé de la paroisse Sainte Marie.

31 personnes (dont 8 membres de la délégation) issues du monde politique (Arlette Grosskost, députée du Haut-Rhin), de l'État (Danièle Dietrich, déléguée de la mission aux droits des femmes et de l'égalité), d'élèves du 3^{ème} cycle (de l'ISSM et de l'école d'éducateur spécialisé), de représentants d'association : SOS Racisme, Ni Pute Ni Soumise, le Planning Familial, la Maison de la Citoyenneté Mondiale, Espoir, d'éducateurs spécialisés... de la presse (un journaliste de l'Alsace) et de la paroisse étaient présents. Il est à noter un nombre équilibré d'hommes et de femmes parmi les participants.

Tout d'abord, Philippe Gastrein, responsable de la délégation a accueilli les participants en les remerciant.

Danièle Dietrich (DDCSPP) a pris la parole en insistant sur trois points. Tout d'abord, la loi du 9 juillet 2010 qui a pris en compte pour la première fois la prostitution en tant que violence faite aux femmes. Nous sommes à l'aube de nouvelles solutions par l'approche traumatique : victimes, auteurs, enfants. Puis, l'importance du réseau associatif et du partenariat qui existent à Mulhouse dans le cadre de la lutte commune pour la dignité des personnes en travaillant sur nos acquis, sur la loi. Enfin, elle a précisé l'intérêt d'une journée comme celle-ci pour sensibiliser aux problématiques sociétales en tenant compte de la personne dans sa globalité.

S'en est suivie une présentation par Philippe Gastrein et Christine Blec des actions du Mouvement du Nid réalisées dans le Haut-Rhin. Ils ont retracé l'historique de l'association et ont insisté sur les quatre principaux piliers : Spirituel ; Humaniste ; Féministe ; Alter mondialiste.

Après une pause, trois ateliers ont été mis en place :

1. « Mon regard sur la prostitution » animé par Christine Blec et Philippe Gastrein ;

2. « Qu'en dit la presse ? » animé par Cécile Aubry, Karine Batail et Denise Heinrich à partir de différents articles de journaux ;

3. « Mes connaissances » (jeu interactif de prévention) animé par Laurent Schneider et Denis Schwertz ;

Au préalable, il a été demandé aux participants de nommer un rapporteur pour rendre compte de trois points émis dans chaque groupe au travers d'un constat, d'une question et d'une proposition.

Le premier groupe a ainsi résumé l'atelier par le constat : « besoin d'en parler pour mieux comprendre », la question : « à quelles nécessités répondrait la prostitution ? » et la proposition « enquête sur les proxénètes et groupe de parole entre hommes ».

Pour le second groupe, le constat est que la presse privilégie un esprit « narratif sans trace ni violence de réseaux mafieux pour amuser la galerie ». Deux questions ont été posées « comment prendre conscience de la force de ces réseaux ? » et « comment faire pour intervenir/perturber le salon de l'érotisme ? ». La proposition est la suivante : « aller voir les journalistes et organiser des réunions citoyennes ».



Quanto project : Johanna Nock - Austria

4. Des outils au service d'un projet ambitieux

4.1. La revue « Prostitution et Société »

Le Mouvement du Nid publie la seule revue d'information sur le phénomène prostitutionnel en France et dans le monde, à destination du grand public : dossiers, témoignages, points de vue, initiatives, livres, films... La revue accompagne aussi les grands événements de l'association et participe à son rayonnement à travers de grands dossiers thématiques.

Depuis les premiers temps du Mouvement du Nid, l'association a ressenti la nécessité de partager avec le grand public son expérience de la prostitution. « Moissons Nouvelles », la première publication, paraît d'octobre 1951 à janvier 1968.

« Femmes et Mondes » prend alors le relais, intégrant les bouleversements sociaux de la société française en enrichissant sa ligne éditoriale de nouvelles problématiques, venues notamment de la psychologie et de la sociologie.

En 1989, pour mieux souligner l'approche de la prostitution comme fait social, la revue du Mouvement du Nid devient « Prostitution et Société ». L'attention portée aux enjeux de la question prostitutionnelle, du point de vue de l'égalité entre hommes et femmes, de la marchandisation du corps humain... est confirmée en 2003 avec une nouvelle refonte du trimestriel.

Aujourd'hui, « Prostitution et Société » met à l'honneur l'approche pluridisciplinaire du système prostitutionnel : élus, militants, travailleurs sociaux, chercheurs en sociologie, psychologie, histoire sont invités à donner leur point de vue dans chaque nouveau numéro.

Utile aux acteurs sociaux concernés au premier chef par la prostitution, « Prostitution et Société », par la richesse et la diversité des thèmes qu'elle aborde, est également un magazine qui intéressera tous ceux qui s'engagent pour les droits des femmes et la dignité de la personne humaine.

Un point commun entre « Moissons Nouvelles », « Femmes et Monde », et le titre actuel, « Prostitution et Société » ? Depuis le tout premier numéro en 1951, chaque nouvelle parution accueille largement la parole des personnes prostituées en consacrant plusieurs pages à un ou plusieurs témoignages.

« Prostitution et Société » incarne, pour les lecteurs, comme pour celles et ceux qui œuvrent à sa publication, le travail quotidien de femmes et

d'hommes engagés sur de multiples actions au sein des délégations du Mouvement du Nid, et nous croyons tous à la force de l'information, à sa valeur pédagogique dans le processus de changement des pratiques et des mentalités. Il n'est pas question, malgré nos difficultés, que nous abandonnions cet outil.

Nos difficultés sont aujourd'hui bien identifiées : outil d'action, notre revue se doit non seulement d'accompagner les questions de société en temps réel, comme les grands médias, sous peine de se faire dépasser par les moyens infiniment supérieurs de ceux qui militent en France et en Europe pour la professionnalisation de la prostitution, mais aussi, forts de notre expérience, d'anticiper quand il se peut sur les grands débats, les évolutions sociales, les outils de prévention.

En 2010, quatre numéros sont parus, un rythme qui n'a permis, toutefois, qu'un rattrapage insuffisant sur le retard accumulé au fil des années. Ce retard se résorbe progressivement au fur et à mesure que nos équipes se renforcent.

La publication « papier » se double depuis 2009 d'une publication « en ligne » grâce à prostitutionet-societe.fr, le site de la revue. Environ 70 nouveaux articles ont ainsi été publiés cette année en consultation gratuite sur internet. Au delà des faits d'actualité et des débats que nous avons auscultés au fil de 2010, notre production a particulièrement mis à l'honneur le renouveau de l'abolitionnisme et de manière générale, du second souffle donné à la lutte contre les violences faites aux femmes.

➔ Quelques chiffres

En 2010 : 16 620 revues distribuées dont
3 909 du n° 169
4 096 du n° 168
3 950 du n° 167
4 665 du n° 166.



➔ Les numéros parus en 2010

❖ Prostitution et Société n°169 : avr.-juin 2010 La prostitution une violence sans nom Du déni à la dénonciation, la longue marche - vol. 2

La violence du système prostitutionnel demeure tolérée par l'ensemble du corps social pour des raisons culturelles et politiques. Comme auparavant pour le viol, l'inceste ou les violences conjugales, elle est couverte par un profond déni : déni auquel peuvent être contraintes les victimes elles-mêmes pour « tenir », mais aussi déni de la société tout entière, en proie au malaise sur une question révélatrice d'archaïsmes persistants.

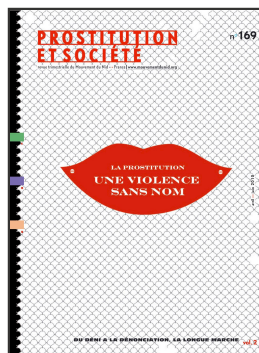
À l'heure où les profits considérables de ce secteur l'ont pleinement intégré au capitalisme, ce déni est mis à profit par les tenants de la reconnaissance de la prostitution comme métier. Certains lobbys, puissants au niveau européen et international, n'envisagent donc qu'un « aménagement » qui prétendrait en gommer les aspects les plus choquants pour mieux maintenir ce système fondé sur l'exploitation et la violence des personnes les plus vulnérables, en majorité des femmes.

Dans le même temps, la dénonciation de cette violence progresse, grâce à un nombre croissant d'associations, notamment féministes. Mais il leur reste difficile de se faire entendre. Relire à ce propos l'histoire de la criminalisation du viol, par exemple, montre utilement les ressorts qui ont permis d'aboutir tout comme les freins qui ont rendu l'entreprise longue et difficile.

Face à l'échec notoire des pays partisans de la dépénalisation du proxénétisme (Allemagne, Pays-Bas...) aujourd'hui confrontés à une expansion du « marché » incontrôlable et inséparable d'un essor de la traite et de la criminalité, nous réaffirmons plus que jamais nos options « abolitionnistes », les seules à même de contrer ces violences, de travailler à plus de justice et d'égalité et d'avancer vers une transformation des rapports hommes/femmes.

❖ Prostitution et Société n°168 : janv.-mars 2010 La prostitution une violence sans nom En lien avec toutes les autres violences - vol. 1

La prostitution constitue une des violences majeures contre les femmes : une violence qui reste à la fois tolérée et occultée. Même si son invisibilité est tenace, protégée par la croyance, aussi commode qu'inepte, voulant que la prostitution soit un moyen



de lutter contre les violences (cliché du « rempart contre les viols »), sa dénonciation progresse. Elle est ainsi clairement intégrée par le Collectif pour la Grande Cause nationale 2010 au nombre des violences faites aux femmes.

Cette avancée, aussi positive qu'elle soit, ne masque pas le chemin restant à parcourir pour lever le silence qui pèse sur la prostitution, maillon manquant d'une chaîne qui compte le viol, les violences conjugales, l'inceste, le harcèlement sexuel, la pornographie ; une survivance d'un droit de cuissage exercé par des hommes, en temps de paix comme en temps de guerre, une arme de domination maintenue sur l'ensemble des femmes.

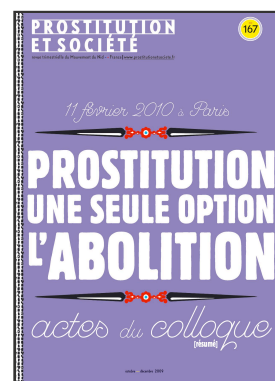
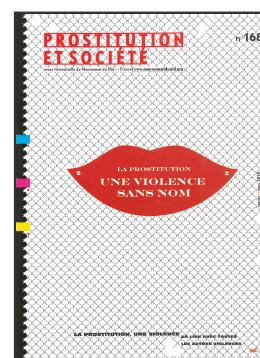
Le système prostitutionnel constitue clairement dans nos sociétés un espace ouvrant droit à l'exercice de la violence. Violence des clients prostitueurs, violence des proxénètes et des réseaux, violence des instances de l'État, violence du regard social, violence de l'activité elle-même. Une survivance archaïque au cœur de nos démocraties.

❖ Prostitution et Société n°167 : oct.-déc. 2009 Prostitution, une seule option l'abolition

Présent auprès de milliers de personnes prostituées dans 33 villes françaises, le Mouvement du Nid-France a réalisé en 2009 une évaluation nationale des politiques publiques en matière de prostitution. S'inscrivant dans le cadre du 60^{ème} anniversaire de la Convention abolitionniste des Nations Unies du 2 décembre 1949, ratifiée par la France en 1960, six colloques décentralisés ont ainsi permis de tirer un bilan des politiques mises en place et de formuler 10 recommandations concrètes pour l'élaboration d'une politique publique abolitionniste.

10 recommandations abolitionnistes (voir notre n° 166) ont été présentées au Palais Bourbon par le Mouvement du Nid et 17 associations partenaires rassemblées en un Front de refus du système prostitutionnel le 11 février 2010, en présence de 200 personnes et 8 députés de différents partis politiques.

Rassemblant au total près de 1 000 participants et plusieurs dizaines d'associations partenaires, ces colloques ont fait émerger l'exigence de cohérence et d'appréhension globale du système prostitutionnel par les pouvoirs publics.



Les grandes tendances dégagées par les colloques se résument de la façon suivante :

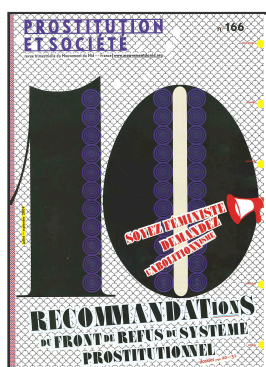
- Supprimer toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées et leur offrir de réelles alternatives quelles que soient leurs origines.
- Renforcer la politique française de lutte contre toutes les formes de proxénétisme.
- Interdire l'achat de tout acte sexuel et sensibiliser les clients-prostituteurs.
- Sensibiliser l'ensemble de la société aux réalités du système prostitutionnel qui porte atteinte à l'égalité entre les femmes et les hommes et place le corps humain dans le champ du marché.

Vous trouverez dans ce numéro spécial de *Prostitution et Société* le résumé des actes du colloque final tenu au Palais Bourbon dans une mise en forme particulière pour la revue. Les actes complets de cette journée ainsi que plusieurs interventions extraites des six colloques décentralisés seront disponibles dans un seul document en septembre 2010.

Nous sommes convaincus que la lecture des présentations de nos intervenants – militants, avocats, écrivains, féministes, policiers, responsables associatifs, médecins, philosophes, journalistes, élus, syndicalistes, psychologues, réalisateurs – permettra de mieux comprendre les enjeux d'une politique publique ambitieuse et cohérente en matière de prostitution.

❖ Prostitution et Société n°166 : juil.-sept. 2009 10 recommandations du Front de refus du système prostitutionnel

Les six colloques nationaux décentralisés et le colloque national organisé en février 2010 au Palais Bourbon à Paris ont permis au



Mouvement du Nid-France et à ses partenaires d'évaluer les politiques publiques françaises en matière de prostitution. Ce numéro de *Prostitution et Société* s'en fait largement l'écho.

Et maintenant ? Pour le Mouvement du Nid-France, l'heure est venue de rassembler, autour des dix mesures qu'il a dégagées, un véritable front de refus de la violence prostitutionnelle.

Il est temps en effet de mettre le corps humain et la sexualité hors du champ du marché et d'en finir, enfin, avec les profondes incohérences qui caractérisent aujourd'hui nos politiques publiques.

Il convient donc de redoubler d'effort afin d'entraîner, dès aujourd'hui, celles et ceux qui interviennent dans la mise en œuvre de ces politiques. Pour cela, un maître mot : les sensibiliser.

- **Sensibiliser** ces acteurs pour voir mises en œuvre les dispositions positives de l'abolitionnisme français : condamnation du proxénétisme, aide à la construction d'alternatives à la prostitution, lutte contre la traite d'êtres humains, prévention de la prostitution...
- **Sensibiliser** pour limiter l'impact des mesures négatives en direction des personnes prostituées – PV de racolage, chasse aux clandestines, impositions – et faire reconnaître la prostitution comme violence faite notamment aux femmes.
- **Sensibiliser** pour qu'enfin soit soulevée la question de la demande et pour que le client-prostituteur devienne objet du débat, que ce soit en tant qu'auteur de violence ou complice du proxénétisme...
- **Sensibiliser** pour que les recommandations du Mouvement du Nid soient prises en compte par les instances compétentes, qu'elles ouvrent la voie à un vrai choix de société porté par un souci éthique.

Pour sa part, le Mouvement du Nid-France va multiplier ses efforts et lancer dans les mois à venir des initiatives de plaidoyer originales. *Prostitution et Société* s'en fera bien évidemment l'écho.

4.2. Les affiches, expositions et brochures

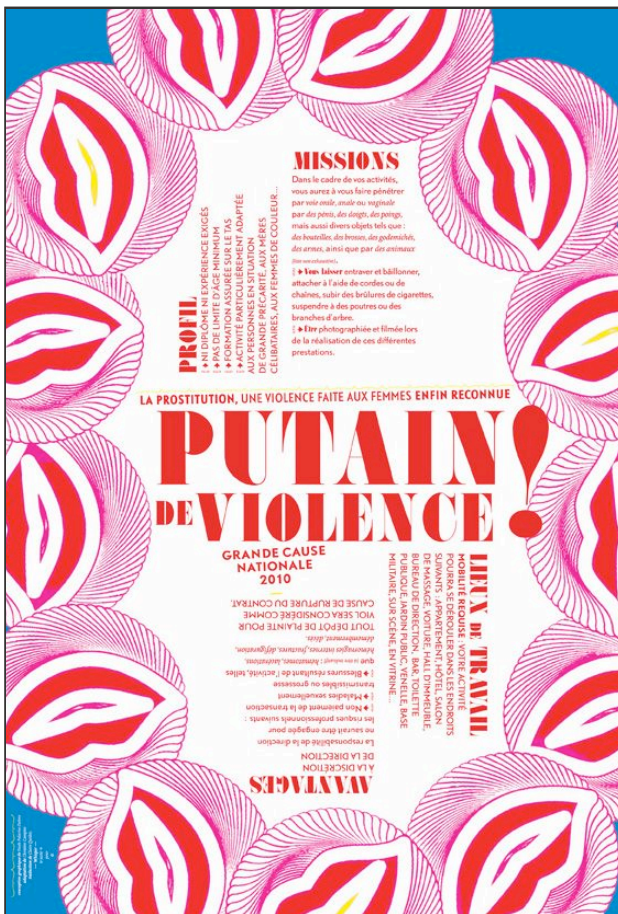
➔ Putain de violence !, affiche sans fard

Le Concours international d'affiches Graphisme dans la rue, qui se tenait en novembre 2010 à Fontenay-sous-Bois, avait pour thème : "Contre les violences faites aux femmes". Il exposait une affiche éclairant crûment une violence sexiste encore rarement représentée : la prostitution... Putain de violence ! est une affiche réalisée par notre collaboratrice, Paule Palacios-Dalens.

Ce concours est organisé depuis 2007 par la *Galeru*, "vitrine d'art contemporain", qui anime le festival Graphisme dans la rue : "des images de

grand format sur les thèmes citoyens affichées dans toute la ville de Fontenay-sous-Bois". Il a donné lieu cette année à une exposition des 36 images sélectionnées dans le hall de l'Hôtel de Ville de Fontenay-sous-Bois et à l'édition d'un catalogue.

Descriptif : L'affiche fait aussi le tapin en déployant tous ses atouts pour attirer le regard. Les bouches entrouvertes au sourire néon et mécanique interpellent le chaland. Promis vous en aurez pour votre argent ! Ronde dansée jusque dans le descriptif des tâches de la prostituée déclinées minutieusement comme dans un contrat type. Le langage est



cru, la typographie élégante. Tout est bien emballé pour – je l’espère – rire jaune à cette parodie plus vraie que nature. Hommage grinçant à toutes ces souffrances inaudibles. Ou mieux encore couronne mortuaire, avec un jour, comme épitaphe “ci-gît la plus vieille exploitation du monde”.

➔ Affiche « Vous êtes client ? »

Le travail entamé en 2004 par le Mouvement du Nid sur les clients de la prostitution a mis au cœur du système prostitutionnel cet acteur souvent oublié. Cette affiche vient compléter le panel d’outils déjà publié par l’association et donner un argument simple et clair pour rappeler l’essentiel.



Elle vise à interpeller l’opinion publique, les clients de la prostitution et toute personne susceptible de devenir un jour ou un autre client de la prostitution. Si je refuse la prostitution pour les miens pourquoi pourrais-je l’accepter pour les autres ?

C’est là un message central qui dans nos discussions avec le grand public permet souvent d’argumenter notre position du refus de la prostitution pour tout être humain.

La symbolique créée par le tatouage appuie le caractère indélébile de cette pensée de beaucoup d’hommes. La mère et la sœur sont souvent les « icônes sacrées » auxquelles il ne faut absolument pas toucher.

Courant 2006, l’idée avait émergé de réaliser en France une vaste campagne de sensibilisation et de responsabilisation des clients de la prostitution. Début 2007, le travail a commencé avec les délégations du Mouvement du Nid pour apporter des idées, des visuels ou des slogans.

L’association a profité des 70 ans de sa fondation pour divulguer un maximum d’affiches. Un rapport de campagne a été publié afin de montrer l’ampleur du travail réalisé par le Mouvement du Nid à cette occasion. L’affiche se veut être un outil d’interpellation du grand public et pas seulement des clients-prostituteurs.

En 2009, le Mouvement du Nid a continué la diffusion de cette affiche. Sur Montpellier, une grande campagne a permis d’interpeller la population. Pour cela, la délégation de l’Hérault a investi plusieurs terrains : les bus de la ville et les panneaux publicitaires.

➔ Ce qui est choquant, ce n’est pas le sexe, c’est l’argent

Un slogan clair et net, pour rappeler l’essentiel.



➔ Les clients en question

Une expo pour lever le tabou sur les clients de la prostitution.

Confinée des siècles durant dans le silence, avec la complicité tacite de la société tout entière, la demande de ces hommes « clients-prostituteurs » commence à peine à faire l’objet de questionnement, à l’heure où l’ampleur des trafics de femmes et d’en-

fants pour l'exploitation sexuelle atteint des proportions sans précédent.

Cette exposition s'insère dans la campagne enclenchée par le Mouvement du Nid depuis 2004, qui vise à identifier les raisons qui font qu'un jour, un homme décide de louer le corps d'une femme, d'un autre homme, d'un enfant...



Une réflexion au service de l'action et de la prévention. « Les clients en question » propose 15 grands panneaux présentant chacun une photographie et quelques phrases.

Les premiers panneaux racontent les interrogations de Pierre, Hugo, Fabrice et d'autres clients de la prostitution. Les autres panneaux offrent en miroir les analyses et les intuitions de personnes prostituées au sujet des clients-prostituteurs.

➔ Le triptyque

Diffusion : 3 400 exemplaires en 2010.

Présenter le Mouvement du Nid n'est pas toujours chose aisée du fait du panel d'actions menées par l'association.

Le triptyque du Mouvement du Nid reprend, un à un, les éléments qui font aujourd'hui la force de l'association en France et dans le Monde.

L'édition de cet outil a pour objectif d'atteindre le grand public, lors de forums d'associations, notamment afin qu'en quelques pages, il comprenne ce que le Mouvement du Nid a à apporter dans la lutte contre la prostitution.

Une partie personnalisable a été prévue au dos du document afin d'y apposer le tampon de la délégation ou des coordonnées personnelles.



4.3. Les livres et les Bandes Dessinées

2010 a été une année fertile pour le Mouvement du Nid-France, qui a développé et partagé ses analyses autour d'un axe privilégié – les causes et les conséquences du système prostitutionnel – et ce tant à destination du grand public qu'auprès de partenaires variés. Ce travail est désormais disponible à travers plusieurs numéros exceptionnels de *Prostitution et Société*, sur les sites internet et plusieurs publications du Mouvement du Nid-France.

➔ Prostitution, une seule option : l'abolition

Diffusion : 506 exemplaires en 2010.

Six colloques en régions, organisés autour de thématiques essentielles pour la compréhension du système prostitutionnel, ont permis des échanges passionnants entre tous les acteurs et actrices impliqué-e-s : personnes prostituées, travailleurs sociaux, professionnels de la justice, de l'éducation, de la santé... et "simples" citoyens !

Le 11 février 2010, au Palais-Bourbon, le colloque de conclusion « Politiques publiques et prostitution : construire un avenir pour l'abolitionnisme ! » a permis de réunir et relayer les acquis exprimés tout au long des colloques en province. Plus de 200 partici-

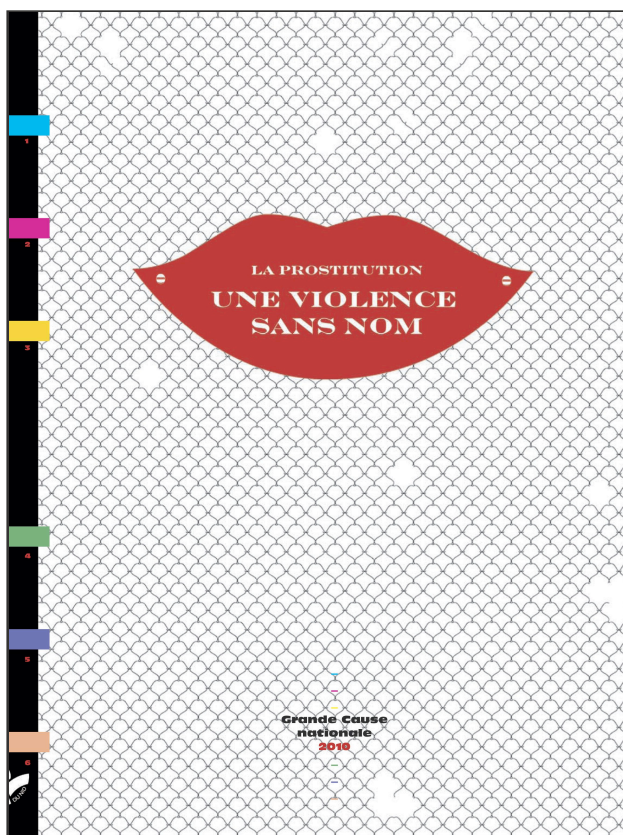
pant-e-s issu-e-s de l'ensemble du mouvement social ont participé le 11 février 2010 à ce colloque final, organisé par le Mouvement du Nid avec l'engagement de dix-sept associations. Une volonté commune : proposer des alternatives aux politiques publiques existantes et en terminer avec la criminalisation des personnes prostituées.

Pour donner un aperçu de l'ensemble des colloques, nous avons publié en 2010 « Prostitution, une seule option : l'abolition ! Actes des colloques de 2009-2010 », qui rassemble des interventions prononcées au cours des six colloques régionaux et lors du colloque final du 11 février 2010.



➔ Un document choc : Prostitution une violence sans nom

Diffusion : 3 800 exemplaires en 2010.



Engagé auprès de milliers de personnes prostituées dans 32 villes françaises, les militants du Mouvement du Nid constatent jour après jour l'étendue des violences dont elles sont victimes. Viols, agressions, brutalités commises par les « clients » prostitués et les proxénètes, répression et brimades de la police et des pouvoirs publics, insultes des passants... sans oublier la première violence du système prostitueur, qui est d'exposer ses victimes à la répétition de rapports sexuels contraints.

Le Mouvement du Nid-France publie « Prostitution, une violence sans nom », pour faire connaître l'étendue de la violence produite par le système prostitueur et montrer comment cette violence est imbriquée dans l'ensemble des violences faites aux femmes. Ces violences sont aujourd'hui une réalité de plus en plus combattue, même si beaucoup reste à faire. À l'inverse, la prostitution a la particularité d'être largement tolérée, justifiée, voire promue avec complaisance. Nous tenons avec ce document à mettre un nom sur cette violence, l'exposer en plein jour.

Nourri du travail de terrain réalisé par le Mouvement du Nid-France auprès des milliers de personnes prostituées, Prostitution, une violence sans nom donne aussi la parole à des acteurs sociaux

engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes, pour relayer leur expérience, leurs actions et les obstacles qu'ils rencontrent. Véritable travail d'investigation, Une violence sans nom révèle les résultats de dizaines d'enquêtes internationales menées dans le quotidien des personnes prostituées.

C'est l'occasion d'un état des lieux complet des différentes formes de violences rencontrées dans le système prostitutionnel et d'une réflexion sur leur ancrage au sein de toutes les violences sexistes. Outil pratique et tourné vers l'action, il propose des pistes pour agir dès aujourd'hui, et offre un argumentaire qui démolit quelques idées fausses encore trop répandues...

➔ Filles et garçons construire l'égalité

Banalisation de la pornographie, « troc sexuel » et conduites pré-prostitutionnelles, insultes, violences sexuelles... Nombreux sont les acteurs sociaux qui dénoncent une dégradation des relations filles-garçons.

Engagé dans une démarche de prévention des conduites à risque et notamment de la prostitution, le Mouvement du Nid a été naturellement amené à travailler sur le sexisme et les rapports inégalitaires. Son enquête sur les clients des personnes prostituées a contribué à montrer que les démarches de prévention ne peuvent plus désormais omettre d'interroger les modes de socialisation des filles et des garçons.

Il nous a semblé utile – et urgent – de proposer une réflexion sur les rôles sexués et les représentations qui continuent de modeler les garçons et les filles dans le but d'interroger les stéréotypes et de prévenir les actes et les violences sexistes. Ce guide propose ainsi un repérage de situations sexistes au quotidien mais aussi un panorama d'actions de prévention, assorti de la présentation d'outils originaux.

Pour nous, il ne s'agit aucunement d'annuler la différence des sexes mais bien de travailler à plus d'égalité. Intervenir face aux situations sexistes, sortir de l'indifférence ou de la résignation, relève de l'engagement citoyen. Cette préoccupation doit désormais être celle de l'État, des villes, des élus, des enseignant-e-s, des parents, des centres de loisirs, des services jeunesse, des associations... Un grand projet pédagogique est à construire, qui ne s'arrête pas aux portes de l'école.

Les jeunes eux-mêmes montrent pour beaucoup d'entre eux un vrai désir d'égalité, un désir d'inven-



ter des relations neuves qui prennent en compte leurs différences.

L'égalité entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons, est une exigence de la démocratie. Elle ne sera réalisée qu'avec le concours des hommes qui ont eux aussi tout à gagner à des normes moins contraignantes et des relations plus égalitaires.

➔ Les clients de la prostitution, l'enquête

Diffusion : 95 exemplaires.

Qui sont ces hommes qui paient pour le sexe ? Que pensent-ils ? Pour la première fois, les clients de la prostitution prennent la parole. Et leurs discours, auxquels répondent ici des personnes prostituées, sont un mélange de fantasmes, de peur et d'ignorance des femmes, de malaise et de contradictions.

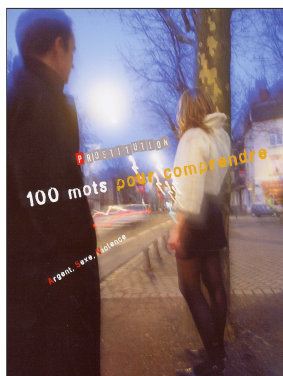
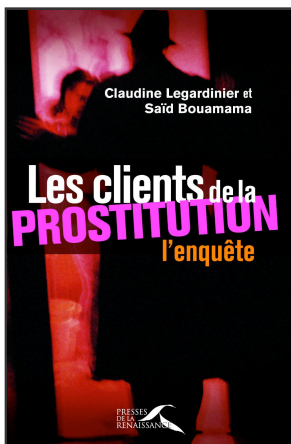
Partant des résultats de la première enquête d'opinion sur les clients de la prostitution, parue en 2004, Claudine Legardinier, journaliste et Saïd Bouamama, sociologue, dénoncent la complaisance qui entoure ces comportements traditionnellement masculins. Ils rompent ainsi le silence qui a toujours pesé sur les pratiques des clients-prostituteurs pour interroger leur responsabilité dans la montée de la traite des êtres humains, du tourisme sexuel et des violences contre les femmes, mais aussi dans le maintien de l'inégalité entre les sexes.

État des lieux implacable et salutaire, cette enquête remet en cause nos modèles éducatifs et soulève des questions politiques majeures dans une Europe qui légalise la prostitution et le proxénétisme pour le plus grand profit des États et de l'industrie du sexe.

➔ Prostitution : 100 mots pour comprendre

Amour, Argent, Armée, Asie, Bar à hôtesse... Cinéma, Choix, Développement, Dignité, Drogue... Impôts, Inceste, Internet... Mineurs, Mondialisation, ONU, Ordre public... Parité, Pauvreté, Pays-Bas...

« 100 mots pour comprendre » adopte une dis-



position originale et facile à lire. Conçu comme un abécédaire, il aborde la prostitution par le biais d'une centaine d'entrées réparties sur 72 pages éclairées de nombreuses photographies.

Les textes sont signés par la journaliste Claudine Legardinier, spécialiste de ces questions et auteure de deux ouvrages de référence : « La prostitution » et « Les trafics du sexe ». Des extraits de témoignages de personnes prostituées donnent toute leur signification aux analyses entreprises.

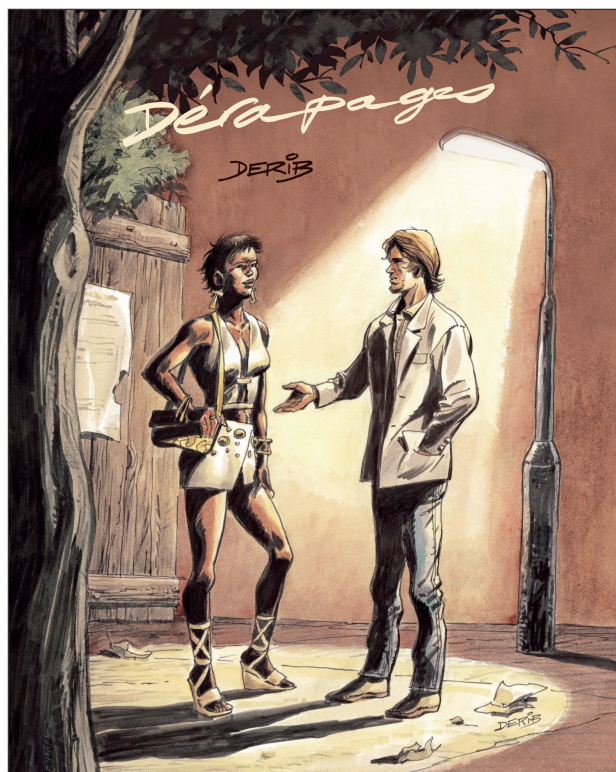
Marc Helleboid, photographe professionnel, a livré de nombreux clichés éclairants et pudiques. Enfin, « 100 mots pour comprendre » bénéficie d'une bibliographie, d'une filmographie, d'un index et d'un recueil des textes législatifs de référence.

➔ La Bande Dessinée *Dérapages*

Après « Pour toi Sandra », le Mouvement du Nid et le dessinateur DERIB se lancent dans un nouveau projet de Bande Dessinée : *Dérapages*.

Le Mouvement du Nid a avancé dans son projet de prévention de la prostitution avec la Bande Dessinée « Pour toi Sandra ». Cet outil a permis de débattre avec 300 000 jeunes.

Fort de ce succès, le Mouvement du Nid a décidé de poursuivre son travail de prévention afin d'éviter que nos enfants deviennent un jour clients de la prostitution et pour leur offrir la possibilité d'aborder la sexualité de manière positive.



Les jeunes sont confrontés dès leur plus jeune âge à des images de la sexualité largement liées à la pornographie et à la prostitution.

Il est nécessaire de leur procurer un outil qui pose autrement la question de la sexualité : la Bande Dessinée *Dérapages* sera un support de cette démarche. La Bande Dessinée ouvrira le dialogue avec les jeunes sur des questions essentielles, le respect de la vie, de l'amour, du corps. Elle donnera l'occasion aux jeunes de parler de la prostitution, des questions qu'elle soulève au plan de la sexualité, des relations garçons/filles, de l'éthique...

Élément d'un pari sur l'avenir, la Bande Dessinée se veut une contribution aux changements durables des comportements face à la prostitution sous toutes ses formes. Elle devra rendre les jeunes acteurs d'un avenir qui les engage dans une démarche de respect mutuel.

Outil d'éducation et de prévention, la Bande Dessinée atteindra autant les filles que les garçons et leur permettra de réfléchir autour des questions dont ils veulent débattre.

➔ Pour toi Sandra

Réédité à 10 000 exemplaires en 2011

L'objectif était délicat : tout en informant sur un sujet grave, qui reste tabou, écrire une « bonne » Bande Dessinée, offrant une histoire actuelle, pleine de suspens, portée par des personnages marquants.



DERIB a relevé le défi. Après « Jo », Bande Dessinée destinée à informer sur la prévention du sida, « Pour toi Sandra » donne vie à une adolescente traquée par un réseau de prostitution.

« Pour toi Sandra » : un succès mérité

En 1997, un an seulement après la sortie de « Pour toi Sandra », la Bande Dessinée est déjà diffusée à plus de 140 000 exemplaires, ce qui en fait un succès d'édition incontestable : elle compte parmi les 10 Bandes Dessinées les plus demandées cette année-là.

Dans ce même laps de temps, plus de 120 articles de presse et une vingtaine d'émissions de radio et de télévision ont salué la qualité de « Pour toi Sandra ».

Aujourd'hui « Pour toi Sandra » a servi de matériau à des dizaines d'actions de prévention et d'information auprès de la jeunesse.

❖ Le secret du Manguier ou la jeunesse volée (92 - Hauts-de-Seine)

Promotion de l'égalité hommes/femmes pour la prévention de l'exploitation sexuelle par la prostitution et la traite entre le Cameroun et la France.

Rappel des objectifs spécifiques

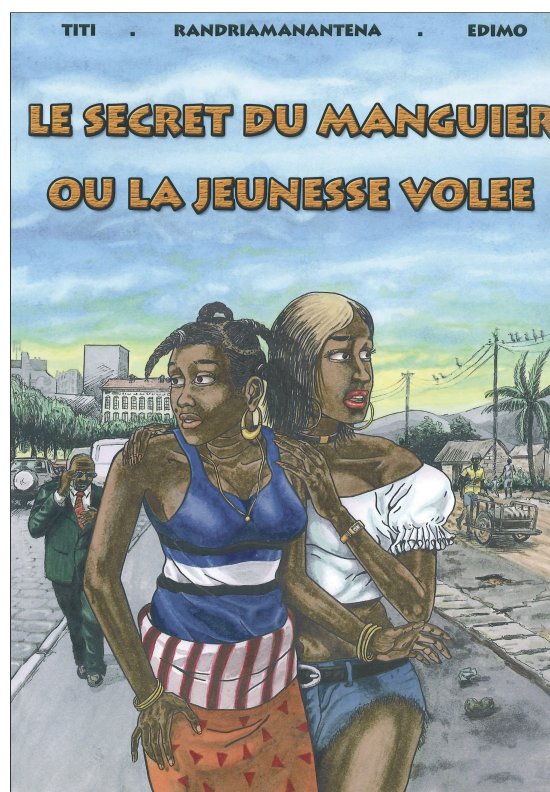
1. Favoriser le travail en réseau d'acteurs locaux au Cameroun intervenant auprès des jeunes et des communautés locales.
2. Impliquer les jeunes dans la promotion de relations filles/garçons égalitaires et respectueuses.
3. Sensibiliser l'opinion publique.
4. Favoriser l'implication des médias dans un traitement éthique de l'image de la femme et des situations de violences sexistes et prostitutionnelles.
5. Plaidoyer en direction des politiques locales.

Activités réalisées en 2010 :

- Proposition d'ateliers BD pour des jeunes ;
- Alimentation du site Internet ;
- Préparation du guide pour les journalistes ;
- Activation de contacts avec la Côte d'Ivoire ;
- Refonte du dossier de financement ;
- Recherche de nouveaux partenaires en France parmi les associations de migrants.

Un travail est en cours avec le Ministère des Affaires étrangères pour diffuser cette BD dans les pays où la traite est présente.

Des partenariats, avec des Associations africaines ont été développés.



4.4. Les films et les outils interactifs

➔ Paroles d'hommes sur la prostitution

« *Payer pour baiser, ça me fait pas bander* » : au-delà de l'apparente simplicité du constat, c'est à un véritable engagement à repenser les rapports de pouvoir encore à l'œuvre dans la sexualité masculine que nous invitent les hommes qui ont réalisé ces deux vidéos salutaires...

L'association féministe belge Le Monde Selon les Femmes a eu l'idée de réunir des alliés hommes pro-féministes en deux ateliers "Stop à la prostitution", l'un à Bruxelles, l'autre à Buenos Aires. Leur mission ? Faire entendre une parole d'homme sur la prostitution : car qui peut, mieux qu'eux, dénoncer les stéréotypes et les injonctions sexistes qui ont pesé sur la construction de leur sexualité ? Le résultat : des déclarations qui appellent un chat, un chat, et une sexualité libre, un idéal à portée de main !



Lien : <http://enquelquesorte.blogspot.com/2011/01/des-hommes-disent-stop-la-prostitution.html>

➔ Film « Pas à vendre »

« *Not for Sale/Pas à vendre* » est un documentaire réalisé par Marie Vermeiren, sous le parrainage du Lobby Européen des Femmes (LEF) et de la Coalition contre le trafic des Femmes (CATW). Présenté le 29 novembre 2006 au Parlement européen, à l'ouverture de la campagne "16 Journées d'actions contre la violence envers les femmes", il est aujourd'hui disponible sur Internet.



Marie Vermeiren a imprimé à ce tour d'horizon du système prostitutionnel en vingt minutes un rythme trépidant et beaucoup de rigueur. Des informations recueillies par des chercheurs comme Richard Poulin ou Yolande Geadah introduisent les argumentaires développés par plusieurs " survivantes",

ex-prostituées aujourd'hui engagées dans la lutte contre le système prostitutionnel. Des personnalités issues du féminisme ou de l'engagement politique et social apportent également un point de vue lumineux au débat.

Marie Vermeiren privilégie ensuite la parole de nombreuses femmes ayant été prostituées et devenues aujourd'hui militantes ou salariées du secteur social ou associatif. Leur discours témoigne d'une profonde compréhension du système prostitutionnel, dont elles dévoilent les aspects les plus tabous, comme la violence inhérente qui le caractérise, et le rôle des "clients", ces hommes « qui payent pour faire ce qu'ils veulent à la marchandise » et qui se sentent dans leur droit, puisqu'ils ont payé, ainsi que résume Vednita Cartner, " survivante".

Percutant et pertinent, "Pas à vendre", en donnant enfin la parole à des personnes elles-mêmes issues du système prostitutionnel, offre un regard lucide très précieux.

Lien : <http://enquelquesorte.blogspot.com/2011/01/not-for-salepas-vendre-film-de-marie.html>

➔ Les clients

Cet outil est un complément au panel des écrits et des expositions réalisés à la suite de l'enquête menée par le Mouvement du Nid sur les clients de la prostitution.

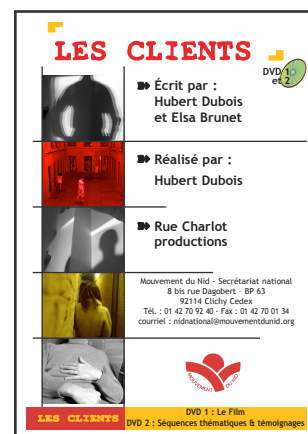
Hubert Dubois, appuyé par le Mouvement du Nid, s'est emparé du sujet et a réalisé ce reportage de 52 minutes mettant en avant la parole des clients-prostituteurs face à celle des personnes prostituées.

Ce double DVD a pour objectif de donner aux délégations du Mouvement du Nid un outil vidéo performant sur les clients de la prostitution. Un dossier pédagogique accompagne le double DVD.

Il donne des pistes de réflexion et propose des questions permettant d'entamer le débat. La reprise du sujet du film a pour but d'être un guide dans l'action de prévention ou de formation pour reprendre plus facilement ce qu'expriment les différents acteurs du film.

➔ L'Espace jeunes de mouvementdunid.org

Objectif : proposer à un public d'adolescents et de jeunes adultes de réfléchir sur leurs propres repré-



sentations de la prostitution, avec un outil convivial et moderne.

Support : Internet et CD Rom.

Contenu : Trois jeux interactifs qui posent des questions et offrent au fur et à mesure une réponse à chaque question posée.

Ce jeu a été intégré dans le site « mouvementdu-nid.org » sous le chapitre « Pages jeunes ». Les délégations qui le souhaitent peuvent acquérir une version haute définition sur CD Rom. Cela permet de travailler sans connexion Internet, ainsi que sur vidéo projecteur, avec des groupes.

Dans ce cas, l'animateur assure les manipulations. Comme les questions sont sous forme de questions à choix multiples, les participants peuvent être sollicités pour donner leur choix, par exemple en levant la main.

L'animateur peut comptabiliser les réponses et faire tourner la parole en proposant l'expression de différents points de vue.

Enfin il peut en validant un choix (par exemple, celui le plus partagé) valider la case choisie et vérifier avec le groupe si la réponse est la bonne. De nombreuses utilisations sont possibles.

4.5. Théâtre « Au bout de la nuit »

L'adaptation théâtrale du livre de Nicole Castioni, « Le soleil au bout de la nuit » (édité chez Albin Michel) par Annette Lowcay s'inscrit complètement dans la prévention de la prostitution. C'est pourquoi le Mouvement du Nid a choisi d'être partenaire du projet et d'aider à la diffusion de cette pièce de théâtre à travers la France.

- Le sujet

Nicole raconte son histoire : comme toutes les petites filles, elle rêve du grand amour, du prince charmant et d'un bébé. Son environnement social et familial lui présage un avenir tranquille. Mais un jour, un intrus lui vole son innocence et sa jeunesse. Puis, à vingt ans, un amour passionnel l'entraîne dans le double enfer de la drogue et de la prostitution. Deux ans de trottoir, rue Saint-Denis à Paris, et deux overdoses la poussent au pied du mur, où en quelques instants, elle rassemble tout son courage pour fuir. Il lui faut des années pour se reconstruire, mais grâce à sa rage de vivre, elle devient juge et députée du Parlement de Genève. Pour tous ceux qui, comme elle, ont touché le fond, Nicole Castioni, aujourd'hui mariée et mère de deux enfants, continue à se battre.

- Pour qui ?

« Au bout de la nuit... » est un spectacle « *tout public* », il est joué devant un public de jeunes lycéens, étudiants.

« *Comment faire pour que ce qui m'est arrivé n'arrive pas à d'autres ?* » écrit Nicole Castioni.

« *Pour moi le cauchemar est terminé. C'est pour l'épargner aux autres que je suis, comme on dit « entrée en politique ». Raconter mon histoire fait partie de mon projet. N'y aurait-il qu'une seule jeune fille, qu'un seul enfant, qui, après avoir entendu mon histoire, trouverait le courage de crier à son tour,*



j'aurais atteint mon objectif. « Car une jeunesse volée n'est pas une vie perdue. »... et une sortie des mondes de la drogue ou de la prostitution est possible.

De la drogue douce à la drogue dure, de la drogue dure à la prostitution, il n'y a qu'un pas. Nécessité oblige. Sans oublier, la prostitution « occasionnelle » ou « juste pour l'argent de poche » plus répandue qu'on ne peut l'imaginer.

La prostitution, problème spécifique à priori, nous concerne pourtant, car elle renvoie aux questions : qui est le client-prostituteur ? et quel est vraiment son besoin ?... mais aussi aux problématiques beaucoup plus larges : la relation homme/femme, l'image de la femme, la parité des sexes, l'éducation de nos fils (clients-prostituteurs potentiels). Nous ne pouvons qu'être tous interpellés par ces sujets.

« Au bout de la nuit... » est un appel à réagir, à ouvrir notre intelligence sur les idées fausses largement véhiculées par les médias ; à casser le mythe fantasmagorique de la prostituée, à ouvrir nos yeux sur la réalité du système.

C'est aussi un appel à rebondir face à nos souffrances, à prendre nos blessures comme des tremplins.

➔ Quelques chiffres

Les représentations en 2010 : à Lorient, Paris, Essonne, Clichy, Nanterre.

En tout ce sont plus de 10 représentations qui ont eu lieu en 2010 sur le territoire. Plusieurs sont déjà prévues pour 2011 à Marseille, Toulon, Montpellier et Nîmes.

❖ Un bon outil d'information et de prévention (91 - Essonne)

La pièce de théâtre « Au bout de la nuit » est un bon outil d'information et de prévention sur la prostitution (piège des proxénètes, addiction à la drogue...). Suite aux représentations en Essonne en

2007, 2008 et 2009, le groupe départemental « lutte contre la prostitution » a décidé de renouveler l'animation en 2010, en collaboration avec la ville et les lycées de Massy.

Les séances des 8 et 9 novembre 2010 ont été un succès. Huit classes de lycéens ont assisté à la pièce, soit 240 élèves, et participé au débat avec la troupe de théâtre et des bénévoles du Mouvement du Nid. Chaque jeune a reçu une bande dessinée « Pour toi Sandra » ou « Dérapages ».

Dans le mois qui a suivi les représentations, une reprise a été effectuée en classe, avec les enseignants impliqués dans le projet, des intervenants du Mouvement du Nid et de trois autres associations de prévention qui interviennent à Massy. La synthèse des évaluations établies avec les lycéens montre qu'ils ont découvert de nombreux aspects de la prostitution, et pris conscience des risques qui lui sont liés.



Des lycéens abasourdis par une pièce de théâtre - Caen Article du journal Ouest-France du mercredi 17 mars 2010

Les lumières s'éteignent. Fin du spectacle. Les 120 lycéens des lycées Sainte-Ursule et Notre-Dame-de-Fidélité sont scotchés à leurs sièges. L'interprétation par Annette Lowcay, de la pièce tirée du livre *Au bout de la nuit* de Nicole Castioni, les a émus et troublés. La compagnie Tic-tac & Co, a mis en scène l'histoire vraie de M. Castioni, tombée dans l'enfer de la drogue, de la prostitution. Aujourd'hui, elle est juge et députée au parlement de Genève en Suisse.

Avant d'assister à ce spectacle les adhérents de l'association Le Nid, ont présenté aux élèves les actions menées par l'association auprès des prostituées. Devenus professionnels dans le secteur sanitaire, ces élèves pourront être amenés à rencontrer ces personnes. « *Nous avons joué cette pièce devant l'auteur du livre, exprimé sa vie devant elle. Cela a été très perturbant, pour moi et pour l'auteur* » rajoute l'actrice.



Cécile et Claire, en terminale, ont été « *subjuguées par ce que nous venons de voir. Par rapport à nos futurs métiers, cela nous renforce d'aider les autres et nous donne aussi envie de faire du bénévolat* ».

La compagnie Tic-tac & Co, jouera à trois reprises ce spectacle, dans l'amphi du lycée Sainte-

Ursule et notamment lundi soir en présence des parents.

Informations. Théâtre au 03 20 98 10 64. Site internet : www.auboutdelanuit.org Par ailleurs, le lycée organise des portes ouvertes vendredi 19 mars de 17 h 30 à 20 h.

4.6. Internet

2010 marque pour le Mouvement du Nid le renforcement de sa présence sur internet et une plus grande aisance dans son utilisation de ce media. L'association a veillé au développement de ses deux sites, mouvementdunid.org, sa « vitrine », et prostitutionetsociete.fr, le site de sa revue, *Prostitution et Société*.

➔ www.mouvementdunid.org : le chant du cygne



9 000 visites par mois. Des pointes de fréquentation ont été constatées, approchant le millier de visiteurs quotidiens, en fonction de l'actualité, par exemple le débat de la réouverture des maisons closes ou « l'affaire » Ribéry... Ces chiffres encourageants montrent l'intérêt qui est porté au Mouvement du Nid. Malgré tout l'association ne se satisfait pas de ce résultat. Nous prévoyons pour 2011 la sortie d'une nouvelle version de notre site pour mieux rendre justice à l'intense activité menée dans les délégations et valoriser les productions de l'association.

➔ www.prostitutionetsociete.fr : 2010, une année d'épanouissement

Le site de notre revue trimestrielle, *Prostitution et Société*, ayant vu le jour à l'été 2009, il y a peu de sens à comparer le volume des visites d'une année sur l'autre : il a plus que doublé entre décembre 2009 et décembre 2010.

En 2010, prostitutionetsociete.fr a reçu plus de 135 000 visites, soit environ 11 000 par mois.

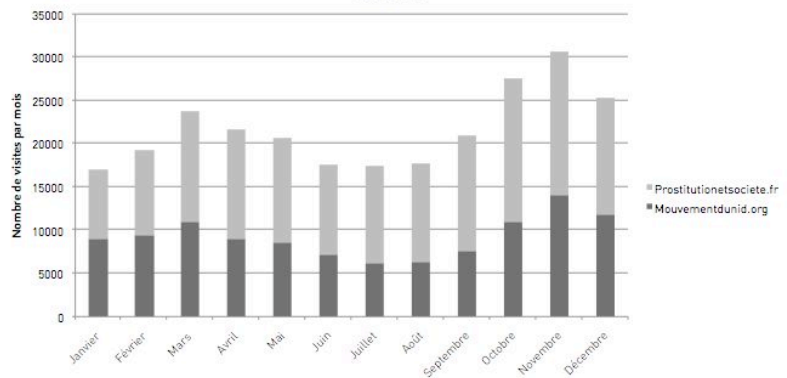
« Prostitution et Société », la revue trimestrielle du Mouvement du Nid-France, a su trouver des lecteurs sur Internet : le site, conçu dans un style résolument moderne, porte un projet abolitionniste renouvelé et offre des informations et analyses féministes, solidaires, éthiques, humanistes.

Nous sommes fiers de constater que la rubrique « Témoignages » reçoit à elle seule un cinquième de nos visiteurs, le recueil et la diffusion des témoignages des personnes prostituées étant un aspect essentiel et précieux de notre action. La rubrique « éclairages », qui rassemble des analyses de fond très précises, est la seule à l'égaliser en terme de fréquentation... C'est donc déjà un premier élément du pari réussi : faire entendre le plus possible la parole des personnes prostituées et réussir à partager des analyses parfois complexes...

Nos visiteurs sont aussi attentifs au traitement original de l'actualité que nous leur apportons, aux réflexions sur les politiques publiques en France et dans le monde, et même aux critiques de films que nous leur conseillons... C'est donc un contenu varié et exigeant que porte notre site prostitutionetsociete.fr, qui compte sur le sens critique de ses lecteurs et lectrices, et a accueilli en 2010 deux nouvelles plumes féministes et abolitionnistes, l'un venu du journalisme professionnel et l'autre du mouvement social.

[Prostitutionetsociete.fr](http://prostitutionetsociete.fr) est régulièrement cité, au fil de l'actualité, par des sites d'information de référence et notamment par les sites des grands titres de la presse nationale. Nous sommes également heureux de voir de nombreux sites personnels ou associatifs, qui militent dans des domaines proches des nôtres, reprendre volontiers les articles que nous publions sur prostitutionetsociete.fr.

Évolution des visites sur les sites internet du Mouvement du Nid en 2010



Une augmentation des visites de 25 % par rapport à l'année précédente.

2009 : 88 000 visites à l'année soit environ 7 300 visites par mois.

2010 : 110 000 visites à l'année soit environ 9 000 visites par mois.

Créé en 2005, ce site a pour vocation d'être la vitrine des actions menées par l'association.

Il présente notamment l'ensemble des projets de l'association sur le plan national et local. En 2010, le site a régulièrement atteint les



5. Revue de presse

La parole des militants prend toute sa dimension dans la volonté d'agir envers notre société. Cette revue de presse met en avant quelques articles, parmi des centaines, publiées au niveau local et national, dans la presse écrite et sur internet.



« Notre but est de réinsérer les prostituées »

Dans le cadre de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, l'association le Nid présente une exposition pour évoquer la prostitution.

Ouest France - Caen
25.11.10

Entretien

Françoise Le Brizaut, déléguée départementale du Nid, association qui vient en aide aux prostituées.

Quelles ont été les évolutions concernant la prostitution à Caen ?

Avant les années 2000, c'était surtout des personnes prostituées françaises. Beaucoup venaient avec le dernier train arrivant de Paris et repartaient avec le premier du matin. Depuis, nous rencontrons beaucoup d'étrangères. La plupart ont un endroit où loger même si nous ne savons pas où.

Ces femmes font-elles partie de réseaux de proxénétisme ?

Elles vous diront toutes qu'elles sont seules... La réalité est différente. Pour les filles qui viennent de l'Est, il y a une surveillance. Concernant les Africaines, c'est un peu dilué. Il y a les hommes qui vont les chercher dans leur pays, ceux qui fournissent des faux papiers ou encore ceux qui s'occupent du transport.

Qu'en est-il de la prostitution étudiante ?

Nous n'avons pas eu de contacts ici mais je serais très étonnée qu'elle n'existe pas. Ce n'est pas facile pour nous d'entrer à l'université mais on va essayer d'organiser une réunion d'informations.

Quel est le rôle de votre association ?

Nous allons à la rencontre des personnes prostituées. Notre but est de les réinsérer dans la société. En fait, on sert de relais, on les oriente vers les bons organismes suivant leurs besoins : santé, papiers, cours d'alphabétisation, etc.



La mouvement du Nid est arrivé à Caen en 1993. Neuf bénévoles en font partie et aident les prostituées.

Quel est le but de l'exposition « Clients de la prostitution » ?

Nous voulons faire sortir le client du silence. Il n'est jamais inquiété au niveau légal et nous souhaitons le responsabiliser. L'exposition se présente avec des panneaux affichant chacun une photo symbolique et un témoignage de client ou de prostituée.

Pour vous, quelle est la solution à ce problème de société ?

La position du Nid est l'abolition. Alors bien sûr, dire « il faut construire un monde sans prostitution » sonne

utopique, mais c'était probablement pareil pour l'esclavage. Il y a un énorme travail d'éducation à faire puisque des phrases comme « c'est le plus vieux métier du monde » sont bien ancrées dans les mentalités. C'est tout une évolution des relations entre les hommes et les femmes qui est nécessaire. Nous sommes d'incorrigibles naïfs, nous croyons en la personne humaine.

Quelle est la position politique française ?

Il existe un lobby pour réglementer la

prostitution comme cela s'est fait aux Pays-Bas. Sauf que ce n'est pas la solution et qu'ils sont en train de faire machine arrière.

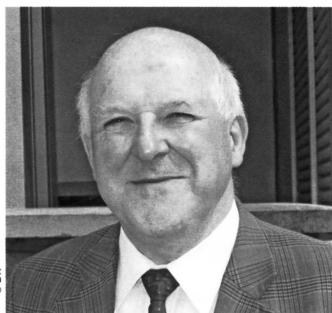
Jeudi 25 novembre, de 10 h à 19 h, exposition « Clients de la prostitution », maison des associations, 7 bis, rue Neuve-Bourg-l'Abbé.

Propos recueillis par
Nicolas LOISEL.

Entretien avec Bernard Lemette, président du Mouvement du Nid

Jeunes et prostitution : se former pour accompagner

Pour le Mouvement du Nid, les travailleurs sociaux confrontés à des jeunes prostitués doivent se former pour appréhender la pratique prostitutionnelle dans sa complexité et travailler en partenariat avec les associations spécialisées.



© DR

Un certain nombre d'éléments alertent le Mouvement du Nid qui anime des journées de prévention dans les collèges et les lycées. Quels sont-ils ?

Dans le Nord-Pas-de-Calais, où j'interviens, j'observe le regard complètement faussé et dévalorisant que les garçons portent sur les filles. Dans un lycée, trois garçons se sont vanté d'être des clients de la prostitution. L'un d'eux a dit avoir arrêté, ses camarades lui ont demandé s'il avait rencontré une petite amie. « Non, a-t-il répondu, je n'ai pas de copine car toutes les filles sont des salopes. » Cette insulte revient régulièrement dans la bouche des garçons. La prostitution est, de temps à autre, l'aboutissement de regards et de discours dévalorisants. Dans ce lycée, nous avons mis en place un groupe de travail pendant quelques semaines afin de permettre aux jeunes de

s'exprimer et de réfléchir sur l'estime de soi : « Si vous avez ce regard sur les femmes, quel regard avez-vous sur vous-même ? » Les garçons qui se présentent comme des clients ont en commun une situation familiale difficile (le père ou les deux parents au chômage), ils traînent à droite et à gauche et ils s'ennuient. Par ailleurs, nous rencontrons aujourd'hui des jeunes filles qui, piégées par des garçons de leur âge, se prostituent en Belgique. C'est alarmant, le procureur de la République partage notre inquiétude, notamment par rapport au volume d'argent échangé.

Vous avez récemment soutenu une jeune fille de vingt-deux ans lors du procès de son proxénète, un garçon du même âge.

Ce jeune homme était proxénète dès l'âge de dix-huit ans. Le jour du procès, nous n'étions que deux militants de l'association et son avocat à entourer la jeune fille, alors que la salle d'audience du tribunal correctionnel était bondée de supporters du jeune homme. La prostitution est banalisée, le proxénétisme valorisé et la femme considérée comme une marchandise. Le jeune proxénète a écopé d'une peine de prison de quatre ans, mais les lieux de prostitution belges n'ont pas été inquiétés. Faute de politique cohérente en Belgique, le terrain européen est favorable à la

prostitution, autorisée en Allemagne, aux Pays-bas... Les collégiens et les lycéens minimisent d'ailleurs sa gravité en disant : « Mais puisque la Belgique l'autorise... »

Qui sont les jeunes en danger de prostitution ?

Il s'agit de jeunes avec une fragilité, une histoire lourde : violences sexuelles, carences affectives et éducatives, mésestime de soi, dépendance affective, faible sentiment d'efficacité personnelle... Ces données associées à des facteurs familiaux, socio-économiques, environnementaux... et à la rencontre avec une personne manipulatrice peuvent les mettre en danger. Des difficultés spécifiques (errance, mineurs isolés...) accentuent ce risque. La pratique prostitutionnelle est complexe et ne se limite pas au jeune, elle englobe le client et le proxénète. Si la prostitution des jeunes a toujours existé, aujourd'hui, de nouvelles données sont apparues : course folle à l'argent, images pornographiques facilement accessibles via Internet. Nous, acteurs de la prévention, devons aller à la rencontre des jeunes pour leur donner des outils de compréhension du phénomène.

Comment les travailleurs sociaux peuvent-ils repérer les jeunes en danger de prostitution et ceux qui se prostituent ?

Certains signes peuvent leur mettre la puce à l'oreille : des troubles du comportement, une façon de s'habiller de plus en plus sophistiquée, des rentrées d'argent qu'ils ne veulent pas justifier, une vie en circuit fermé, des tendances suicidaires... Ils doivent entourer les jeunes qui présentent ces signes, leur proposer des activités, les mettre en lien avec d'autres... mais avant tout, ils doivent travailler eux-mêmes à la connaissance de la prostitution, réfléchir, se dégager des représentations sociales qui lui sont liées, bref suivre des formations. En effet, ils manquent souvent d'outils de compréhension face à la prostitution. J'ai récemment animé une formation de six heures dans un institut régional de travail social (IRTS), les stagiaires n'auront pas d'autres temps de formation sur la pratique prostitutionnelle durant leurs études. Or, l'accompagnement des personnes prostituées diffère de celui d'une personne bénéficiaire du RMI par exemple. Il s'agit de pratiques de soumission, d'exploitation, proches de l'esclavage. Etre un acteur solide face au système prostitutionnel sans en avoir les outils, connaître le système de soumission, le client, le proxénète, la question de la santé... est très difficile. Le professionnel risque de se laisser enfermer dans la justification de la prostitution. Au départ, la personne prostituée raconte souvent n'importe quoi, il est nécessaire de prendre de la distance, de découvrir peu à peu ce qui se cache derrière son discours, de l'entendre et d'essayer de le comprendre. Lors des formations, nous proposons des études de cas : le parcours d'une personne prostituée dont les futurs travailleurs sociaux doivent imaginer la prise en charge. Souvent, ils oublient l'aspect financier, or il faut avoir en tête que ces personnes sont souvent considérées comme des coffres-forts par leur entourage qui attend d'elles de l'argent. Il faut savoir aussi que la prostitution existe parfois même au sein de certaines organisations familiales. Ainsi la mère d'une jeune femme que nous soutenons lui a dit

devant nous : « *Tu n'as plus de fric, tu n'es plus rien* ». Une femme que j'ai accompagnée durant ses derniers instants de vie, m'a confié avant de mourir : « *Hier encore, mon père est venu me demander de l'argent.* »

Comment inciter un jeune à parler de la prostitution ?

Il n'existe pas de recettes, chaque jeune a son histoire. La confiance qui naît peu à peu permet au travailleur social de lui tendre une perche à un moment donné : un tel dira par exemple : « *Comment achètes-tu tes fringues ?* » avec un petit sourire en coin, un autre en parlera directement si la pratique est très visible.

Avec quels partenaires les travailleurs sociaux doivent-ils travailler ?

Face à un jeune qui se prostitue ou à un jeune en danger de prostitution, ils doivent faire appel à des partenaires multiples et spécialisés. La délégation du Nord-Pas-de-Calais travaille par exemple avec une équipe de travailleurs sociaux prenant en charge une jeune fille qui se prostitue. Lorsque le mot prostitution est arrivé dans son discours, ils nous ont appelés et ils ont accompagné la jeune fille à son rendez-vous avec nous. Aujourd'hui nous la suivons ensemble, eux dans la proximité, nous avec davantage de distance. La sortie de la prostitution est très dure, cette jeune fille va se retrouver très seule si elle ne rencontre pas un petit ami pour la soutenir, la valoriser. Elle a un long combat à livrer pour arriver à être elle-même. Elle a des hauts et des bas, elle ne vient pas à certains rendez-vous, ne répond pas au téléphone... c'est normal. Les personnes qui quittent la prostitution ont besoin de retrouver une estime d'elles-mêmes. Elles finissent par être identifiées à l'argent. Elles nous disent : « *Je ne suis plus qu'un billet de banque* », « *Comment retrouver de la confiance en moi face à ceux qui me valorisent en disant que je suis la meilleure, que je suis une bonne gagnuse ?* » Elles doivent trouver d'autres sources de

valorisation. Le chemin qu'elles entreprennent pour se reconstruire, la formation, le fait de « s'habiter » elles-mêmes pour pouvoir habiter un logement... tout cela y contribue. Lorsqu'un(e) jeune prostitué(e) doit changer de lieu de vie, couper avec son entourage, nous le prenons en charge globalement avec nos partenaires (logement, santé, emploi, formation...)

Le Mouvement du Nid a réalisé une campagne de prévention auprès des adolescents.

En quoi consiste-t-elle ?

Nous avons voulu concrétiser l'action de prévention que nous menons depuis plus de vingt ans, par une campagne sur les relations entre les garçons et les filles. Nous avons créé une série d'outils adaptés à différents publics. En effet, on ne s'adresse pas aux enfants de CM2 de la même manière qu'aux lycéens. Ainsi en 2008, avons-nous créé un outil en direction des adultes qui concerne les liens entre la prostitution et les rapports hommes-femmes et un outil, destiné aux lycéens qui se centre sur leurs questions vis-à-vis de la prostitution. En 2009, nous avons proposé deux nouveaux outils, le premier en direction des collégiens et le second sous forme d'une bande dessinée intitulée *Dérappages*, deuxième publication du genre après *Pour toi Sandra*. Pour mener à bien une prévention efficace il faut des animateurs formés à ces outils, des personnes qui connaissent le sujet et qui ont la capacité de toujours se situer devant le système prostitutionnel dans sa globalité.

Propos recueillis par **Katia Rouff**

Contact : Mouvement du Nid
01 42 70 92 40
nidnational@mouvementdunid.org

A lire : *Filles et garçons : construire l'égalité*,
Editions Mouvement du Nid, 2008.
www.prostitutionetsociete.fr



POUR EN FINIR AVEC LA VIOLENCE

La lutte contre les violences faites aux femmes est la « grande cause nationale » de l'année 2010. **Nous avons retenu ce thème pour notre premier déjeuner-rencontre entre les « Vigilantes »*, membres de notre Observatoire des Etats généraux, et quatre associations qui travaillent sur le terrain.**

L'occasion de faire le point sur la situation.
Photo Emanuele Scorcelletti.

* <http://blogs.elle.fr/lesvigilantes/>

Emmanuelle Piet, médecin en Seine-Saint-Denis et présidente du Collectif féministe contre le viol, ouvre tout de suite le débat en rappelant que 3 à 15 viols sont dénoncés chaque jour sur la ligne téléphonique ouverte par son association. « Il y en a sans doute 150 000 par an. »

Cette femme énergique qui parle haut et clair, sans tabous et sans misérabilisme, passe en revue toutes les formes de viol : viols conjugaux, qui sont les plus nombreux, viols commis par l'entourage, très fréquents aussi, viols en réunion par des mineurs, mais aussi bizutages dans les universités. Elle démolit certaines idées reçues. Le viol frappe toutes les classes sociales, mais les femmes en parlent plus dans les milieux où elles ont fait des études. Beaucoup de viols ne sont jamais dénoncés. « Il faut arrêter de dire que les violeurs sont des êtres exceptionnels, des

ont rencontré quatre spécialistes des violences faites aux femmes.

monstres, assène-t-elle. On les montre comme des gens qui sortent de l'ordinaire, mais ce n'est pas le cas. Ce sont les papas, les maris, les psys, les curés... » Avant d'ajouter qu'il existe de graves lacunes en matière de lois : « Il y a seulement 2 % de récidivistes. Un père qui se fait prendre est considéré comme un primo-délinquant et non comme un récidiviste, même s'il viole sa fille depuis dix ans tous les soirs. » « Ça pose le problème de l'enquête, rétorque Soraya Amrani-Mekki, professeure de droit pénal. La justice a besoin de preuves, sinon elle ne peut pas condamner... » 40 % des mauvais traitements du conjoint débutent lorsque la femme est enceinte. « C'est un moment où la femme est faible et vulnérable, précise Emmanuelle Piet. Son compagnon l'accuse ensuite d'être une mauvaise mère parce que le bébé pleure. Ce problème, ajoute-t-elle, est souvent à l'origine de l'hyperactivité de certains enfants qui sont en réalité hyper anxieux. Le violeur conjugal choisit toujours sa proie, une petite femme qu'il isole et "gourdit" dès le début de la vie commune. Quand la violence est installée, le viol ne fait que l'aggraver. Il n'y a pas de violence physique sans violence psychique au préalable. » C'est au tour d'Henriette Zoughebi, de l'association Elu-es contre les violences faites aux femmes : « Nous réfléchissons à des axes de politique publique et organisons des formations d'élus et de professionnels – policiers, personnels de santé et de justice, travailleurs sociaux – pour prendre en charge les victimes. » « J'ai pu assister à une de ces formations, intervient Assia Benziane, élue municipale à Fontenay-sous-Bois. J'ai pris conscience à ce moment-là de l'importance de la violence psychologique. »

« Pourquoi ne fait-on pas plus de prévention ? » interroge Audrey Pulvar. « C'est bien là la question, répond Henriette Zoughebi. Les conséquences des violences faites aux femmes coûtent chaque année 2 milliards et demi d'euros. Cela se ressent au niveau du travail, du logement, de l'absentéisme au travail, mais aussi des subventions accordées aux associations. Si on décidait d'avoir une politique volontariste en amont et de consacrer cet argent à la prévention, cela coûterait moins cher à la société. Nous verrons si cette grande cause nationale décidée par le gouvernement est gadget ou pas... » « Et les hommes ? » demande Emmanuelle Gagliardi. « 1 % des appels que nous recevons proviennent des agresseurs », dit Françoise Brié, vice-présidente de la Fédération nationale solidarité femmes et directrice de L'Escale (centre d'accueil et d'hébergement pour les femmes victimes de violences, en particulier conjugales), mais ils téléphonent surtout pour se plaindre de leur compagne qui, selon

LA VIOLENCE EN CHIFFRES

Selon le secrétariat d'Etat chargé de la Solidarité, en 2008 :

✓ Le numéro national d'écoute téléphonique (3919) a reçu 18 450 appels.

✓ 10 % des femmes ont subi des violences conjugales.

✓ 157 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint.

<http://www.gouvernement.fr>

Selon l'association Viols, Femmes, Informations (N° Vert : 0 800 05 95 95) :

✓ Presque une femme sur deux a été victime de violences au cours de sa vie.

✓ 1 femme est violée toutes les deux heures.

✓ 50 % des femmes violées l'ont été avant l'âge de 18 ans.

✓ 80 % des viols sont commis par une personne de l'entourage.

✓ Moins de 1 % des violeurs sont condamnés.

✓ 12 % seulement des plaintes sont répertoriées par la police.

✓ 80 % des femmes victimes de viol ou de violence développent des syndromes post-traumatiques contre 60 % chez les victimes d'attentat.

eux, affabule... » Quelles sont les mesures préconisées par les associations pour lutter contre ces violences ? Toutes sont d'accord : faire des progrès dans la prise en charge des viols et la formation des professionnels concernés, prendre en charge les agresseurs plus tôt pour qu'il n'y ait pas de récidive. Mieux prendre en compte les graves conséquences des traumatismes que les viols engendrent, non seulement sur la victime mais sur sa famille et sur la société tout entière. Pour mieux lutter contre les violences, il faut aussi mieux les connaître, en créant un observatoire par région. Instaurer des temps de formation ou de prévention dans les établissements scolaires, car « l'éducation joue un grand rôle en amont, insiste Françoise Brié. Il ne faut pas assigner aux garçons un rôle de macho ». Le dernier à prendre la parole est Bernard Lemette, président du Mouvement du Nid, association d'aide aux prostituées : « Dans les violences faites aux femmes, il faut aussi prendre en compte la prostitution. En plus d'appauvrir les pauvres, la prostitution est synonyme d'enlèvements, de soumission, de domination et d'exploitation. Il faut mobiliser l'opinion publique, éduquer les garçons pour les empêcher de devenir des clients. »

MARIE-FRANÇOISE COLOMBANI, MICHÈLE FITOUSSI ET ELVIRE EMTAZ
Les Vigilantes, présentées la semaine dernière dans nos pages, sont douze femmes de tout horizon qui forment notre Observatoire des Etats généraux de la femme.

QUATRE PERSONNALITÉS AU CŒUR DU PROBLÈME

EMMANUELLE PIET, présidente du Collectif féministe contre le viol (1). L'action de cette association née en 1985 dans la région parisienne est de lutter contre le viol intra ou extrafamilial, de donner la parole aux victimes, de leur offrir un soutien et de contribuer à une prise de conscience.

HENRIETTE ZOUGHEBI, conseillère régionale d'Ile-de-France, trésorière de l'association Elu-es contre les violences faites aux femmes (2). Créée en 2003, cette association informe et soutient les élu(e)s souhaitant s'engager dans l'action contre les violences faites aux femmes.

FRANÇOISE BRIÉ, directrice de L'Escale (3). Ce centre d'accueil pour les femmes victimes de violences est membre de la Fédération nationale solidarité femmes et gère depuis quinze ans le service national d'écoute-information-orientation pour les violences conjugales.

BERNARD LEMETTE, président du Mouvement du Nid (4). Cette association se donne pour objectif d'aider les prostituées, d'informer l'opinion, d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution. Elle est présente dans toute la France par le biais de délégations régionales.

(1) www.cfcv.asso.fr (2) www.ecvf.ouvaton.org (3) www.lescale.asso.fr (4) www.mouvementunid.org

➔ Découvrez le blog des Vigilantes sur elle.fr

MIDI LIBRE

Édition du mercredi 28 avril 2010

Hérault Mineure prostituée à Béziers : les parents placés en détention

L'adolescente de 15 ans a été interpellée samedi sur une route

Le père et la belle-mère d'une jeune Roumaine de 15 ans, soupçonnés de l'avoir contrainte à se prostituer sur la route de Narbonne à Nissan-lez-Ensérune ont été placés en détention hier, dans l'attente de leur procès. Auparavant, ils avaient été présentés devant le tribunal correctionnel de Béziers dans le cadre d'une procédure de comparution immédiate, mais à l'aide de deux interprètes et de leur avocate, Me Mathieu, ils ont demandé un délai pour préparer leur défense.

L'affaire a été mise au jour le 24 avril dernier. Les gendarmes de Capestang ont interpellé plusieurs prostituées pour racolage sur la voie publique. Parmi elles, se trouvait une très jeune fille. Des analyses osseuses ont démontré qu'elle n'était âgée que de 15 ans, alors qu'elle affirmait être majeure. L'adolescente a avoué que son père et sa belle-mère la contraignaient à se prostituer depuis l'âge de 11 ans, d'abord en Roumanie, puis en Avignon et récemment à Béziers. La famille vit dans un camp de gens du voyage installé à Bayssan sur la commune de Béziers.

Devant le tribunal présidé par Claire Ougier, la belle-mère, qui est aussi poursuivie pour prostitution, a renouvelé sa demande d'une confrontation avec la jeune victime. Elle soutient que l'adolescente a déjà formulé ce genre « d'allégations mensongères » par le passé. Problème, ces faits se seraient produits en Roumanie et il est très difficile d'en retrouver la trace. Me Mathieu a souligné qu'elle intervenait « à la suite de la garde à vue » et qu'elle n'avait pas eu « le temps de prendre connaissance du dossier ».

L'avocate a demandé au tribunal que des investigations soient effectuées. Elles lui paraissent « indispensables » au vu de la gravité des faits. Les prévenus encourent 10 ans de réclusion.

Selon le procureur Patrick Mathé, « la prostitution de l'enfant est avérée. Je l'ai rencontrée pendant la garde à vue. Elle était en pleurs et portait des marques de coups. Ces prétendues allégations sont très difficiles à vérifier en Roumanie. Je m'oppose au renvoi du dossier devant le parquet, mais je comprends que l'on puisse demander un délai pour la défense ». Il a demandé le placement en détention en raison de l'absence de garantie d'activité ou de domicile et afin « d'éviter la réitération des faits ». Le tribunal a renvoyé le procès au 2 juillet prochain.

Rouvrir les maisons closes?

La députée UMP de Seine-et-Marne Chantal Brunel rouvre le débat. Le Mouvement du Nid, une association qui aide les prostitué(e)s, et le Syndicat du travail sexuel (Strass) lui répondent sur leJDD.fr

Depuis la fermeture des maisons closes en 1946, régulièrement, des voix s'élèvent pour rétablir "bordels" et autres "lupanars". En 2002, Françoise de Panafieu se prononçait pour. En novembre dernier, Christine Boutin aussi... avant de se rétracter. Cette fois-ci, c'est la députée UMP de Seine-et-Marne Chantal Brunel qui rouvre le débat. Dans un livre publiée jeudi (1) et une tribune publiée dans *Le Monde*, elle prône une réouverture "minutieusement contrôlée" de ces établissements. Selon la députée, la loi contre le racolage de 2003 n'a fait que fragiliser les prostitués, en les contraignant à se cacher. Les maisons closes auraient donc l'avantage de leur offrir une "protection médicale, juridique et financière". Nous avons soumis cette proposition, d'une part à Samuel Prieur, du Mouvement du Nid, une association qui aide les personnes prostituées. D'autre part à "Cadyné", membre du Syndicat du travail sexuel (Strass).

Chantal Brunel justifie sa proposition par une dégradation de la situation des prostitués. Partagez-vous ce constat ?

Samuel Prieur : Tout à fait. Dès 2003, le Nid a condamné les lois sur le racolage. Elles ont obligé les prostitués à se cacher, pour aller à l'extérieur des villes, dans la clandestinité, sur Internet. Ces personnes sont moins protégées contre les actes de violence. Quelqu'un qui a pris un PV pour racolage sur la voie publique aura plus de mal à porter plainte s'il lui arrive un accident quelques jours plus tard... Avec cette loi, on s'est donc attaqué à l'aspect le plus visible du problème: les prostitués. Et pas au proxénétisme. Les politiques ont simplement balayé devant les portes pour répondre aux riverains qui criaient fort, pour faire plaisir à l'électorat.

Cadyné : Nous vivons une répression intolérable. Les amendes et les gardes-à-vue se sont multipliées. En cas d'agression, les filles hésitent à porter plainte. Les violences se sont aggravées. Et l'interdiction du racolage a développé un proxénétisme de lieu, du territoire: il faut payer pour travailler dans certains endroits.

Justement, des maisons closes ne pourraient-elles pas offrir une plus ample protection aux prostitués?

SP : Cette idée, qui revient régulièrement, est une éternelle tentation. Mais, en voulant protéger ces personnes, on risque de les soumettre à une plus grande violence. Faire une telle proposition témoigne d'un manque de réflexion. Dans les pays qui ont rétabli les maisons closes, aux Pays-Bas ou en Allemagne par exemple, le bilan est catastrophique. On y retrouve les problèmes qui ont conduit à leur fermeture en 1946. Il faut voir ce qu'est un bordel ! Les filles sont enfermées, parfois 24 heures d'affilée, avec des clients qui s'enchaînent. Elles sont à la merci des propriétaires, dont le seul moteur est l'argent, et qui n'ont pas intérêt à les défendre face aux clients. C'est un peu simpliste mais, au moins, dans la rue, les filles peuvent prendre leurs jambes à leur cou ! L'argument sanitaire est tout aussi hypocrite. Au mieux, les clients peuvent être obligés de prendre une douche. Mais on ne va pas leur demander de produire un test VIH à l'entrée ! En revanche, quand une fille a une MST... elle est exclue.

C : Quand on parle de maison close, on évoque un système précis, celui qui existait avant la loi Marthe Richard de 1946, avec des établissements surveillés par l'Etat, un contrôle de la Ddass, des



C'est pour mieux protéger les prostitué(e)s que la députée souhaite rouvrir les maisons closes. (Reuters)

fichiers sanitaires qui enfermait les filles dans un système très dégradant dont il était difficile de sortir. Aujourd'hui, aux Pays-Bas ou en Allemagne, on parle plutôt d'"Eros center". C'est peut-être un peu mieux que ce qui existe en France à ce jour. Peut-être. Mais ce n'est pas idéal. Les politiques qui remettent cette proposition sur la table, peuvent être bien intentionnés, mais leur solution est un peu bateau. Il existe des dérives dans ces établissements. Dans certaines villes d'Allemagne, une seule société peut contrôler toutes les maisons. Impossible, donc, pour une fille mal payée ou mal traitée, de menacer d'aller ailleurs. Le propriétaire est tout puissant. Aux Pays-Bas, la loi va jusqu'à préciser le degré auquel doivent être lavés les sous-vêtements... ! Nous refusons cette infantilisation passéiste et, globalement, ce contrôle de la relation client-prostituée par une personne extérieure, qui laisse la place à toutes les formes d'oppressions.

Que proposez-vous alors?

C : Nous souhaiterions un système qui mette au cœur la travailleuse. Avec, d'une part, une plus grande liberté d'exercer. Il faut arrêter la répression, les lois de droit commun suffisent pour punir le proxénétisme. De l'autre, une plus grande protection sociale, la possibilité de cotiser pour la retraite, ce qui est aujourd'hui très compliqué. Nous aimerions aussi plus de bienveillance des autorités. En Suisse, des prostituées peuvent avoir un studio avec un bouton qui leur permet d'alerter immédiatement le commissariat en cas de problème.. Et s'il doit y avoir des maisons, il faudrait qu'elles soient auto-gérées par les filles, avec une réglementation intérieure co-décidée. Bref, nous sommes contre les maisons-closes... et pour des maisons "ouvertes" !

SP : La légalisation crée un appel d'air, développe le trafic parallèle. Pour les proxénètes, devenus chef d'entreprise, c'est idéal. En France, la police estime qu'il y aurait entre 18 000 et 20 000 prostituées. En Allemagne, 400 000... Et 15% seulement des bordels seraient légaux. Ensuite, pour nous, la prostitution n'est pas un travail comme un autre. Les prostituées qui défendent cette position tentent, dans la plupart des cas, de s'auto-convaincre, ou répètent ce que demande leur proxénète. Les autres ne parlent que pour elles.

Ce refus de reconnaître la prostitution peut sembler irréaliste...

SP : L'abolition de l'esclavage aussi pouvait sembler utopiste. Mais dans notre utopie, nous sommes pragmatiques. Nous estimons qu'il y a quatre axes d'action nécessaire. D'abord aider ces personnes à trouver un avenir hors de la prostitution. Ensuite, réprimer plus durement les proxénètes. Nous avons en Europe de très bons services de police, mais quand il y a arrestation, les jugements sont ridicules ou ne sont pas appliqués. Troisièmement, inverser la charge pénale, en condamnant le client, ce qui n'arrive jamais. Enfin, faire de la prévention pour agir sur les mentalités du grand public.

(1) Pour en finir avec les violences faites aux femmes, Editions du Cherche-Midi.

Alice Pouyat - leJDD.fr
Vendredi 29 Janvier 2010

L'image des macs scrutée à la loupe par une association

Prostitution Une étude sur le phénomène vient d'être lancée

L'image des proxénètes en question. C'est l'objet d'une nouvelle étude sociologique lancée par le mouvement du Nid, une association de lutte contre la prostitution. Quelques mois après l'arrestation de Roubaisiens qui prostituaient des mineures, notamment françaises, en Belgique, l'association veut réveiller les consciences. Pour 20 Minutes, Bernard Lemette, président du Nid, annonce les grandes lignes de son étude.

Pourquoi vouloir attirer l'attention ?

Il faut rappeler que la prostitution est toujours une organisation criminelle. On banalise. Les gens disent qu'ils vont en Belgique comme s'ils allaient à la plage à Oostende. Mais non, c'est de la traite d'êtres humains. Très peu de gens ont conscience que le proxénétisme est vraiment criminel, même la justice. Les magistrats sont toujours en dessous des peines maximales.

Estimez-vous que dans la société, les macs s'en sortent bien ?

L'image fausse, c'est que le proxénète est soit un salaud, soit quelqu'un qui sait y faire avec les femmes. Pourtant, ce ne sont pas tous des gros bonnets, mais aussi des familles qui vivent de la prostitution de leur fille ou de leur garçon. Il faut réveiller les pouvoirs publics là des-

Créé le 16.04.10 à 04h29

Mis à jour le 16.04.10 à 04h29 |



Bernard Lemette, président du Nid./ C. Dhalluin / 20 Minutes

sus. En France, nous avons le meilleur outil répressif d'Europe, mais les policiers ne sont pas nombreux.

Et en Belgique ?

Le paysage belge n'est pas brillant. A Welvegem, il y a vingt-cinq bordels, des centaines de Françaises. Comment réagit un enfant élevé dans cet environnement ? Ce n'est pas le même univers que peut connaître un Français. C'est tout cela que nous voulons analyser, et nous voulons surtout créer des outils, des documents pour aider les gens à réfléchir. Nous allons interroger des habitants des deux côtés de la frontière, des policiers, peut-être des proxénètes. On se donne deux ans.

Recueilli par Gabriel Thierry



Une maison close à la frontière espagnole

AFP 22/10/2010

Le Paradise, présenté par son propriétaire comme le plus grand bordel d'Europe, a ouvert hier soir à La Jonquère, petite ville de Catalogne espagnole qui s'est fait un nom dans le tourisme sexuel, notamment auprès des voisins français.

De nombreux Français, chez lesquels les maisons closes sont interdites, ont fait le court déplacement - La Jonquère se trouve à 30 km de la ville française de Perpignan - pour l'ouverture des portes du Paradise, où les attendaient une centaine de prostituées, notamment des Roumaines, qui exercent légalement en Espagne dans ce type d'établissement, a rapporté un photographe de l'AFP.

La majorité des clients viennent des régions françaises de Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, voire des

villes de Bordeaux et Marseille. Le maire de La Jonquère, Jordi Cabezas, avait tenté d'empêcher la construction du Paradise. Mais la justice espagnole l'a contraint à délivrer un permis de construire.

A La Jonquère, localité de 3.000 habitants, et dans les environs, on compte une dizaine de "puticlubs", comme on les appelle en Espagne, où travaillent des centaines de filles. "On a en Catalogne des pouvoirs publics qui démissionnent face à une industrie proxénète très puissante, c'est la légalisation du proxénétisme, c'est choquant", dénonce Grégoire Théry, secrétaire général du mouvement du Nid, organisation française qui agit sur les causes et les conséquences de la prostitution et contre la légalisation des maisons closes.

Dans les coulisses d'une maison close

Cette fois, à La Junquera, village frontalier de Catalogne, c'est vraiment le bordel. L'un des plus grands d'Europe, même, se flatte Jose Moreno, le patron du club qui a ouvert ce jeudi, le « Paradise », une maison close de 80 chambres avec 200 prostituées. Les caméras de télévision filment l'ouverture de l'établissement qui ressemble à l'un des nombreux supermarchés de La Junquera. Ce mercredi, Jose Moreno est affairé. Le « Paradise », pour lui, n'est pas encore gagné : des techniciens branchent les sonos et l'éclairage dans les deux vastes bars aux murs laqués de rouge. Les chambres, en revanche, sont prêtes.

Clients de Toulouse et Perpignan

Jose Moreno n'hésite pas à montrer l'une des 80 pièces où les clients « consomment » du sexe : à droite en entrant, le bidet. Au fond, le lit, recouvert d'un jeté noir et surmonté d'un néon mauve. On se croirait dans un corbillard... « Les chambres sont toutes les mêmes », souligne le patron du « Paradise ». L'homme qui vient d'ouvrir un supermarché du sexe en Catalogne n'en est pas à son premier essai. Jose Moreno possède déjà deux clubs, l'un à Gerone, l'autre à Palamos sur la Costa Brava. Il vient d'investir 3 millions d'euros dans la construction du « Paradise » à La Jonquera. D'où vient l'argent ? La police espagnole a plusieurs fois inquiété cet homme pour des soupçons de trafics et de blanchiment d'argent. Une plainte pour « traite de femmes » serait actuellement instruite. Mais Jose Moreno a obtenu l'autorisation du tribunal supérieur de justice de Catalogne (TSJC) pour ouvrir le « Paradise », au terme d'une bataille juridique de quatre ans avec la mairie de La Junquera. « Maintenant, tout va bien ; il n'y a plus de problème », assure cet homme rondouillard en agitant sa montre en or sertie de brillants. Le patron du « Paradise » explique que les prostituées travailleront « librement ». Elles lui verseront 70 € par jour pour la location d'une chambre. Le reste, dit-il, ne le regarde pas. Jose Moreno mise sur une clientèle française. La mairie de La Junquera a fait l'étude de marché pour lui. Les 25 premières amendes infligées à l'encontre de clients de prostituées en 2009 ont concerné 25 Français... Le week-end, les voitures garées aux abords des « puticlubs », les bars à filles de La Junquera, sont pour la plupart immatriculées dans les Pyrénées-Orientales, la Haute-Garonne, les Bouches-du-Rhône. En semaine, c'est différent. Les routiers constituent la principale clientèle. La Junquera : ce petit village de maisons de couleur ocre, qui s'étire tout en longueur, s'est doublé dans les années 1990 d'une vaste zone commerciale : 16



supermarchés, 400 commerces, 46 restaurants, 16 stations-service. Les poids-lourds stationnent sur d'immenses parkings. Plus de 10 000 camions passent chaque jour sur l'autoroute. Et s'arrêtent pour se ravitailler. Vêtue d'un blouson en fausse fourrure et d'un jean, Annetta slalome entre les camions. Cette prostituée qui dit être roumaine « travaille » ici. Elle discute avec les chauffeurs. S'éclipse avec l'un d'eux... Les passes ont lieu dans les cabines des poids-lourds. Les « puticlubs » n'ouvrent qu'en fin d'après-midi, à 17 heures. Deux de ces établissements, qui sont officiellement des hôtels, sont situés sur la route qui mène à Figueras. Il y a le « Lady's Dallas » et le « Madam's ».

Elles restent peu de temps

À 14 heures, au « Dallas », les prostituées s'éveillent. En tenue de jogging ou en jean, elles prennent leur café en terrasse. Téléphonent à leur famille. Commandent un taxi pour aller faire leurs courses. Deux d'entre elles poussent des valises... Une jeune Grecque à la carte d'identité roumaine fume une cigarette. Kristina, 25 ans, originaire de Skopje en Macédoine, est volubile : « Je pars en vacances en Thaïlande ! », lance-t-elle joyeusement. Kristina dit avoir 25 ans. Le visage constellé de piercings et de tâches de rousseur, cette brune fanfaronne : « Si je travaille bien, fait-elle en désignant ses fesses, je gagne 30 000 euros par mois ».

Mieux que Zahia ?

« Je croise parfois ces filles dans le village, raconte Nathalie, une Française qui gère une station-service sur la route de Figueras. Certaines sont droguées. Et quand je vois les hommes qui s'occupent d'elles claquer l'argent dans les machines à sous, j'ai pitié ». Rares sont les plaintes de prostituées qui parviennent à la police. L'année dernière, deux Roumaines disant avoir été enrôlées de force ont dénoncé leurs proxénètes. Pour la plupart, les prostituées ne restent pas longtemps à La Junquera. Quelques mois. Puis elles sont envoyées ailleurs. Dans cette zone frontalière où les femmes sont traitées comme des marchandises, les commerçants veillent à renouveler la chair.

La prostitution se joue des frontières

Société Le Mouvement du Nid souhaite développer le partenariat avec les associations allemandes

« Nous voulons être au plus près de la réalité des prostituées afin de faciliter leur rencontre avec les partenaires associatifs et mieux les aider à s'en sortir, explique Isabelle Collot, la responsable du Mouvement du Nid à Strasbourg. Et pour ce faire, il nous faut développer le partenariat transfrontalier. » En vue de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains qui se déroule lundi, l'association strasbourgeoise a fait le point, hier, sur son travail engagé depuis 2002 avec leurs partenaires allemands. Un enjeu devenu essentiel ces dernières années.

1/3 des filles habitent en Allemagne

En effet, lors des rencontres sur le terrain, les bénévoles du Nid « ont constaté que plus d'un tiers des prostituées, bulgares pour la plupart, disent loger dans des hôtels, des pensions ou des appartements à Kehl ou à Offenbourg », précise Isabelle Collot. Les raisons ? Avec l'arrivée des différents réseaux, notamment africains il y a 4-5 ans, la prostitution s'est rapprochée de la frontière. « Certaines femmes sont route du Rhin, avenue des Alpes alors que traditionnellement, elles étaient toutes à la gare et avenue des Vosges, indique Isabelle Collot. Mais surtout, en Allemagne, la prostitution est légale depuis 2002 avec la loi sur la réglementation des droits des

personnes prostituées. Contrairement à la France, l'Allemagne n'a pas signé la convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains. C'est un métier comme un autre. Seule la prostitution forcée est interdite. « Les filles peuvent donc vivre avec qui elles veulent sans que cette personne ne soit accusée de proxénétisme », précise la militante. Du coup, pour accompagner ces femmes au quotidien, les assos allemandes Freija et Diakonie tiennent une permanence une fois par mois dans un local à Kehl (Friedhostrasse 1). Depuis cette année, Judith, salariée à Freija, accompagne les bénévoles du Nid dans leurs sorties, deux fois par mois. « Il est important de se faire connaître. Une quarantaine de prostituée l'an dernier se sont rendues aux permanences de Kehl et Fribourg. Un chiffre encore trop faible », précise-t-elle. En 2009, le Nid a rencontré 305 femmes et 27 hommes, 157 personnes ont été reçues à leur permanence. Des actions communes de sensibilisation envers les jeunes des deux pays seront prochainement menées par les assos ainsi qu'une enquête sur leurs représentations de la prostitution.

Sonia de araujo

Colloque

Freija organise le 22 octobre prochain un colloque à Fribourg sur la prostitution, intitulé Pink. Plus d'infos sur www.pink-baden.de. Le Mouvement du Nid, 1, quai St-Jean, 03 88 32 77 67.

□ TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Dans la région et ailleurs, comment lutter contre cet « esclavage » ?

C'est aujourd'hui la « journée européenne contre la traite des êtres humains ». Un sujet qui touche toute l'Europe mais aussi particulièrement notre région, au regard de son statut frontalier et du nombre de migrants qui y transitent.

Le problème est méconnu. Et pour cause, la traite des êtres humains se fait de façon tellement souterraine que la police est quasiment incapable de livrer des chiffres. Ceux révélés sont très loin de la réalité : « Quelque 120 cas de traite des êtres humains ont été réglés en 2009 en France, 42 en 2010 », compte le capitaine Thierry Dixneuf, de l'Office central de lutte contre le travail illégal. Il participait à une conférence sur le sujet organisée à Lille 2 par l'agence de l'ONU pour la protection des réfugiés et l'Office international pour les migrations.

Pourquoi cette conférence à Lille ? Pour « sensibiliser les populations en contact avec les migrants à ce problème de la traite des êtres humains », selon Mathilde Tiberghien, de l'ONU. Un



Bernard Lemette (au centre), du Mouvement du Nid.

problème qui recouvre différentes réalités : les marchands de sommeil, les ateliers clandestins, l'esclavage domestique et surtout la prostitution. Si des Français peuvent en être victime, il s'agit majoritairement de migrants, fragilisés par leur situation irrégulière et donc incapables de se défendre, victimes de réseaux de traite. Bernard Lemette, du mouvement du Nid, cette association qui accompagne les prostituées à Lille, témoignait. « Le Nid a suivi le cas de plusieurs prostituées victimes de traite. Les gens qui ramènent ces

femmes par ici ne sont pas bêtes : ils leur laissent un peu d'argent, qu'elles envoient à leur famille, qui s'y habitue. La prise se referme et les rouages de l'esclavage se mettent en place. »

Le problème est très vaste, difficile à définir. Le capitaine Thierry Dixneuf tente : « Il y a traite quand les conditions de travail et d'hébergement sont indignes. » Il cite des exemples, des histoires toutes plus tristes les unes que les autres. Appelle à la vigilance. Mais un début de solution ne sera révélé qu'à un niveau européen, ou même mondial. ● B.B.

« Fanny, 40 ans, prostituée à Lille depuis 8 ans »

En pleine journée ou dans la nuit, l'univers de la prostitution est toujours sombre. Mais une discussion sur un coin de trottoir avec « les filles » révèle des parcours, vies fragiles et fragments d'humanité.

Rencontres.

BÉRANGÈRE BARRET ET MARIE GOUDESEUNE -
region@nordeclair.fr

Elle s'appelle Fanny¹. Ou en tout cas, c'est comme ça qu'elle s'appelle dans la rue, « au travail ». Elle a 40 ans, un look sobre, petit haut, lunettes de vue négligemment posées sur ses cheveux bruns, mi-longs. Huit ans qu'elle arpente, par intermittence entre autres jobs plus « classiques », les trottoirs lillois. « J'ai commencé pour payer les études de ma fille », dit-elle, sûre d'elle, l'air d'assumer ce « choix ». Choix qui n'en fut pas un, à vrai dire. Une contrainte plutôt, une déchirure à porter afin d'« assurer » pour les enfants après une série d'accidents de la vie, un divorce, des petits boulots qui ne payaient pas. « Il fallait sortir 8 000 euros pour ces études, ma fille n'avait pas droit à la bourse parce qu'elle vivait chez moi et que j'étais toujours sur la feuille d'impôts de mon mari...

Je me suis lancée dans la rue. Au début, je n'osais pas. J'ai pris un livre, je me suis assise plusieurs jours d'affilée sur un banc, avenue du Peuple-Belge. Finalement un homme est venu me voir. Il m'a demandé si je travaillais. J'ai dit oui. C'était la première fois. » « Je ne construirai plus rien » Désormais, Fanny a ses clients réguliers. Mais un temps de discussion et les sombres sentiments pointent dans ses paroles. « Aujourd'hui, je n'ai plus de dignité, je suis détruite. Je ne construirai plus rien, je le sais. Mais je tiens pour mes enfants. C'est grâce à eux aussi que je ne suis pas tombée dans la drogue. » La drogue, diabolique béquille pour aider à tenir. « J'ai vu des tas de filles, prostituées, tomber dedans », admet Rosalia, 37 ans, Équatorienne. Elle est arrivée à Lille en 2001, parce qu'elle avait de la famille ici. Un an plus tard, un an de galère financière, elle suit une copine, avenue du Peuple-Belge. Comme Fanny, elle dit qu'un « caractère fort » et surtout « les enfants restés au pays », à qui elle envoie de l'argent chaque mois, l'aident beaucoup. « Au début c'est difficile. Maintenant aussi, d'ailleurs. Mais c'est un travail. Je fais ça pour l'argent, les ménages que je fais par ailleurs ne suffisent pas. » L'argent, toujours, nerf de la guerre. Elle affirme travailler à son compte. Sans filière, sans « souteneur ». Tout comme Carine, née au Cameroun, passée « par Los Angeles » avant de venir en France où elle a d'abord « fait des traductions ».



La prostitution se concentre à Lille vers l'avenue du Peuple-Belge. Ph. H.V.M

On lui a proposé de « vendre son corps ». « J'ai répondu : "jamais" ! Et puis j'ai essayé et ça a payé. J'ai désormais un appartement pour le travail, un autre où je vis. Je fais ça seule, mais quand on me le demande je dis que j'ai un "mac" pour qu'on me laisse tranquille. » Carine dit s'en sortir financièrement, mais beaucoup avouent la galère, les prix cassés par d'autres, les clients qui refusent le préservatif...

« C'est comme une drogue » Toutes celles qui acceptent de parler pour ce reportage disent travailler seules. Y compris Linda, 25 ans : « J'ai commencé il y a quatre ans. Je me droguais, je n'arrivais plus à payer mes doses, on m'a dit "va travailler dans la rue"... Depuis, j'ai décroché de la drogue et je continue à me prostituer, pour moi. » Ce point de vue, certains acteurs de terrain le contestent. Bernard Lemette, président du mouvement du Nid, est affirmatif : le mensonge prédomine dans les discours. Selon lui, il y a un proxénète derrière chaque prostituée et « il faut trois ans avant qu'elle ne dévoile son vrai parcours ».

Vincent Dubaele, directeur d'Entr'actes, autre association de terrain, est plus mesuré : « Quand on aborde la question de la prostitution, il faut être très prudent, il n'y a pas de vérité, on est dans la nuance. J'aime dire qu'il n'y a pas une mais plusieurs prostitutions, différentes manières d'y arriver, de s'en sortir. C'est une approche complexe, on est dans l'humain. » Un humain pas assez pris en compte, selon lui, dans la recherche de solutions. « Il serait important qu'on les consulte sur leur place dans la cité. » Alors même que la loi de 2003 pénalisant le racolage passif a fragilisé leur situation, poussant les prostituées à travailler davantage dans la clandestinité, à grand renfort de téléphones portables, internet ou lieux cachés. Depuis quelques années, certaines se sont éloignées, par exemple vers le centre routier de Lesquin, où Entr'actes a commencé un travail de prévention.

Et si toutes disent travailler seules, toutes disent aussi vouloir s'en sortir. Toutes fixent une date. Dans un mois, dans quatre ans. Mais Fanny l'avoue, ce n'est pas chose facile. « Si je continue c'est parce que c'est de l'argent facile. C'est comme une drogue, même si on veut s'arrêter, si on a besoin d'argent, on vient à Lille... » :

¹ Les prénoms ont été changés.

« La prostitution, c'est une anesthésie progressive, on devient un robot »

Longtemps président national du mouvement du Nid, Bernard Lemette concentre aujourd'hui son action dans la région. La prostitution, dont il a suivi l'évolution à Lille depuis les années 70, est pour lui un « esclavage ».

Comment s'est créé le mouvement du Nid à Lille ?

Quand je suis arrivé à Lille en 1975, on était quelques-uns à s'organiser ici, on n'avait pas de local, on n'était pas connu, on prenait contact la nuit sur le terrain. Quand je me suis présenté à la mairie de Lille à cette époque, c'est tout juste si on ne m'a pas rit au nez. C'est un problème que l'on ne voulait pas voir. Bernard Roman (adjoint au maire dès 1983) a regardé les choses autrement et on a eu notre première subvention.

Vous avez donc vu la prostitution évoluer depuis les années 70...

En 1975, les prostituées étaient surtout présentes rue du Molinel et rue de la Clef. Aujourd'hui, toutes sont concentrées avenue du Peuple-Belge. Leurs profils ont changé : dans les années 70-80, c'est surtout une population d'Afrique du Nord qui était présente. Après la chute du mur de Berlin, des prostituées d'Europe centrale et orientale sont arrivées, ainsi que les Congolaises via Bruxelles. Depuis 5-6 ans, on voit beaucoup de personnes du Nigéria, de Sierra Leone, quelques Camerounaises. On compte une vingtaine de prostituées d'origine équatorienne. Les Françaises sont nombreuses mais se cachent davantage.

Combien de prostituées viennent aux permanences du Nid ?

À la permanence d'hier (l'entretien date d'octobre, ndlr), on a reçu 61 personnes, dont 43 prostituées africaines. On accompagne 161 personnes.

De quelle façon les accompagnez-vous ? Comment se définit votre action ?

Notre budget régional est consacré pour un tiers à la réinsertion, et pour deux tiers à la prévention, notamment dans les collèges et lycées pour éviter que nos petits garçons deviennent des clients... Notre objectif est de se mobiliser pour l'avenir, sinon dans 1 000 ans on sera encore à aider les gens à s'en sortir.

Est-il difficile, voire impossible selon vous, de sortir de la prostitution ?

La prostitution, c'est un énorme traumatisme, une anesthésie progressive, on ne ressent plus ni le froid, ni la douleur, ni l'intrusion dans le corps, on devient un robot. La prostitution, c'est un viol à répétition. Les gens n'imaginent pas ce que ça représente... L'argent va dans la poche des autres et on en sort avec des dettes. Alors la réinsertion, c'est la dernière question qu'on envisage. Avant ça, il faut apprendre aux femmes à dormir quand c'est la nuit, à manger régulièrement, à se soigner. Cela demande du temps...

PROPOS RECUEILLIS PAR M.GO.

Midi Libre du 08/01/2010

P-O Le proxénète a-t-il tué le patron du sex-club suisse ?

RAPPEL

→ **Nicolas Vaiarelli, incarcéré à Perpignan, clame son innocence et veut être libéré**

C'est Mimosa qui avait donné l'alerte, le 25 janvier 2007, à Neuenhof, en Suisse. Le compagnon de cette jeune femme, Marco Knecht, 39 ans, patron du Saturn, un "sex-club", était introuvable depuis deux jours.

Sur place, dans cet établissement qui se targue d'offrir 40 jeunes femmes à ses clients, la police découvre des traces de sang, du verre brisé et une douille de 9 mm. L'enquête pour retrouver cet homme qui venait de racheter cet établissement à un Serbe et à un Roumain piétine. Jusqu'à ce qu'un mois plus tard, un promoteur découvre dans un bois, près d'une aire d'autoroute, à 2 km du Saturn, un corps fraîchement enterré.

L'autopsie est sans appel : c'est bien le corps de Marco Knecht. Il a la gorge transpercée par un projectile, et des traces de coups sur tout le corps. Alors les policiers suisses s'intéressent à plusieurs personnes, qui ont mystérieu-



Nicolas Vaiarelli et l'une de ses accusatrices roumaines. DR

sément disparu du Saturn au moment du crime. Parmi elles, deux prostituées roumaines, Ionela et Nicoleta, qui sont arrêtées quelques jours plus tard en Espagne, l'une à Alicante, l'autre à Gérone.

Interrogées, elles vont confirmer les soupçons déjà accumulés par les policiers suisses sur un Français, employé jusque-là au Saturn.

Nicolas Vaiarelli, 44 ans, y travaillait comme décorateur, et devait y effectuer des peintures intérieures. Il avait une expérience professionnelle un peu particulière : c'est en prison qu'il avait appris à manier le pinceau, pendant les longs séjours qu'il y avait ef-

fectué.

Car en 1996, Nicolas Vaiarelli avait écopé de six ans, pour proxénétisme. En 1996 et 1997, il est condamné à deux reprises par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, pour un braquage et pour un meurtre. Quinze ans pour l'un, seize ans pour l'autre.

Un lourd passé, qui a peut-être refait surface, le jour du crime au Saturn. Selon les deux Roumaines, une dispute aurait alors éclaté entre Vaiarelli et le patron du sex-club : elles disent avoir vu le Français quitter les lieux après le coup de feu, avec une pelle et une pioche... La Suisse lance alors

un mandat d'arrêt contre Vaiarelli, qui est retrouvé quelques mois plus tard à Perpignan, où il purge une peine de 18 mois... pour proxénétisme. Et ce à la suite de la dénonciation d'une Française : il avait servi d'intermédiaire entre des malfaiteurs qui ont contraint cette dernière à se prostituer au Saturn.

En mars dernier, alors qu'il ne lui restait plus que deux jours à purger, Nicolas Vaiarelli est mis en examen par un magistrat perpignanais, pour le meurtre de Marco Knecht.

« Il conteste totalement les faits », explique son avocate, M^{me} Lager-Vacher. « Toute la procédure s'est déroulée d'une façon particulière : il n'a pas pu consulter l'intégralité du dossier constitué par les Suisses. »

Cette semaine, Nicolas Vaiarelli a demandé sa remise en liberté à la cour d'appel de Montpellier, qui la lui a refusée hier. La France n'extradant pas ses ressortissants, il pourrait être jugé à Perpignan, pour ce meurtre commis à des centaines de kilomètres de là, et qu'il nie avec vigueur. ●

François BARRÈRE



EWL Centre on violence against women

Centre du LEF sur les violences envers les femmes

published 19th February 2010

News from France: Colloquium for the abolition of prostitution, 11 February 2010

Colloquium in Paris on 11 February 2010:
"Politiques publiques et prostitution :
construire un avenir pour l'abolitionnisme !"



This colloquium "Public policies and prostitution: build a future for abolitionism !" was organized by Le Mouvement du Nid, French NGO working towards the abolition of prostitution and supporting prostituted persons (works with 5000 prostituted persons every year in 30 French cities).

This event is the final one of a series of 7 colloquiums dedicated to an analysis of French policies on prostitution. Here are the themes of the 6 previous events in French regions:

- * 15 May 2009 in Lille: on the fight against procuring
- * 25 September 2009 in Metz: on foreign prostituted persons
- * 16 October 2009 in Tours: on reinsertion and alternatives to prostitution
- * 22 October 2009 in Rennes: on prevention of prostitution
- * 6 November 2009 in Lyon: against repressive measures against prostitutes (symbolic abrogation of the misdemeanor of soliciting)
- * 17 November 2009 in Montpellier: on prostitution and social rights

In Paris (see programme below), Le Mouvement du Nid aimed at concluding its series of colloquiums by drawing an overview of the French policies on all aspects of the prostitutional system and building a network of NGOs sharing the abolitionist perspective on prostitution.

The morning was dedicated to a collective expression of refusal of the prostitutional system, as many women's NGOs were co-hosting the event. Co-hosting NGOs abided by a list of 4 fundamental abolitionist principles (see below) and together with Le Mouvement du Nid, they delivered a series of 10 fundamental abolitionist principles to the political and governmental decision-makers (see below). The French EWL coordination (CLEF) was co-hosting the event. Michèle Vianès, French expert for the EWL European Observatory on violence against women and member of the CLEF, presented the EWL position on prostitution. You can read her speech by downloading it below.

The afternoon session was dedicated to a gathering of abolitionist NGOs reflecting on strategies and issues towards the abolition of prostitution. NGOs from Québec, Belgium (including Le Monde selon les Femmes), Spain were invited. The film 'Not for sale' (EWL-CATW) was also screened during the event.

You can read a whole report of the event on Le Mouvement du Nid website.

- # pgm_Paris_11_fev_prostitution.pdf (729.5 kb - PDF)
- # Axes_Fondamentaux_abolitionnistes.pdf (259 kb - PDF)
- # 10_recommandations_Mouvement_du_Nid_Prostitution.pdf (527.2 kb - PDF)
- # Intervention_Michele_Vianes_Paris_11_fevrier_2010.pdf (35.7 kb - PDF)